

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 3179

[C – 2000/21579]

Arrêt n° 122/2000 du 29 novembre 2000

Numéro du rôle : 1778

En cause : le recours en annulation des articles 59 et 60 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, introduit par la Confédération nationale de la construction.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1^{er} octobre 1999 et parvenue au greffe le 4 octobre 1999, un recours en annulation des articles 59 et 60 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999) a été introduit par la Confédération nationale de la construction, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue du Lombard 34-42.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 4 octobre 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 17 novembre 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 novembre 1999.

Des mémoires ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 3 janvier 2000;
- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 3 janvier 2000.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 3 février 2000.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 14 février 2000;
- la partie requérante, par lettre recommandée à la poste le 3 mars 2000.

Par ordonnances du 30 mars 2000 et du 28 septembre 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 1^{er} octobre 2000 et 1^{er} avril 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 12 juillet 2000, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 26 septembre 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 13 juillet 2000.

A l'audience publique du 26 septembre 2000 :

- ont comparu :
 - . Me A. Delvaux et Me V. Bertrand, avocats au barreau de Liège, pour la partie requérante;
 - . Me M. Jaspar *loco* Me E. Maron, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
 - . Me D. Wagner *loco* Me J. Clesse, avocats au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs P. Martens et M. Bossuyt ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Position de la partie requérante

A.1. La Confédération nationale de la construction demande l'annulation des articles 59 et 60 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses. Elle fait valoir que ces articles ayant pour objet de dispenser les entreprises dites « d'économie sociale d'insertion » de l'inscription au registre de commerce pour l'obtention de l'agrément, et permettant donc à ces entreprises de soumissionner, à des conditions plus avantageuses, aux mêmes marchés que ceux auxquels soumissionnent ses membres, elle a intérêt au recours.

A.2.1. La requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 6, § 1^{er}, IX, 1° et 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il résulterait de cet article que l'objet des dispositions attaquées relève directement de la compétence des régions en matière de politique de l'emploi.

A.2.2. Elle ajoute que si les articles 59 et 60 de la loi du 26 mars 1999 devaient s'analyser comme relevant de la compétence de l'Etat fédéral, encore faudrait-il constater que l'exercice de cette compétence a empiété de manière disproportionnée sur les compétences des régions.

A.3.1. La requérante prend un deuxième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Elle expose que l'objet des dispositions attaquées est de dispenser les entreprises d'économie sociale d'insertion de l'obligation d'inscription au registre de commerce pour pouvoir obtenir une agréation comme entrepreneur, et que par ailleurs, ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de la législation sur les marchés publics où le principe d'égalité entre soumissionnaires prend un relief tout particulier.

A.3.2. Dans la première branche du moyen, la requérante estime que les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés dans la mesure où, dans l'objectif déclaré de permettre aux associations sans but lucratif - qui n'ont pas la possibilité d'obtenir l'agréation, puisqu'elles ne peuvent être inscrites au registre de commerce - de soumissionner des marchés publics, ce sont toutes les sociétés d'économie sociale d'insertion qui sont dispensées de l'inscription au registre de commerce alors que la plupart d'entre elles, et notamment les sociétés à forme commerciale mais à finalité sociale, pourraient l'obtenir. Il en résulte que les moyens utilisés par le législateur sont disproportionnés par rapport au but poursuivi.

A.3.3. Dans la seconde branche du moyen, la requérante fait valoir que les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés dans la mesure où les associations sans but lucratif peuvent maintenant obtenir l'agréation alors qu'elles ne satisfont peut-être pas aux conditions de formation qui sont exigées des autres entreprises devant être inscrites au registre de commerce et qui sont particulièrement justifiées dans le cadre de l'attribution des marchés publics. Les associations sans but lucratif et les autres entreprises, en particulier celles du secteur marchand, sont donc traitées de manière identique alors qu'elles se trouvent dans des situations différentes.

Position du Conseil des ministres et du Gouvernement wallon

En ce qui concerne la recevabilité du recours

A.4.1. Le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon relèvent que la partie requérante n'a pas encore apporté la preuve de ce qu'elle a respecté les formalités requises par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, afin d'agir en justice. A défaut d'apporter cette preuve, le recours devrait être déclaré irrecevable.

A.4.2. Le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon estiment que la requérante n'a pas d'intérêt à demander l'annulation de l'article 59 de la loi du 26 mars 1999. Cette disposition, qui n'a pas de portée normative puisqu'elle ne fait qu'établir la définition des entreprises d'économie sociale d'insertion, n'affecte pas l'objet social de la requérante. Etant donné que les articles 59 et 60 sont dissociables, le recours doit être déclaré irrecevable en tant qu'il vise l'article 59.

A.4.3. Le Gouvernement wallon estime par ailleurs que la partie requérante n'a pas non plus d'intérêt à demander l'annulation de l'article 60. Cette disposition touche en effet à un domaine relevant de la défense des intérêts collectifs des entreprises de la construction. Les entreprises d'économie sociale d'insertion agréées comme entrepreneurs peuvent devenir membres de la Confédération requérante. En attaquant l'article 60, celle-ci agit à l'encontre de ces entreprises, ce qui paraît contraire à son objet social.

Quant au moyen pris de la violation de l'article 6, § 1^{er}, IX, 1° et 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles

A.5. En ce qui concerne l'article 60, le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon estiment que les régions ne jouissent pas d'une compétence exclusive portant sur l'ensemble de la politique de l'emploi. Citant plusieurs arrêts de la Cour, ils rappellent que l'Etat fédéral est compétent en matière de politique de l'emploi et que les régions sont compétentes en matière de placement des chômeurs. Par ailleurs, ils relèvent que l'article 60 concerne les marchés publics, et plus précisément la réglementation en matière d'agréation des entrepreneurs, matière qui est, conformément à l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980, de la compétence du législateur fédéral.

A.6. Quant à un éventuel empiètement disproportionné sur les compétences des régions, soutenu à titre subsidiaire par la requérante, le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon relèvent que les dispositions attaquées n'empiètent pas sur les compétences régionales en matière de politique de l'emploi. Ils soulignent ensuite que l'argument est obscur, imprécis et non démontré, et qu'il doit, partant, être déclaré irrecevable. Ils signalent enfin que la Région wallonne a été associée à l'élaboration de la loi, et que les initiatives prises par l'autorité fédérale et les régions sont destinées à se compléter.

Quant au moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution

A.7. Le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon précisent que le but des auteurs de l'article 60 attaqué est de permettre l'accès aux marchés publics des entreprises d'économie sociale d'insertion, y compris lorsque la forme juridique qu'elles ont adoptée ne leur permet pas d'être immatriculées au registre de commerce. Il en va notamment ainsi des associations sans but lucratif. Ils font remarquer que la dérogation introduite par l'article 60 est strictement limitée à la condition relative à l'inscription au registre de commerce. Pour être agréées en qualité d'entrepreneur de travaux, les entreprises d'économie sociale d'insertion doivent, par contre, satisfaire à l'ensemble des autres conditions posées par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 20 mars 1991.

A.8. Le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon réfutent le moyen, en sa première branche, déduit du champ d'application trop large de l'article 60 attaqué. Ils considèrent que cette disposition doit être interprétée raisonnablement, en tenant compte notamment des obligations imposées par ailleurs, par les lois coordonnées du 20 juillet 1964 relatives au registre de commerce. La portée de la dérogation doit être limitée aux entreprises d'économie sociale d'insertion dont la forme juridique ne permet pas l'immatriculation au registre de commerce. La circonstance qu'il ne sera pas vérifié si une entreprise d'économie sociale d'insertion est immatriculée au registre de commerce pour lui accorder l'agrément comme entrepreneur de travaux ne libère pas cette entreprise des obligations résultant des lois coordonnées du 20 juillet 1964. Interprétée de cette façon, la disposition entreprise n'est pas disproportionnée.

A.9.1. Quant à la seconde branche du moyen, le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon soutiennent que les entreprises d'économie sociale d'insertion revêtant une forme juridique qui ne leur permet pas d'être immatriculées au registre de commerce et les autres entreprises sont dans des situations fondamentalement différentes et ne sont dès lors pas comparables.

A.9.2. Le but poursuivi par le législateur est assurément légitime. En vue de stimuler la création d'emplois, il a entendu favoriser l'économie sociale. Afin d'atteindre cet objectif, la participation des entreprises d'économie sociale d'insertion aux marchés publics, qui constituent un grand pan de l'économie belge, était indispensable. La dérogation établie est strictement nécessaire à cet objectif, et n'apparaît pas disproportionnée. Les entreprises dispensées de l'inscription au registre de commerce doivent, pour le surplus, satisfaire à l'ensemble des conditions qui leur sont applicables eu égard à la forme juridique qu'elles ont empruntée, ainsi qu'aux autres conditions fixées par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 20 mars 1991 et, notamment, disposer des capacités techniques, financières et économiques suffisantes.

Mémoire en réponse de la requérante

A.10. Quant à la recevabilité du recours, la requérante joint à son mémoire en réponse la preuve de la publication de ses statuts aux annexes du *Moniteur belge*, ainsi que la preuve du dépôt de la liste de ses membres au greffe du Tribunal de première instance de Bruxelles.

Quant à son intérêt, la requérante soutient que les articles 59 et 60 de la loi du 26 mars 1999 sont indissociables.

A.11. En ce qui concerne le premier moyen, la requérante répond que l'objet des dispositions entreprises est bien de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi difficiles à placer, et qu'elles doivent donc s'analyser comme la base d'une politique de placement des chômeurs. L'article 60 attaqué a pour objectif unique de favoriser les entreprises d'économie sociale d'insertion et ne ressortit donc pas à la réglementation des marchés publics, mais à la politique des régions.

A.12.1. Quant à la première branche du second moyen, la requérante soutient que l'article 60 dispense toutes les entreprises d'économie sociale d'insertion d'une inscription au registre de commerce, et que cette rédaction trop large ne se justifie pas par l'objectif du législateur. La mesure est donc disproportionnée, et la discrimination ne saurait être résorbée par la voie de l'interprétation.

A.12.2. Quant à la seconde branche du second moyen, la requérante souligne que les entreprises à finalité commerciale ou sociale d'une part et les associations sans but lucratif d'autre part se trouvent dans des situations radicalement différentes et qu'elles ne peuvent être traitées de la même façon, c'est-à-dire accéder aux marchés publics.

A.12.3. La requérante fait encore valoir qu'en vertu de l'arrêté royal du 26 septembre 1991, pour l'agrément en classe I (marchés publics de moins de 5.500.000 francs), les capacités technique, financière et économique de l'entrepreneur ne sont pas vérifiées. Cette absence de vérification est compensée, pour les sociétés commerciales, par le contrôle de l'accès à la profession, ainsi que par la constitution d'un capital lors de la création de la société. Ce garde-fou ne saurait jouer pour les associations sans but lucratif, qui ne sont pas soumises à ces réglementations.

A.13. La requérante ajoute encore que les dispositions attaquées ont pour effet de créer une concurrence déloyale entre les associations sans but lucratif et les autres entreprises, ce qui est contraire aux règles de base en matière de marchés publics.

- B -

Quant à la recevabilité du recours

B.1. La requérante, qui est une association sans but lucratif, a fait parvenir à la Cour, en annexe à son mémoire en réponse, la preuve de la publication de ses statuts aux annexes du *Moniteur belge* ainsi que la preuve du dépôt de la liste de ses membres au greffe du Tribunal de première instance de Bruxelles. Elle a ainsi satisfait à l'exigence posée par l'article 7, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.2.1. Le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon contestent l'intérêt de la partie requérante à demander l'annulation de l'article 59 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

B.2.2. L'article 59 de la loi du 26 mars 1999 s'énonce comme suit :

« Par économie sociale d'insertion, on entend : les initiatives dont l'objet social est l'insertion sociale et professionnelle de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, par le biais d'une activité productrice de biens ou de services, et qui répondent aux conditions générales suivantes :

- après la phase de démarrage, le public visé doit être occupé ou en formation à concurrence d'au moins 50 % de l'effectif total;
- au moins 10 % du personnel d'encadrement du public visé doit être constitué de personnel apte à conduire et développer des programmes de formation et de guidance sociale;
- avoir adopté la forme juridique d'association sans but lucratif, de société coopérative, de société à finalité sociale ou d'autres formes juridiques à condition que les objectifs et finalités soient d'ordre social et collectif;
- ne pas avoir une majorité des membres des organes de gestion qui relèvent du secteur public;
- et être agréées par l'autorité compétente.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer : les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement ou du début de leur stage de formation, sont soit handicapés soit inoccupés depuis au moins douze mois, ont obtenu au plus un certificat de l'enseignement secondaire inférieur ou équivalent et éprouvent des difficultés sociales. »

B.2.3. En vertu de l'article 4 de ses statuts, l'a.s.b.l. Confédération nationale de la construction a principalement pour objet de « réaliser, dans un large esprit de collaboration, l'organisation professionnelle de tous les entrepreneurs relevant de l'industrie de la construction » et de défendre les intérêts de la profession. Elle n'est pas susceptible d'être affectée directement et défavorablement dans son objet social par la disposition précitée, qui se borne à définir le concept « d'économie sociale d'insertion », sans avoir de contenu normatif.

B.2.4. Le recours est irrecevable en tant qu'il vise l'article 59 de la loi du 26 mars 1999.

B.2.5. La circonstance que des entreprises d'économie sociale d'insertion pourraient devenir membres de la Confédération requérante n'est pas de nature à affecter l'intérêt que celle-ci estime avoir à demander l'annulation de l'article 60 de la loi.

Le recours est recevable en ce qu'il est dirigé contre cet article.

Quant au fond

B.3. L'article 60 de la loi du 26 mars 1999 dispose :

« A l'article 4 de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

' § 4. Les entreprises d'économie sociale d'insertion visées à l'article 59 de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, qui satisfont aux conditions fixées au § 1^{er}, 1^o et 3^o à 7^o, peuvent obtenir une agrégation comme entrepreneur. ' »

Quant au moyen pris de la violation de l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o et 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles

B.4. A l'appui du premier moyen, la requérante fait valoir que la disposition en cause relèverait directement de la compétence des régions, étant donné qu'elle a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer. Il s'agirait dès lors d'une mesure s'inscrivant dans la politique de placement des travailleurs ou de programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés.

B.5. L'article 60 de la loi du 26 mars 1999 a pour objet de modifier, pour une catégorie déterminée d'entreprises, les conditions à remplir pour l'obtention d'une agrégation comme entrepreneur. L'objectif poursuivi par l'ensemble des dispositions de cette section intitulée « économie sociale » est, *in fine*, de faciliter la mise au travail d'une catégorie de demandeurs d'emploi. On ne saurait toutefois en déduire que la mesure critiquée revêt la portée que lui donne la requérante.

B.6. La disposition mise en cause s'analyse comme une mesure en matière de conditions d'agrégation d'entrepreneurs de travaux, agrégation qui leur permet de soumissionner des marchés publics. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, l'autorité fédérale est compétente pour « fixer les règles générales en matière de marchés publics ». Cette compétence inclut notamment celle de déterminer les conditions d'agrégation. Il en résulte que le législateur fédéral était compétent pour adopter la disposition attaquée.

B.7. La requérante soutient, à titre subsidiaire, que même si l'article 60 devait s'analyser comme relevant de la compétence de l'Etat, il faudrait néanmoins constater que l'exercice de cette compétence empiète de manière disproportionnée sur les compétences régionales.

B.8. La disposition attaquée n'a pas pour effet d'empêcher les régions d'exercer leurs compétences en matière de placement des travailleurs ni de rendre l'exercice de ces compétences exagérément difficile. Au contraire, en levant un obstacle à l'obtention de l'agrégation par certaines entreprises d'économie sociale d'insertion dans le but de leur permettre d'accéder aux marchés publics, elle en favorise le développement. Le législateur fédéral apporte ainsi son concours, dans la limite de ses compétences, à la politique de placement des chômeurs mise en œuvre par les régions.

Quant au moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution

B.9. Dans la première branche du second moyen, la requérante établit une comparaison entre les entreprises du secteur marchand et les entreprises d'économie sociale d'insertion. La mesure, qui dispense les secondes de l'inscription au registre de commerce pour l'obtention d'une agrégation, serait disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi.

B.10.1. En permettant aux entreprises d'économie sociale d'insertion d'obtenir une agrégation comme entrepreneur en satisfaisant aux conditions établies par l'article 4 de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, à l'exception de la condition d'être inscrit au registre de commerce, le législateur entend leur faciliter l'accès aux marchés publics (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1912/1, p. 10), compte tenu du fait que l'inscription est impossible à obtenir pour certaines des entreprises visées, vu leur statut juridique (*ibid.*, p. 33). Cette mesure s'inscrit dans un ensemble de dispositions relatives à l'économie sociale qui vise à « stimuler par ce biais la création d'emplois » (*ibid.*, p. 10).

B.10.2. La disposition établit une différence de traitement entre les entreprises d'économie sociale d'insertion et les autres entreprises. Elle repose sur un critère objectif. Par ailleurs, l'article 59 de la loi du 26 mars 1999 précise que les entreprises d'économie sociale d'insertion doivent avoir adopté la forme juridique d'association sans but lucratif, de société coopérative, de société à finalité sociale ou d'autres formes juridiques. Parmi ces formes de personnalité juridique, certaines ne permettent pas l'inscription au registre de commerce. En permettant à ces entreprises d'obtenir l'agrégation comme entrepreneur de travaux en vue de leur ouvrir l'accès aux marchés publics, le législateur a pris une mesure pertinente par rapport à l'objectif qu'il poursuivait.

B.10.3. L'article 60 attaqué n'a ni pour objet ni pour conséquence de dispenser des obligations établies par les lois coordonnées du 20 juillet 1964 relatives au registre de commerce les entreprises qui sont visées par celles-ci. La circonstance que l'inscription au registre de commerce ne sera pas exigée de certaines entreprises d'économie sociale d'insertion en vue de leur agrégation comme entrepreneurs ne dispense pas celles de ces entreprises ayant une forme juridique qui le permet de satisfaire aux dispositions contraignantes relatives au registre de commerce. Ces entreprises n'échappent pas aux sanctions qui frappent celles qui n'y auraient pas satisfait. Il en résulte que la mesure n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.11. Dans la seconde branche du moyen, la requérante soutient que les entreprises du secteur marchand seraient discriminées par rapport aux entreprises d'économie sociale d'insertion dans la mesure où les secondes pourraient obtenir l'agrégation comme entrepreneurs sans satisfaire aux conditions exigées des premières pour leur inscription au registre de commerce, et notamment aux conditions résultant de la réglementation en matière d'accès à la profession. Il en résulterait une concurrence déloyale.

B.12. L'article 60 de la loi du 26 mars 1999 a une portée limitée. Il dispense les entreprises d'économie sociale d'insertion qui souhaitent obtenir une agrégation comme entrepreneurs de la condition selon laquelle elles doivent être inscrites au registre de commerce. Ces entreprises doivent, pour le surplus, répondre aux autres conditions énumérées par l'article 4 de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, et notamment disposer de capacités techniques suffisantes, avoir une capacité financière et économique suffisante et avoir satisfait à ses obligations sociales et fiscales (article 4, § 1^{er}, 5^o, 6^o et 7^o). La circonstance que, comme l'indique la partie requérante dans son mémoire en réponse, pour l'agrégation en classe I, les capacités technique, économique et financière de l'entrepreneur ne sont pas vérifiées résulte non de la disposition entreprise, mais des articles 10 et 11 de l'arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991.

B.13. Par ailleurs, l'agrément fait présumer que l'entrepreneur agréé répond à un niveau minimal de qualification. Rien n'empêche que le pouvoir adjudicateur renverse cette présomption ou impose des conditions particulières de capacité en vue de satisfaire aux exigences concrètes spécifiques au marché. La possibilité pour des associations sans but lucratif d'être agréées ne leur permet dès lors pas de soumissionner des marchés publics dans des conditions qui fausseraient la concurrence.

B.14. Il résulte de ce qui précède que la disposition attaquée n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi par le législateur.

Par ces motifs,
la Cour
rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 29 novembre 2000.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 3179

[C — 2000/21579]

Arrest nr. 122/2000 van 29 november 2000

Rolnummer 1778

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 59 en 60 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, ingesteld door de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf.

Het Arbitragehof,
samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 oktober 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 oktober 1999, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 59 en 60 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999), door de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, met zetel te 1000 Brussel, Lombardstraat 34-42.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 4 oktober 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 17 november 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 november 1999.

Memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 3 januari 2000 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 3 januari 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 3 februari 2000 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 14 februari 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partij, bij op 3 maart 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 30 maart 2000 en 28 september 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 1 oktober 2000 en 1 april 2001.

Bij beschikking van 12 juli 2000 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 26 september 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 13 juli 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 26 september 2000 :

- zijn verschenen :
 - . Mr. A. Delvaux en Mr. V. Bertrand, advocaten bij de balie te Luik, voor de verzoekende partij;
 - . Mr. M. Jaspar *loco* Mr. E. Maron, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
 - . Mr. D. Wagner *loco* Mr. J. Clesse, advocaten bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en M. Bossuyt verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Standpunt van de verzoekende partij

A.1. De Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf vordert de vernietiging van de artikelen 59 en 60 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen. Zij doet gelden dat, aangezien die artikelen tot doel hebben de zogenaamde ondernemingen « voor sociale inschakelingseconomie » vrij te stellen van de inschrijving in het handelsregister teneinde de erkenning te verkrijgen, en het die ondernemingen dus mogelijk maken tegen gunstigere voorwaarden in de schrijven voor dezelfde opdrachten als die waarvoor haar leden zich inschrijven, zij belang heeft bij het beroep.

A.2.1. De verzoekster leidt een eerste middel af uit de schending van artikel 6, § 1, IX, 1° en 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Uit dat artikel zou volgen dat het onderwerp van de aangevochten bepalingen rechtstreeks onder de bevoegdheid van de gewesten inzake werkgelegenheidsbeleid valt.

A.2.2. Ze voegt daaraan toe dat mochten de artikelen 59 en 60 van de wet van 26 maart 1999 zo worden geanalyseerd dat ze onder de bevoegdheid vallen van de federale Staat, nog zou moeten worden vastgesteld dat de uitoefening van die bevoegdheid op onevenredige wijze afbreuk heeft gedaan aan de bevoegdheden van de gewesten.

A.3.1. De verzoekster leidt een tweede middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Zij zet uiteen dat het doel van de bestreden bepalingen erin bestaat de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie vrij te stellen van de verplichting tot inschrijving in het handelsregister teneinde een erkenning te kunnen verkrijgen als aannemer, en dat bovendien die bepalingen in het kader passen van de wetgeving op de overheidsopdrachten waar het gelijkheidsbeginsel onder inschrijvers een heel bijzondere vorm aanneemt.

A.3.2. In het eerste onderdeel van het middel is de verzoekster van mening dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn geschonden in zoverre, met de duidelijke bedoeling de verenigingen zonder winstoogmerk – die niet de mogelijkheid hebben de erkenning te verkrijgen, vermits zij niet kunnen worden ingeschreven in het handelsregister – ertoe in staat te stellen in te schrijven voor overheidsopdrachten, het alle ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie zijn die worden vrijgesteld van inschrijving in het handelsregister, terwijl de meeste onder hen, en met name de vennootschappen met een commerciële vorm maar met een sociaal oogmerk, ze zouden kunnen verkrijgen. Daaruit volgt dat de door de wetgever aangewende middelen onevenredig zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

A.3.3. In het tweede onderdeel van het middel doet de verzoekster gelden dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn geschonden, in zoverre de verenigingen zonder winstoogmerk nu de erkenning kunnen verkrijgen, terwijl zij misschien niet voldoen aan de opleidingsvoorwaarden die voor de andere ondernemingen die moeten zijn ingeschreven in het handelsregister vereist zijn en die in het bijzonder verantwoord zijn in het kader van het gunnen van overheidsopdrachten. De verenigingen zonder winstoogmerk en de andere ondernemingen, in het bijzonder die van de commerciële sector, worden dus op dezelfde wijze behandeld terwijl ze zich in verschillende situaties bevinden.

*Standpunt van de Ministerraad en van de Waalse Regering**Wat betreft de ontvankelijkheid van het beroep*

A.4.1. De Ministerraad en de Waalse Regering doen opmerken dat de verzoekende partij nog niet het bewijs heeft geleverd van het feit dat zij de formaliteiten in acht heeft genomen die zijn vereist bij de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend », teneinde in rechte te treden. Wanneer dat bewijs niet wordt geleverd, zou het beroep onontvankelijk moeten worden verklaard.

A.4.2. De Ministerraad en de Waalse Regering zijn van mening dat de verzoekster geen belang heeft bij het vorderen van de vernietiging van artikel 59 van de wet van 26 maart 1999. Die bepaling, die geen normerende draagwijdte heeft vermits zij enkel de definitie vaststelt van de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie, raakt niet het maatschappelijk doel van de verzoekster. Aangezien de artikelen 59 en 60 los van elkaar kunnen worden gezien, moet het beroep onontvankelijk worden verklaard in zoverre het artikel 59 beoogt.

A.4.3. De Waalse Regering is bovendien van mening dat de verzoekende partij evenmin belang heeft bij het vorderen van de vernietiging van artikel 60. Die bepaling raakt immers een domein dat tot de verdediging van de collectieve belangen van de bouwondernemingen behoort. De ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie die als aannemers worden erkend, kunnen lid worden van de verzoekende Confederatie. Doordat zij artikel 60 aanvecht, treedt zij tegen die ondernemingen op, wat in strijd lijkt te zijn met haar maatschappelijk doel.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, IX, 1° en 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

A.5. Wat betreft artikel 60 zijn de Ministerraad en de Waalse Regering van mening dat de gewesten geen exclusieve bevoegdheid genieten die betrekking heeft op het hele werkgelegenheidsbeleid. Zij citeren verscheidene arresten van het Hof en brengen in herinnering dat de federale Staat bevoegd is inzake werkgelegenheidsbeleid en dat de gewesten bevoegd zijn inzake arbeidsbemiddeling voor werklozen. Bovendien doen zij opmerken dat artikel 60 de overheidsopdrachten betreft, en meer in het bijzonder de reglementering inzake de erkenning van de aannemers, een aangelegenheid die, overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, onder de bevoegdheid van de federale wetgever valt.

A.6. Ten aanzien van een mogelijke onevenredige inbreuk op de bevoegdheden van de gewesten, die in ondergeschikte orde door de verzoekster wordt aangevoerd, doen de Ministerraad en de Waalse Regering opmerken dat de aangevochten bepalingen geen inbreuk maken op de gewestelijke bevoegdheden inzake werkgelegenheidsbeleid. Zij onderstrepen vervolgens dat het argument duister, vaag en niet bewezen is en dat het bijgevolg onontvankelijk moet worden verklaard. Zij wijzen er ten slotte op dat het Waalse Gewest betrokken is geweest bij de totstandkoming van de wet en dat de door de federale overheid en de gewesten genomen initiatieven bestemd zijn om elkaar aan te vullen.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van artikelen 10 en 11 van de Grondwet

A.7. De Ministerraad en de Waalse Regering preciseren dat de bedoeling van de auteurs van het aangevochten artikel 60 erin bestaat de toegang tot de overheidsopdrachten mogelijk te maken voor de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie, ook wanneer de rechtsvorm die zij hebben aangenomen hen niet in staat stelt te worden ingeschreven in het handelsregister. Dat geldt met name aldus voor de verenigingen zonder winstoogmerk. Zij doen opmerken dat de bij artikel 60 ingevoerde afwijking strikt beperkt is tot de voorwaarden in verband met de inschrijving in het handelsregister. Om als aannemer van werken te worden erkend, moeten de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie daarentegen voldoen aan alle andere voorwaarden die worden gesteld in artikel 4, § 1, van de wet van 20 maart 1991.

A.8. De Ministerraad en de Waalse Regering weerleggen het eerste onderdeel van het middel dat is afgeleid uit de te ruime toepassingsfeer van het aangevochten artikel 60. Ze zijn van mening dat die bepaling redelijkerwijze moet worden geïnterpreteerd, met name rekening houdend met de verplichtingen die bovendien worden opgelegd bij de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister. De draagwijdte van de afwijking moet worden beperkt tot de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie waarvan de rechtsvorm niet de inschrijving in het handelsregister mogelijk maakt. De omstandigheid dat niet zal worden onderzocht of een onderneming voor sociale inschakelingseconomie is ingeschreven in het handelsregister om haar de erkenning als aannemer van werken toe te kennen, stelt die onderneming niet vrij van de verplichtingen die voortvloeien uit de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten. Op die wijze geïnterpreteerd is de bestreden bepaling niet onevenredig.

A.9.1. Ten aanzien van het tweede onderdeel van het middel betogen de Ministerraad en de Waalse Regering dat de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie die een bijzondere rechtsvorm aannemen die het hun niet mogelijk maakt te worden ingeschreven in het handelsregister en de andere bedrijven zich in fundamenteel verschillende situaties bevinden en bijgevolg niet vergelijkbaar zijn.

A.9.2. Het door de wetgever nagestreefde doel is zeker wettig. Teneinde het scheppen van arbeidsplaatsen te stimuleren heeft hij de sociale economie willen bevorderen. Om die doelstelling te bereiken, was de deelname van de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie aan de overheidsopdrachten, die een groot deel van de Belgische economie vertegenwoordigen, onontbeerlijk. De vastgestelde afwijking is strikt noodzakelijk voor die doelstelling en blijkt niet onevenredig. De ondernemingen die zijn vrijgesteld van de inschrijving in het handelsregister moeten, voor het overige, voldoen aan alle voorwaarden die op hen van toepassing zijn ten aanzien van de rechtsvorm die zij hebben aangenomen, alsmede aan de andere voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van de wet van 20 maart 1991, en met name over voldoende technische bekwaamheid en voldoende financiële en economische draagkracht beschikken.

Memorie van antwoord van de verzoekster

A.10. Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep voegt de verzoekster bij haar memorie van antwoord het bewijs van de bekendmaking van haar statuten in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, alsmede het bewijs van de neerlegging van de lijst van haar leden ter griffie van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Ten aanzien van haar belang betoogt de verzoekster dat de artikelen 59 en 60 van de wet van 26 maart 1999 onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn.

A.11. Wat betreft het eerste middel antwoordt de verzoekster dat het doel van de bestreden bepalingen wel degelijk erin bestaat de maatschappelijke intergratie en de inschakeling in het arbeidsproces van werkzoekenden die moeilijk aan werk kunnen worden geholpen te bevorderen en dat zij moeten worden beschouwd als de basis voor een beleid van arbeidsbemiddeling voor werklozen. Het aangevochten artikel 60 heeft tot enige doelstelling de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie te bevorderen en valt dus niet onder de reglementering van de overheidsopdrachten maar onder het beleid van de gewesten.

A.12.1. Ten aanzien van het eerste onderdeel van het tweede middel betoogt de verzoekster dat artikel 60 alle ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie vrijstelt van inschrijving in het handelsregister, en dat die te ruime formulering niet wordt verantwoord door de doelstelling van de wetgever. De maatregel is dus onevenredig en de discriminatie zou niet kunnen worden weggewerkt bij wege van interpretatie.

A.12.2. Ten aanzien van het tweede onderdeel van het tweede middel, onderstreept de verzoekster dat de ondernemingen met een commercieel of sociaal oogmerk, enerzijds, en de verenigingen zonder winstoogmerk, anderzijds, zich in volkomen verschillende situaties bevinden en dat zij dus niet op dezelfde wijze kunnen worden behandeld, dit wil zeggen toegang hebben tot de overheidsopdrachten.

A.12.3. De verzoekster doet nog gelden dat krachtens het koninklijk besluit van 26 september 1991, voor de erkenning in klasse I (overheidsopdrachten van minder dan 5.500.000 frank), de technische bekwaamheid en de financiële en economische draagkracht van de aannemer niet worden onderzocht. Die ontstentenis van onderzoek wordt, voor de handelsvennootschappen, gecompenseerd door de controle op de toegang tot het beroep, alsmede door de kapitaalvorming bij de oprichting van de vennootschap. Dat veiligheidssysteem kan niet worden ingebouwd voor de verenigingen zonder winstoogmerk, die niet aan die reglementeringen zijn onderworpen.

A.13. De verzoekster voegt daaraan nog toe dat de aangevochten bepalingen tot gevolg hebben dat zij een oneerlijke mededinging in het leven roepen tussen de verenigingen zonder winstoogmerk en de andere ondernemingen, wat strijdig is met de basisregels inzake overheidsopdrachten.

- B -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.1. De verzoekster, die een vereniging zonder winstoogmerk is, heeft het Hof, als bijlage bij haar memorie van antwoord, het bewijs doen toekomen van de bekendmaking van haar statuten in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* alsmede het bewijs van de neerlegging van de lijst van haar leden ter griffie van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel. Zij heeft aldus voldaan aan de vereiste gesteld in artikel 7, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.2.1. De Ministerraad en de Waalse Regering betwisten het belang van de verzoekende partij bij het vorderen van de vernietiging van artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.

B.2.2. Artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 luidt :

« Onder sociale inschakelingseconomie wordt verstaan : de initiatieven waarvan het sociale doel bestaat in de socio-professionele inschakeling van bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden, via een activiteit van productie van goederen of diensten, en die aan volgende algemene voorwaarden voldoen :

- de doelgroep moet na de startfase ten belope van ten minste 50 % van de totale bezetting aan het werk of in opleiding zijn;

- ten minste 10 % van het omkaderingspersoneel van de doelgroep moet uit personeel bestaan dat bekwaam is om sociale vormings- en begeleidingsprogramma's te leiden en te ontwikkelen;
- de juridische vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, coöperatieve vennootschap of vennootschap met sociaal oogmerk of andere rechtsvormen, mits de doeleinden en de finaliteiten sociaal en collectief zijn, hebben aangenomen;
- geen meerderheid hebben van de leden van de bestuursorganen die behoren tot de overheidssector;
- en erkend zijn door de bevoegde overheid.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt verstaan onder bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden : werkzoekenden die, op het ogenblik van hun indienstneming of van het begin van hun opleidingsstage, gehandicapt of sedert twaalf maanden werkloos zijn, maximum een getuigschrift van het lager secundair onderwijs of gelijkgesteld hebben behaald en met sociale moeilijkheden kampen. »

B.2.3. Krachtens artikel 4 van haar statuten heeft de v.z.w. Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf voornamelijk tot doel « de bedrijfsorganisatie van al de aannemers die tot het bouwbedrijf behoren in een breed geest van samenwerking te verwezenlijken » en de beroepsbelangen te verdedigen. Zij kan, wat haar maatschappelijk doel betreft, niet rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de voormelde bepaling, die zich beperkt tot een definitie van het begrip « sociale inschakelingseconomie » en geen normatieve inhoud heeft.

B.2.4. Het beroep is onontvankelijk in zoverre het artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 beoogt.

B.2.5. De omstandigheid dat ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie lid zouden kunnen worden van de verzekerende Confederatie is niet van dien aard dat ze het belang raakt dat zij meent te hebben bij het vorderen van de vernietiging van artikel 60 van de wet.

Het beroep is ontvankelijk in zoverre het tegen dat artikel is gericht.

Ten gronde

B.3. Artikel 60 van de wet van 26 maart 1999 bepaalt :

« In artikel 4 van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

' § 4. De ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie als bedoeld in artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 1° en 3° tot 7°, kunnen een erkenning verkrijgen als aannemer. ' »

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, IX, 1° en 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

B.4. Ter staving van het eerste middel doet de verzoekster gelden dat de in het geding zijnde bepaling rechtstreeks onder de bevoegdheid van de gewesten zou vallen, aangezien zij tot doel heeft de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces te bevorderen ten aanzien van moeilijk te plaatsen werkzoekenden. Het zou bijgevolg gaan om een maatregel die in het kader past van het beleid inzake arbeidsbemiddeling of inzake programma's voor wedertewerkstelling van de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen.

B.5. Artikel 60 van de wet van 26 maart 1999 heeft tot doel, voor een bepaalde categorie van bedrijven, de voorwaarden te wijzigen waaraan moet worden voldaan om een erkenning als aannemer te verkrijgen. De doelstelling die door alle bepalingen van die afdeling, met als opschrift « sociale economie », wordt nagestreefd, bestaat, *in fine*, erin de tewerkstelling van een bepaalde categorie werkzoekenden te vergemakkelijken. Daaruit zou men echter niet kunnen afleiden dat de bekritiseerde maatregel de draagwijdte heeft die de verzoekster eraan toeschrijft.

B.6. De in het geding zijnde bepaling wordt beschouwd als een maatregel inzake de voorwaarden van de erkenning voor aannemers van werken, een erkenning die het hun mogelijk maakt in te schrijven voor overheidsopdrachten. Krachtens artikel 6, § 1, VI, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is de federale overheid bevoegd om « algemene regels vast te stellen inzake de overheidsopdrachten ». Die bevoegdheid omvat met name de bevoegdheid om de voorwaarden van de erkenning vast te stellen. Daaruit volgt dat de federale wetgever bevoegd was om de aangevochten bepaling aan te nemen.

B.7. De verzoekster betoogt in ondergeschikte orde dat zelfs mocht artikel 60 in die zin worden geanalyseerd dat het onder de bevoegdheid van de Staat valt, niettemin zou dienen te worden vastgesteld dat de uitoefening van die bevoegdheid op onevenredige wijze afbreuk doet aan de gewestelijke bevoegdheden.

B.8. De aangevochten bepaling heeft niet tot gevolg de gewesten te verhinderen hun bevoegdheden uit te oefenen inzake arbeidsbemiddeling noch de uitoefening van die bevoegdheden op overdreven wijze te bemoeilijken. Integendeel, doordat de bepaling ten aanzien van sommige ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie een hindernis wegwerft om de erkenning te verkrijgen, opdat zij toegang kunnen hebben tot overheidsopdrachten, bevordert zij de ontwikkeling ervan. De federale wetgever draagt aldus, binnen de perken van zijn bevoegdheden, bij tot het door de gewesten gevoerde beleid inzake tewerkstelling van werklozen.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet

B.9. In het eerste onderdeel van het tweede middel maakt de verzoekster een vergelijking tussen de ondernemingen van de commerciële sector en de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie. De maatregel, die laatstgenoemde vrijstelt van de inschrijving in het handelsregister om een erkenning te verkrijgen, zou onevenredig zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.10.1. Doordat de wetgever het de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie mogelijk maakt een erkenning te verkrijgen als aannemer wanneer zij voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 4 van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, met uitzondering van de voorwaarde van inschrijving in het handelsregister, heeft hij hun de toegang tot de overheidsopdrachten willen vergemakkelijken (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nr. 1912/1, p. 10), rekening houdend met het feit dat het voor sommige van de beoogde ondernemingen onmogelijk is de inschrijving te verkrijgen, gezien hun juridisch statuut (*ibid.*, p. 33). Die maatregel past in een geheel van bepalingen in verband met de sociale economie dat ertoe strekt « via dit middel de creatie van werkgelegenheid te stimuleren » (*ibid.*, p. 10).

B.10.2. De bepaling roept een verschil in behandeling in het leven tussen de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie en de andere ondernemingen. Zij berust op een objectief criterium. Bovendien preciseert artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 dat de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie de juridische vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, coöperatieve vennootschap of vennootschap met sociaal oogmerk of andere rechtsvormen moet hebben aangenomen. Onder die vormen van rechtspersoonlijkheid maken sommige de inschrijving

in het handelsregister niet mogelijk. Doordat de wetgever die ondernemingen toestaat de erkenning als aannemer van werken te verkrijgen teneinde hun toegang tot de overheidsopdrachten te verlenen, heeft hij een maatregel genomen die relevant is ten aanzien van de door hem nagestreefde doelstelling.

B.10.3. Het aangevochten artikel 60 heeft noch tot doel noch tot gevolg dat het de ondernemingen bedoeld in de op 20 juli 1974 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister vrijstelt van de daarin vastgestelde verplichtingen. De omstandigheid dat de inschrijving in het handelsregister niet zal worden vereist van bepaalde ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie met het oog op hun erkenning als aannemer, stelt de ondernemingen met een rechtsvorm die het mogelijk maakt te voldoen aan de dwingende bepalingen in verband met het handelsregister daarvan niet vrij. Die ondernemingen zullen niet ontsnappen aan de sancties die worden opgelegd aan de ondernemingen die daaraan niet zouden hebben voldaan. Daaruit volgt dat de maatregel niet onevenredig is ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.11. In het tweede onderdeel van het middel betoogt de verzoekster dat de ondernemingen van de commerciële sector gediscrimineerd zouden zijn in vergelijking met de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie, in zoverre laatstgenoemde de erkenning zouden kunnen verkrijgen als aannemer zonder te voldoen aan de voorwaarden die ten aanzien van eerstgenoemde worden gesteld in verband met hun inschrijving in het handelsregister, en met name aan de voorwaarden die voortvloeien uit de reglementering inzake de toegang tot het beroep. Daaruit zou een oneerlijke concurrentie voortvloeien.

B.12. Artikel 60 van de wet van 26 maart 1999 heeft een beperkte draagwijdte. Het stelt de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie die een erkenning wensen te verkrijgen als aannemer vrij van de voorwaarde volgens welke zij in het handelsregister moeten zijn ingeschreven. Die ondernemingen moeten, voor het overige, voldoen aan de voorwaarden opgesomd in artikel 4 van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, en met name over voldoende technische bekwaamheid beschikken, voldoende financiële en economische draagkracht hebben en aan zijn sociale en fiscale verplichtingen voldaan hebben (artikel 4, § 1, 5°, 6° en 7°). De omstandigheid dat, zoals de verzoekende partij in haar memorie van antwoord aangeeft, voor de erkenning in klasse I, de technische bekwaamheid en de economische en financiële draagkracht van de aannemer niet worden onderzocht, vloeit niet voort uit de bestreden bepaling, maar uit de artikelen 10 en 11 van het koninklijk besluit van 26 september 1991 tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991.

B.13. Bovendien laat de erkenning vermoeden dat de erkende aannemer beantwoordt aan een minimaal kwalificatieniveau. Niets verhindert dat de opdrachtgevende overheid dat vermoeden omkeert of bijzondere bekwaamheidsvoorwaarden oplegt teneinde te voldoen aan de specifieke concrete vereisten van de opdracht. De mogelijkheid tot erkenning voor verenigingen zonder winstoogmerk stelt hen bijgevolg niet in staat om in te schrijven voor overheidsopdrachten in omstandigheden die de concurrentie zouden vervalsen.

B.14. Uit wat voorafgaat volgt dat de aangevochten bepaling niet onevenredig is met de door de wetgever nagestreefde doelstelling.

Om die redenen,
het Hof
verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 29 november 2000.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2000 — 3179

[C – 2000/21579]

Urteil Nr. 122/2000 vom 29. November 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1778

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 59 und 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 über den belgischen Aktionsplan für die Beschäftigung 1998 und zur Festlegung sonstiger Bestimmungen, erhoben von der «Confédération nationale de la construction».

Der Schiedshof,
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Oktober 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. Oktober 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die «Confédération nationale de la construction», mit Sitz in 1000 Brüssel, rue du Lombard 34-42, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 59 und 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 über den belgischen Aktionsplan für die Beschäftigung 1998 und zur Festlegung sonstiger Bestimmungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. April 1999).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 4. Oktober 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 17. November 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. November 1999.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 3. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 3. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 3. Februar 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, mit am 14. Februar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der klagenden Partei, mit am 3. März 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 30. März 2000 und 28. September 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 1. Oktober 2000 bzw. 1. April 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 12. Juli 2000 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 26. September 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 13. Juli 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 26. September 2000

- erschienen
- . RA A. Delvaux und RÄin V. Bertrand, in Lüttich zugelassen, für die klagende Partei,
- . RA M. Jaspar *loco* RA E. Maron, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- . RÄin D. Wagner *loco* RA J. Clesse, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,
- haben die referierenden Richter P. Martens und M. Bossuyt Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

Standpunkt der klagenden Partei

A.1. Die «Confédération nationale de la construction» beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 59 und 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 über den belgischen Aktionsplan für die Beschäftigung 1998 und zur Festlegung sonstiger Bestimmungen. Sie macht geltend, mit diesen Artikeln werde bezweckt, die Unternehmen der sogenannten «sozialen Eingliederungswirtschaft» von der Eintragung ins Handelsregister im Hinblick auf die Zulassung zu befreien und somit diesen Unternehmen die Möglichkeit zu bieten, sich zu günstigeren Bedingungen an Ausschreibungen für dieselben Aufträge zu beteiligen wie diejenigen, an denen ihre Mitglieder teilnehmen, so daß sie ein Interesse an der Klage besitze.

A.2.1. Die Klägerin leitet einen ersten Klagegrund aus dem Verstoß gegen Artikel 6 § 1 IX Nrn. 1 und 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ab. Aus diesem Artikel gehe hervor, daß der Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen unmittelbar zum Zuständigkeitsbereich der Regionen auf dem Gebiet der Beschäftigungspolitik gehöre.

A.2.2. Sie fügt hinzu, daß man, selbst wenn die Artikel 59 und 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 so auszulegen seien, daß sie in den Zuständigkeitsbereich des Föderalstaates fielen, dennoch feststellen müsse, daß die Ausübung dieser Zuständigkeit in unverhältnismäßiger Weise auf die Zuständigkeiten der Regionen übergegriffen habe.

A.3.1. Die Klägerin leitet einen zweiten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab. Sie führt an, mit den angefochtenen Bestimmungen werde bezweckt, die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft von der Verpflichtung zur Eintragung ins Handelsregister im Hinblick auf den Erhalt einer Zulassung als Unternehmer zu befreien, und diese Bestimmungen seien im übrigen Bestandteil der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge, in der der Grundsatz der Gleichheit unter Submittenten eine ganz besondere Bedeutung habe.

A.3.2. Im ersten Teil des Klagegrunds vertritt die Klägerin den Standpunkt, daß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen werde, insofern gemäß dem erklärten Ziel, den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht - denen es nicht möglich sei, die Zulassung zu erhalten, da sie nicht ins Handelsregister eingetragen werden könnten - die Möglichkeit zu bieten, an Ausschreibungen für öffentliche Aufträge teilzunehmen, alle Gesellschaften der sozialen Eingliederungswirtschaft von der Eintragung ins Handelsregister befreit seien, obwohl die Mehrzahl von ihnen, insbesondere die Unternehmen mit kommerzieller Form, aber sozialer Zielsetzung, diese Eintragung erhalten könnten. Folglich stünden die vom Gesetzgeber angewandten Mittel nicht im Verhältnis zum verfolgten Ziel.

A.3.3. Im zweiten Teil des Klagegrunds führt die Klägerin an, daß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen werde, insofern die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht nunmehr die Zulassung erhalten könnten, obwohl sie möglicherweise nicht die Ausbildungsbedingungen erfüllten, die den anderen Unternehmen auferlegt würden, die im Handelsregister eingetragen sein müßten, wobei diese Ausbildungsbedingungen im Rahmen der Vergabe öffentlicher Aufträge besonders gerechtfertigt seien. Die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die anderen Unternehmen, insbesondere diejenigen des kommerziellen Sektors, würden also auf die gleiche Weise behandelt, obwohl sie sich in unterschiedlichen Situationen befänden.

Standpunkt des Ministerrates und der Wallonischen Regierung

In bezug auf die Zulässigkeit der Klage

A.4.1. Der Ministerrat und die Wallonische Regierung führen an, daß die klagende Partei noch nicht den Nachweis dafür erbracht habe, daß sie die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen vorgeschriebenen Formalitäten erfüllt hätten, um vor Gericht auftreten zu können. In Ermangelung dieses Nachweises sei die Klage für unzulässig zu erklären.

A.4.2. Der Ministerrat und die Wallonische Regierung vertreten den Standpunkt, daß die Klägerin kein Interesse daran habe, die Nichtigerklärung von Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 zu beantragen. Diese Bestimmung, die keine normgebende Tragweite habe, da sie lediglich die Definition der Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft festlege, betreffe nicht den Vereinigungszweck der Klägerin. Da Artikel 59 von Artikel 60 getrennt werden könne, sei die Klage, insofern sie sich auf Artikel 59 beziehe, für unzulässig zu erklären.

A.4.3. Die Wallonische Regierung ist im übrigen der Auffassung, daß die klagende Partei ebenfalls kein Interesse daran habe, die Nichtigerklärung von Artikel 60 zu beantragen. Diese Bestimmung betreffe nämlich einen Bereich, der zur Verteidigung der kollektiven Interessen der Bauunternehmen gehöre. Die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft, die als Unternehmer anerkannt seien, könnten Mitglied des klagenden Verbandes werden. Indem dieser Artikel 60 anfechte, handele er zum Nachteil dieser Unternehmen, was offensichtlich im Widerspruch zu seinem Vereinigungszweck stehe.

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen Artikel 6 § 1 IX Nrn. 1 und 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleiteten Klagegrund

A.5. In bezug auf Artikel 60 vertreten der Ministerrat und die Wallonische Regierung den Standpunkt, daß die Regionen keine ausschließliche Zuständigkeit für die Gesamtheit der Beschäftigungspolitik besäßen. Sie führen verschiedene Urteile des Hofes an und erinnern daran, daß der Föderalstaat für die Beschäftigungspolitik zuständig sei und daß die Regionen für die Stellenvermittlung an Arbeitslose zuständig seien. Im übrigen führen sie an, daß Artikel 60 sich auf öffentliche Aufträge und insbesondere die Vorschriften bezüglich der Zulassung der Unternehmer beziehe, das heißt einen Sachbereich, der gemäß Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zum Zuständigkeitsbereich des föderalen Gesetzgebers gehöre.

A.6. In bezug auf ein etwaiges unverhältnismäßiges Übergreifen auf die Zuständigkeiten der Regionen, das die Klägerin hilfsweise anführe, machen der Ministerrat und die Wallonische Regierung geltend, daß die angefochtenen Bestimmungen nicht in die regionalen Zuständigkeiten für die Beschäftigungspolitik eingriffen. Sie heben sodann hervor, daß dieses Argument unklar, ungenau und nicht nachgewiesen sei und folglich für unzulässig zu erklären sei. Sie weisen schließlich darauf hin, daß die Wallonische Region an der Ausarbeitung des Gesetzes beteiligt worden sei und daß die Initiativen der Föderalbehörde und der Regionen einander ergänzen sollten.

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegrund

A.7. Der Ministerrat und die Wallonische Regierung erklären, die Autoren des angefochtenen Artikels 60 hätten bezweckt, den Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft den Zugang zu öffentlichen Aufträgen zu ermöglichen, auch dann, wenn ihre Rechtsform es ihnen nicht ermögliche, ins Handelsregister eingetragen zu werden. Das gelte beispielsweise für die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht. Sie bemerken, daß die durch Artikel 60 eingeführte Abweichung streng auf die Bedingung bezüglich der Eintragung ins Handelsregister begrenzt sei. Um als Bauunternehmer zugelassen zu werden, müßten die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft jedoch alle durch Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 20. März 1991 auferlegten anderen Bedingungen erfüllen.

A.8. Der Ministerrat und die Wallonische Regierung weisen den ersten Teil des aus dem zu weit gefaßten Anwendungsbereich des angefochtenen Artikels 60 abgeleiteten Klagegrund zurück. Sie sind der Auffassung, daß diese Bestimmung vernünftig auszulegen sei, insbesondere unter Berücksichtigung der Verpflichtungen, die im übrigen durch die am 20. Juli 1964 koordinierten Gesetze über das Handelsregister vorgeschrieben würden. Die Tragweite der Abweichung müsse auf die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft begrenzt sein, deren Rechtsform nicht die Eintragung ins Handelsregister ermögliche. Der Umstand, daß nicht geprüft würde, ob ein Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft im Handelsregister eingetragen sei, um ihm die Zulassung als Bauunternehmer zu erteilen, befreie dieses Unternehmen nicht von den aus den koordinierten Gesetzen vom 20. Juli 1964 hervorgehenden Verpflichtungen. Auf diese Weise ausgelegt, sei die angefochtene Bestimmung nicht unverhältnismäßig.

A.9.1. In bezug auf den zweiten Teil des Klagegrunds führen der Ministerrat und die Wallonische Regierung an, daß die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft eine Rechtsform besäßen, die es ihnen nicht ermögliche, ins Handelsregister eingetragen zu werden, und daß die anderen Unternehmen sich in einer grundlegend unterschiedlichen Situation befänden und folglich nicht vergleichbar seien.

A.9.2. Die Zielsetzung des Gesetzgebers sei zweifellos legitim. Um die Schaffung von Arbeitsplätzen zu fördern, habe er die Sozialwirtschaft begünstigen wollen. Zur Verwirklichung dieser Zielsetzung sei die Teilnahme der Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft an den öffentlichen Aufträgen, die einen bedeutenden Bereich der belgischen Wirtschaft darstellten, unerlässlich gewesen. Die eingeführte Abweichung sei für diese Zielsetzung unbedingt notwendig gewesen und erweise sich nicht als unverhältnismäßig. Die von der Eintragung ins Handelsregister befreiten Unternehmen müßten überdies sämtliche Bedingungen erfüllen, die angesichts der von ihnen gewählten Rechtsform auf sie anwendbar seien, sowie die anderen, in Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 20. März 1991 festgelegten Bedingungen, insbesondere über ausreichende technische, finanzielle und wirtschaftliche Kapazitäten verfügen.

Erwiderungsschriftsatz der Klägerin

A.10. In bezug auf die Zulässigkeit der Klage fügt die Klägerin ihrem Erwiderungsschriftsatz den Nachweis der Veröffentlichung ihrer Satzung in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* sowie den Nachweis für die Hinterlegung ihrer Mitgliederliste bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz Brüssel bei.

In bezug auf ihre Interesse führt die Klägerin an, daß die Artikel 59 und 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 untrennbar seien.

A.11. Was den ersten Klagegrund betrifft, erwidert die Klägerin, die angefochtenen Bestimmungen bezweckten tatsächlich die Begünstigung der gesellschaftlichen und beruflichen Eingliederung schwer vermittelbarer Arbeit-suchender, und sie seien daher als die Grundlage einer Politik zur Vermittlung von Arbeitslosen zu betrachten. Der angefochtene Artikel 60 diene lediglich dazu, die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft zu fördern, und gehöre folglich nicht zur Regelung über öffentliche Aufträge, sondern zur Politik der Regionen.

A.12.1. In bezug auf den ersten Teil des zweiten Klagegrunds führt die Klägerin an, daß Artikel 60 alle Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft von einer Eintragung ins Handelsregister befreie und daß diese allzu weit gefaßte Formulierung nicht durch die Zielsetzung des Gesetzgebers gerechtfertigt sei. Die Maßnahme sei daher unverhältnismäßig, und die Diskriminierung könne nicht durch die Auslegung aufgefangen werden.

A.12.2. In bezug auf den zweiten Teil des zweiten Klagegrunds hebt die Klägerin hervor, daß die Unternehmen mit kommerzieller oder sozialer Zielsetzung einerseits und die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht andererseits sich in grundverschiedenen Situationen befänden und nicht auf die gleiche Weise behandelt werden könnten, das heißt Zugang zu öffentlichen Aufträgen erhalten.

A.12.3. Die Klägerin macht ferner geltend, daß aufgrund des königlichen Erlasses vom 26. September 1991 zur Anerkennung in der Klasse I (öffentliche Aufträge für weniger als 5.500.000 Franken) die technischen, finanziellen und wirtschaftlichen Kapazitäten des Unternehmers nicht geprüft würden. Dieses Fehlen einer Überprüfung werde für die Handelsgesellschaften durch die Kontrolle des Zugangs zum Beruf sowie durch die Kapitalbildung bei der Gesellschaftsgründung aufgewogen. Diese Schutzmaßnahme komme für die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die dieser Regelung nicht unterlägen, nicht zum Tragen.

A.13. Die Klägerin fügt noch hinzu, daß die angefochtenen Bestimmungen einen unlauteren Wettbewerb zwischen den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und den anderen Unternehmen zur Folge hätten, was im Widerspruch zu den Grundregeln über öffentliche Aufträge stehe.

- B -

In bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.1. Die Klägerin, die eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ist, hat dem Hof als Anlage zu ihrem Erwidierungsschriftsatz den Nachweis der Veröffentlichung ihrer Satzung in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* sowie den Nachweis der Hinterlegung ihrer Mitgliederliste bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz Brüssel übermittelt. Sie hat somit das Erfordernis von Artikel 7 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erfüllt.

B.2.1. Der Ministerrat und die Wallonische Regierung stellen das Interesse der klagenden Partei an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 über den belgischen Aktionsplan für die Beschäftigung 1998 und zur Festlegung sonstiger Bestimmungen in Abrede.

B.2.2. Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 besagt:

«Unter sozialer Eingliederungswirtschaft sind die Initiativen zu verstehen, deren Gesellschaftszweck in der sozialen und beruflichen Eingliederung von besonders schwer vermittelbaren Arbeitsuchenden durch eine Tätigkeit der Produktion von Gütern oder Dienstleistungen besteht und die folgende allgemeine Bedingungen erfüllen:

- nach der Anlaufphase muß die Zielgruppe zu mindestens 50 % ihres gesamten Bestandes beschäftigt oder in der Ausbildung sein;

- wenigstens 10 % des Personals zur Begleitung der Zielgruppe müssen aus Mitarbeitern bestehen, die fähig sind, Programme der Ausbildung und sozialen Begleitung zu leiten und zu entwickeln;

- die Rechtsform einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, einer Genossenschaft, einer Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung oder andere Rechtsformen angenommen haben, vorausgesetzt, der Zweck und die Zielsetzung sind sozialer und kollektiver Art;

- nicht über eine Mehrheit von Mitgliedern aus dem öffentlichen Sektor in den Verwaltungsorganen verfügen;

- und von der zuständigen Behörde anerkannt sein.

Zur Anwendung des vorstehenden Absatzes sind unter besonders schwer vermittelbaren Arbeitsuchenden die Arbeitsuchenden zu verstehen, die zum Zeitpunkt ihrer Einstellung oder des Beginns ihrer Ausbildung entweder behindert oder seit wenigstens zwölf Monaten arbeitslos sind, höchstens ein Diplom der Unterstufe des Sekundarunterrichts oder eine gleichwertige Bescheinigung erhalten haben und soziale Schwierigkeiten haben.»

B.2.3. Aufgrund von Artikel 4 ihrer Satzung bezweckt die VoG Confédération nationale de la construction hauptsächlich, «in einem weiten Sinne der Zusammenarbeit die berufliche Organisation aller Unternehmer des Baugewerbes zu verwirklichen» und die Belange des Berufsstandes zu verteidigen. Hinsichtlich ihres Vereinigungszwecks kann sie von der obengenannten Bestimmung, die sich darauf beschränkt, den Begriff der «sozialen Eingliederungswirtschaft» zu definieren, ohne einen normgebenden Inhalt zu haben, nicht unmittelbar und in ungünstigem Sinne betroffen sein.

B.2.4. Die Klage ist unzulässig, insofern sie sich auf Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 bezieht.

B.2.5. Der Umstand, daß die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft Mitglied des klagenden Verbandes werden könnten, kann sich nicht auf das Interesse auswirken, daß dieser seines Erachtens an der Nichtigerklärung von Artikel 60 des Gesetzes hat.

Die Klage ist unzulässig, insofern sie gegen diesen Artikel gerichtet ist.

Zur Hauptsache

B.3. Artikel 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 besagt:

«In Artikel 4 des Gesetzes vom 20. März 1991 zur Regelung der Zulassung von Bauunternehmern wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

' § 4. Die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft, auf die sich Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 über den belgischen Aktionsplan für die Beschäftigung 1998 und zur Festlegung sonstiger Bestimmungen bezieht und die die in § 1 Nrn. 1 und 3 bis 7 festgelegten Bedingungen erfüllen, können eine Zulassung als Unternehmer erhalten. ' »

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen Artikel 6 § 1 IX Nrn. 1 und 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleiteten Klagegrund

B.4. Zur Untermauerung des ersten Klagegrunds führt die Klägerin an, daß die angefochtene Bestimmung unmittelbar in den Zuständigkeitsbereich der Regionen falle, da sie dazu diene, die gesellschaftliche und berufliche Eingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitsuchenden zu begünstigen. Es handele sich daher um eine Maßnahme, die zur Politik der Vermittlung von Arbeitnehmern oder zu Programmen der Wiederbeschäftigung von Vollarbeitslosen gehöre.

B.5. Artikel 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 dient dazu, für eine bestimmte Kategorie von Unternehmen die für den Erhalt einer Zulassung als Unternehmer zu erfüllenden Bedingungen abzuändern. Die Zielsetzung der Gesamtheit der Bestimmungen dieses Abschnitts mit dem Titel «Sozialwirtschaft» besteht *in fine* darin, die Beschäftigung einer Kategorie von Arbeitsuchenden zu erleichtern. Daraus kann man jedoch nicht ableiten, daß die angefochtene Maßnahme die Tragweite hätte, die ihr die Klägerin beimißt.

B.6. Die angefochtene Bestimmung ist als eine Maßnahme auf dem Gebiet der Zulassungsbedingungen von Bauunternehmern zu verstehen, wobei diese Zulassung es ihnen erlaubt, an Ausschreibungen für öffentliche Aufträge teilzunehmen. Aufgrund von Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ist die Föderalbehörde zuständig für «das Festlegen der allgemeinen Regeln in bezug auf die öffentlichen Aufträge». Zu dieser Zuständigkeit gehört insbesondere diejenige, die Zulassungsbedingungen zu bestimmen. Folglich war der föderale Gesetzgeber dafür zuständig, die angefochtene Bestimmung anzunehmen.

B.7. Die Klägerin führt hilfsweise an, daß selbst in dem Fall, wo Artikel 60 als Bestandteil der staatlichen Zuständigkeit zu verstehen sei, dennoch festzustellen sei, daß die Ausübung dieser Zuständigkeit in unverhältnismäßiger Weise auf die regionalen Zuständigkeiten übergreife.

B.8. Die angefochtene Bestimmung hat nicht zur Folge, daß die Regionen an der Ausübung ihrer Zuständigkeiten für die Vermittlung von Arbeitnehmern gehindert oder daß die Ausübung dieser Zuständigkeiten in übertriebener Weise erschwert würde. Im Gegenteil, indem sie ein Hindernis für den Erhalt der Zulassung durch bestimmte

Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft aufhebt mit dem Ziel, ihnen den Zugang zu öffentlichen Aufträgen zu gewähren, begünstigt sie deren Entwicklung. Somit leistet der föderale Gesetzgeber innerhalb der Grenzen seiner Zuständigkeiten seinen Beitrag zu der von den Regionen durchgeführten Politik zur Vermittlung der Arbeitslosen.

In bezug auf den aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegrund

B.9. Im ersten Teil des zweiten Klagegrunds zieht die Klägerin einen Vergleich zwischen den Unternehmen des kommerziellen Sektors und den Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft. Die Maßnahme, die letztere von der Eintragung ins Handelsregister im Hinblick auf den Erhalt einer Zulassung befreie, stehe nicht im Verhältnis zur Zielsetzung.

B.10.1. Indem der Gesetzgeber es den Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft ermöglicht, eine Zulassung als Unternehmer zu erhalten, indem sie die durch Artikel 4 des Gesetzes vom 20. März 1991 zur Regelung der Zulassung von Bauunternehmern festgelegten Bedingungen, mit Ausnahme der Bedingung, im Handelsregister eingetragen zu sein, erfüllen, will er ihnen den Zugang zu öffentlichen Aufträgen erleichtern (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1912/1, S. 10), dies unter Berücksichtigung des Umstandes, daß die Eintragung für gewisse der betreffenden Unternehmen angesichts ihres Rechtsstatus unmöglich ist (ebenda, S. 33). Diese Maßnahme ist Bestandteil eines Regelwerkes über die Sozialwirtschaft, mit dem «auf diese Weise die Schaffung von Arbeitsplätzen stimuliert» werden soll (ebenda, S. 10).

B.10.2. Die Bestimmung führt einen Behandlungsunterschied zwischen den Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft und den anderen Unternehmen ein. Sie beruht auf einem objektiven Kriterium. Außerdem sieht Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 vor, daß die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft die Rechtsform einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, einer Genossenschaft, einer Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung oder andere Rechtsformen angenommen haben müssen. Einige dieser Formen der Rechtspersönlichkeit ermöglichen nicht die Eintragung ins Handelsregister. Indem der Gesetzgeber es diesen Unternehmen ermöglicht, die Zulassung als Bauunternehmer zu erhalten, damit sie Zugang zu öffentlichen Aufträgen haben, hat er eine im Verhältnis zu seiner Zielsetzung sachdienliche Maßnahme ergriffen.

B.10.3. Der angefochtene Artikel 60 hat weder zum Zweck noch zur Folge, die Unternehmen, auf die sich die koordinierten Gesetze vom 20. Juli 1974 über das Handelsregister beziehen, von den darin festgelegten Verpflichtungen zu befreien. Der Umstand, daß die Eintragung ins Handelsregister von gewissen Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft im Hinblick auf ihre Zulassung als Unternehmer nicht verlangt wird, befreit nicht diejenigen unter diesen Unternehmen, die eine Rechtsform haben, aufgrund deren sie die zwingenden Bestimmungen über das Handelsregister einhalten können. Diese Unternehmen entgehen nicht den Sanktionen, die denjenigen auferlegt werden, die nicht die betreffenden Bestimmungen einhalten. Folglich ist die Maßnahme nicht unverhältnismäßig zur Zielsetzung.

B.11. Im zweiten Teil des Klagegrunds führt die Klägerin an, daß die Unternehmen des kommerziellen Sektors im Vergleich zu den Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft diskriminiert würden, insofern letztere die Zulassung als Unternehmer erhalten könnten, ohne die Bedingungen zu erfüllen, die von den ersteren zur Eintragung ins Handelsregister verlangt würden, insbesondere die Bedingungen, die sich aus der Regelung über den Zugang zum Beruf ergäben. Daraus würde ein unlauterer Wettbewerb entstehen.

B.12. Artikel 60 des Gesetzes vom 26. März 1999 hat eine begrenzte Tragweite. Er befreit die Unternehmen der sozialen Eingliederungswirtschaft, die eine Zulassung als Unternehmer erhalten möchten, von der Bedingung, wonach sie im Handelsregister eingetragen sein müssen. Diese Unternehmen müssen überdies die anderen Bedingungen erfüllen, die in Artikel 4 des Gesetzes vom 20. März 1991 zur Regelung der Zulassung von Bauunternehmern aufgezählt sind, insbesondere über ausreichende technische Kapazitäten verfügen, eine ausreichende finanzielle und wirtschaftliche Kapazität besitzen und ihre sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt haben (Artikel 4 § 1 Nrn. 5, 6 und 7). Der Umstand, daß - wie die klagenden Partei in ihrem Erwidierungsschriftsatz anführt - zur Zulassung in der Klasse I die technischen, wirtschaftlichen und finanziellen Kapazitäten des Unternehmers nicht geprüft werden, ergibt sich nicht aus der angefochtenen Bestimmung, sondern aus den Artikeln 10 und 11 des königlichen Erlasses vom 26. September 1991 zur Festlegung gewisser Anwendungsmaßnahmen des Gesetzes vom 20. März 1991.

B.13. Im übrigen läßt die Zulassung die Annahme zu, daß der zugelassene Unternehmer ein Mindestniveau an Qualifikation aufweist. Nichts hindert die ausschreibende Behörde daran, diese Vermutung umzukehren oder besondere Bedingungen bezüglich der Kapazität vorzuschreiben, damit die spezifischen Erfordernisse des Auftrags erfüllt werden. Die Möglichkeit für die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, zugelassen zu werden, erlaubt es ihnen folglich nicht, sich an Ausschreibungen für öffentliche Aufträge unter Bedingungen zu beteiligen, die den Wettbewerb verzerren würden.

B.14. Aus den vorstehenden Darlegungen ergibt sich, daß die angefochtene Bestimmung nicht unverhältnismäßig zur Zielsetzung des Gesetzgebers ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 29. November 2000.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2000 — 3180

[C — 2000/10049]

6 DECEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 januari 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 2000;

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1°, gewijzigd bij de wet van 7 november 1987, en op artikel 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen door de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 januari 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 2000, een formule voor de jaarlijkse aanpassing van de bedragen die niet voor beslag vatbaar zijn aan het indexcijfer van de consumptieprijzen voorschrijft;

Overwegende dat artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen bepaalt dat met ingang van 1 januari 1994 in de wettelijke en reglementaire bepalingen evenals in de bepalingen van individuele en collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in een koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, in aanmerking wordt genomen het prijsindexcijfer dat daartoe berekend en benoemd wordt;

Overwegende dat de formule het indexcijfer vermeldt van de maand november van het jaar waarin de aanpassing wordt verricht;

Overwegende dat artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek eveneens voorschrijft dat de aangepaste bedragen die niet in beslag mogen worden genomen binnen de eerste vijftien dagen van de maand december van elk jaar in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt;

Overwegende derhalve dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden genomen en bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bedragen die worden vermeld in artikel 1409, § 1, eerste tot derde lid, en § 1bis, eerste tot derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek worden met de volgende formule aangepast, rekening houdend met het prijsindexcijfer dat daartoe berekend en benoemd wordt van de maand november 2000 :

$$1^{\circ} \frac{27.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 33.312 \text{ F}$$

$$2^{\circ} \frac{29.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 35.780 \text{ F}$$

$$3^{\circ} \frac{32.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 39.481 \text{ F}$$

$$4^{\circ} \frac{35.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 43.182 \text{ F}$$

Art. 2. Het bedrag dat wordt vermeld in artikel 1409, § 1, vierde lid, en § 1bis, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende formule aangepast, rekening houdend met het prijsindexcijfer dat daartoe berekend en benoemd wordt van de maand november 2000 :

$$\frac{2.000 \text{ F} \times 106,45}{105,21} = 2.024 \text{ F}$$

Art. 3. De bedragen vermeld in de artikelen 1 en 2 worden als volgt tot het hogere honderdtal afgerond : 33.400, 35.800, 39.500, 43.200, 2.100 F.

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2000 — 3180

[C — 2000/10049]

6 DECEMBRE 2000. — Arrêté royal portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, y inséré par la loi du 14 janvier 1993 et modifié par la loi du 24 mars 2000;

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, notamment l'article 2, § 1^{er}, 1°, modifié par la loi du 7 novembre 1987, et l'article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, y inséré par la loi du 14 janvier 1993 et modifié par la loi du 24 mars 2000, prévoit une formule d'adaptation annuelle des montants insaisissables à l'indice des prix à la consommation;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays dispose qu'à partir du 1^{er} janvier 1994, les dispositions légales et réglementaires ainsi que les dispositions des contrats individuels et des conventions collectives de travail qui prévoient une liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation prendront en considération l'indice des prix calculé et nommé à cet effet;

Considérant que la formule mentionne l'indice des prix du mois de novembre de l'année d'adaptation;

Considérant que l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, prévoit également que les montants insaisissables adaptés sont publiés au *Moniteur belge* dans les quinze premiers jours du mois de décembre de chaque année;

Considérant dès lors que le présent arrêté doit être pris et publié dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les montants mentionnés à l'article 1409, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, et § 1^{er}bis, alinéas 1^{er} à 3, du Code judiciaire sont adaptés conformément à la formule suivante compte tenu de l'indice calculé et nommé à cet effet du mois de novembre 2000 :

$$1^{\circ} \frac{27.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 33.312 \text{ F}$$

$$2^{\circ} \frac{29.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 35.780 \text{ F}$$

$$3^{\circ} \frac{32.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 39.481 \text{ F}$$

$$4^{\circ} \frac{35.000 \text{ F} \times 128,35}{104,03} = 43.182 \text{ F}$$

Art. 2. Le montant mentionné à l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 4, et § 1^{er}bis, alinéa 4, du même Code, est adapté conformément à la formule suivante compte tenu de l'indice calculé et nommé à cet effet du mois de novembre 2000 :

$$\frac{2.000 \text{ F} \times 106,45}{105,21} = 2.024 \text{ F}$$

Art. 3. Les montants mentionnés aux articles 1^{er} et 2 sont arrondis à la centaine supérieure comme suit : 33.400, 35.800, 39.500, 43.200, 2.100 F.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) Overeenkomstig artikel 1409, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek worden de nieuwe bedragen van kracht vanaf 1 januari volgend op hun aanpassing, zijnde 1 januari 2001.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) Aux termes de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire, les nouveaux montants sont applicables à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de leur adaptation, à savoir le 1^{er} janvier 2001.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 2000 — 3181

[C — 2000/16317]

22 NOVEMBER 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 maart 1996 houdende vaststelling van het lastenboek en het veldboek betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1996 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit en van de producenten die volgens deze methode telen;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 maart 1996 houdende vaststelling van het lastenboek en het veldboek betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 maart 1997, 19 juni 1998 en 4 mei 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 april 1999 houdende de invoering van een steunregeling voor agrarische bedrijfshoofden die zich ertoe verbinden om de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit in te voeren of verder toe te passen;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het in het belang van de producenten noodzakelijk is onverwijld het lastenboek te wijzigen betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit,

Besluit :

Artikel 1. In punt III. van bijlage 1 van het ministerieel besluit van 1 maart 1996 houdende vaststelling van het lastenboek en het veldboek betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 maart 1997, in het tweede lid, na de zin « Na de overgangperiode van drie jaar moet iedere nieuwe aanplanting volgens de geïntegreerde productiemethode bewerkt worden. », wordt de volgende zin ingelast :

« Het controleorganisme kan een afwijking op deze voorwaarde toestaan in het kader van proeven goedgekeurd door de Minister of uitgevoerd door of in opdracht van erkende wetenschappelijke instellingen of proeftuinen. »

Art. 2. In punt V. van bijlage 1 van hetzelfde besluit, wordt een zesde lid toegevoegd :

« 6° Ter voorkoming van herinplantingsproblemen is het toegelaten om gerooide percelen gedurende maximum een jaar in te zaaien met een groenbemester alvorens opnieuw te beplanten met appel- of perenbomen. Indien een perceel niet onmiddellijk wordt heringeplant dient de producent het controleorganisme hiervan op de hoogte te brengen. Deze laatste controleert tijdens de inspectie ter plaatse de effectieve aanwezigheid van een groenbemester op het perceel. »

Art. 3. § 1. In punt XV. van bijlage 1 van hetzelfde besluit, in de tabel met de voor geïntegreerde bestrijding erkende pesticiden, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 mei 1999, worden de lijnen betreffende Chloropyrifos en Chloormequat geschrapt en in de lijn betreffende Fenpyroximaat in appels, wordt de referentie naar de beperking van het gebruik nummer 22 geschrapt.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 2000 — 3181

[C — 2000/16317]

22 NOVEMBRE 2000. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1996 fixant le cahier des charges et le cahier parcellaire concernant la méthode de production intégrée pour fruits à pépins

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1996 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins et des producteurs qui la pratiquent;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1996 fixant le cahier des charges et le cahier parcellaire concernant la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, modifié par les arrêtés ministériels du 26 mars 1997, 19 juin 1998 et 4 mai 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 1999 portant instauration d'un régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire et à maintenir la méthode de production intégrée pour fruits à pépins;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire dans l'intérêt des producteurs de modifier sans retard le cahier des charges concernant la méthode de production intégrée pour fruits à pépins,

Arrête :

Article 1^{er}. Au point III. de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1996 fixant le cahier des charges et le cahier parcellaire concernant la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 26 mars 1997, au deuxième alinéa, après la phrase « Après la période transitoire de trois ans, chaque nouvelle plantation doit être cultivée suivant la méthode de production intégrée. », il est ajouté la phrase suivante :

« L'organisme de contrôle peut accorder une dérogation à cette exigence dans le cadre d'essais approuvés par le Ministre ou réalisés par ou en collaboration avec des établissements scientifiques ou jardins d'essais reconnus. »

Art. 2. Au point V. de l'annexe 1 du même arrêté, un alinéa 6 est ajouté :

« 6° En prévention des problèmes de replantation, il est autorisé durant un an maximum de semer sur les parcelles arrachées un engrais vert avant de planter de nouveau des pommiers ou des poiriers. Si une parcelle n'est pas replantée immédiatement, le producteur doit en informer l'organisme de contrôle. Ce dernier vérifie lors de l'inspection sur place la présence effective d'un engrais vert sur la parcelle. »

Art. 3. § 1. Au point XV. de l'annexe 1 du même arrêté, dans le tableau des pesticides agréés en lutte intégrée tel que modifié par l'arrêté ministériel du 4 mai 1999, les lignes relatives au Chloropyrifos et au Chloormequat sont supprimées et dans la ligne relative au Fenpyroximate en pommes, la référence à la restriction d'usage numéro 22 est supprimée.

§ 2. In hetzelfde punt, bij het gedeelte dat betrekking heeft op de beperkingen bij het gebruik van bestrijdingsmiddelen, worden de beperkingen met nummers 4 en 18 geschrapt.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 november 2000.

J. GABRIELS

§ 2. Au même point, à la partie relative aux restrictions dans l'usage des pesticides, les restrictions portant les numéros 4 et 18 sont supprimées.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 novembre 2000.

J. GABRIELS

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2000 — 3182

[C — 2000/22868]

23 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van het globaal aantal kinesitherapeuten, opgesplitst per Gemeenschap, die toegang hebben tot de beroepstitel van kinesitherapeut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid artikel 35*nonies*, § 1, 1°, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996 en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het advies van de Planningscommissie-medisch aanbod, gegeven op 29 juni 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juli 2000;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit dat de Gemeenschappen erop aandringen, daar zij zo snel mogelijk organisatorische maatregelen dienen te nemen met het oog op het nakend academiejaar;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 3 oktober 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de gezamenlijke voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikels 1 en 2 van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van het globaal aantal kinesitherapeuten, opgesplitst per Gemeenschap, die toegang hebben tot de beroepstitel van kinesitherapeut, wordt elke verwijzing naar de jaren « 2003, 2004 en 2005 » vervangen door een verwijzing naar de jaren « 2005, 2006 en 2007 ».

Art. 2. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2000 — 3182

[C — 2000/22868]

23 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant le nombre global de kinésithérapeutes, réparti par Communauté, ayant accès au titre professionnel de kinésithérapie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35*nonies*, § 1^{er}, 1°, inséré par la loi du 29 avril 1996 et modifié par la loi du 22 février 1998;

Vu l'avis de la Commission de planification-offre médicale, émis en date du 29 juin 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juillet 2000;

Vu l'urgence motivée par l'insistance des Communautés, qui doivent prendre rapidement des mesures d'organisation pour l'année académique toute proche;

Vu l'avis du Conseil d'Etat émis le 03 octobre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition conjointe de Notre Ministre de la Santé publique et de notre Ministre des Affaires sociales et sur avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant le nombre global de kinésithérapeutes, réparti par Communauté, ayant accès au titre professionnel de kinésithérapie, chaque référence aux années « 2003, 2004 et 2005 » est remplacée par une référence aux années « 2005, 2006 et 2007 ».

Art. 2. Notre Ministre de la Santé publique et notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2000 — 3183

[C — 2000/00835]

7 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 20 september 2000 houdende toekenning van een toelage als eenmalige tegemoetkoming in de huisbrandoliekosten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2000 — 3183

[C — 2000/00835]

7 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 20 septembre 2000 portant octroi d'une allocation à titre d'intervention unique dans les frais de gasoil de chauffage

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 20 september 2000 houdende toekenning van een toelage als eenmalige tegemoetkoming in de huisbrandoliekosten, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 20 september 2000 houdende toekenning van een toelage als eenmalige tegemoetkoming in de huisbrandoliekosten.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 20 septembre 2000 portant octroi d'une allocation à titre d'intervention unique dans les frais de gasoil de chauffage, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 20 septembre 2000 portant octroi d'une allocation à titre d'intervention unique dans les frais de gasoil de chauffage.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT

20. SEPTEMBER 2000 — Königlicher Erlaß zur Gewährung einer Zulage als einmalige Heizölkostenbeihilfe

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2000, insbesondere des Artikels 57 § 4, abgeändert durch das Gesetz vom 30. Dezember 1992;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans für das Haushaltsjahr 2000, insbesondere des Artikels 2.26.6 und des Programms 26.55.1;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere der Artikel 55 bis 58;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 20. September 2000;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 20. September 2000;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die geplante Maßnahme zum Ziel hat, das Regierungsabkommen umzusetzen, in dem beabsichtigt wird, Personen mit geringem Einkommen eine Zulage als einmalige Beihilfe zum Ausgleich für den mehrfachen Anstieg der Heizölpreise zu gewähren; daß diese Maßnahme notwendig ist für die schnelle Durchführung einer Politik, die darauf abzielt, Personen mit geringem Einkommen die Möglichkeit zu bieten, einen Teil der Mehrkosten für Heizung zu finanzieren; daß die Gewährung der besagten Zulage dazu bestimmt ist, Personen mit geringem Einkommen im Hinblick auf das Grundbedürfnis des Heizens ein menschenwürdiges Leben zu ermöglichen; daß die Heizperiode des Winters vor der Tür steht; daß die vorerwähnten Personen ihr Heizöl bestellen müssen; daß der Ministerrat am 15. September 2000 beschlossen hat, daß diese Maßnahme am 25. September 2000 in Kraft treten soll; daß es daher dringend ist, den vorliegenden Erlaß unverzüglich anzunehmen;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Sozialen Eingliederung,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir :

Artikel 1 - Das Anrecht auf eine einmalige Zulage zwecks Übernahme eines Teils der Heizölmehrkosten für die Heizperiode des kommenden Winters 2000 - 2001 wird den in Artikel 2 bestimmten Personen mit geringem Einkommen zuerkannt. Für Betroffene, die an derselben Adresse wohnen und demselben Haushalt angehören, wird jedoch nur eine einzige Zulage gewährt.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses kann Heizpetroleum Heizöl gleichgesetzt werden, insofern der Gebrauch von Heizpetroleum ausdrücklich bestätigt werden kann.

Der Minister kann den in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Begriff "Heizöl" ausweiten.

Als Heizkosten für die Heizperiode des Winters 2000-2001 gelten ebenfalls Heizkosten für ab dem 1. Juli 2000 im Hinblick auf den Winter geliefertes Heizöl.

Art. 2 - Als Personen mit geringem Einkommen im Sinne des vorliegenden Erlasses werden die Personen betrachtet, die zum Zeitpunkt der Einreichung ihres Antrags oder frühestens am 1. Juli 2000 zu einer der drei folgenden Kategorien gehören :

1. Personen, die Anspruch auf eine in Artikel 37 § 1 und 19 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnte erhöhte Beteiligung der Versicherung haben;

2. Personen, die nicht unter Nr. 1 fallen und über ein jährliches Bruttohaushaltseinkommen verfügen, dessen Betrag 484.007 BEF, erhöht um 89.602 BEF pro Person zu Lasten, nicht überschreitet;

3. Personen, die über ein jährliches Bruttohaushaltseinkommen verfügen, das den in Nr. 2 erwähnten Einkommenshöchstbetrag um maximal 50.000 BEF überschreitet.

Für die Anwendung von Absatz 1 Nr. 2 und 3 wird als Person zu Lasten betrachtet, wer kein Einkommen hat oder über ein jährliches Bruttoeinkommen von weniger als 76.000 BEF verfügt, Familienleistungen und Alimente für Kinder ausgenommen, und mit dem Betreffenden zusammenlebt.

Art. 3 - Die einmalige Heizölkostenzulage beträgt 5 BEF pro Liter und höchstens 5.000 BEF.

In Abweichung von Absatz 1 beträgt die Zulage für die in Artikel 2 Absatz 1 Nr. 3 erwähnte Personenkategorie 2.500 BEF.

Bei Sinken des Marktpreises für Heizöl kann der Minister die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Beträge revidieren.

Art. 4 - Der Antrag auf Zulage wird vom Betreffenden beim zuständigen ÖSHZ eingereicht. Das äußerste Datum für die Einreichung des Antrags ist auf den 31. Dezember 2000 festgelegt.

Art. 5 - Um Anspruch auf die Zulage erheben zu können, muß der Betreffende dem ÖSHZ eine eidesstattliche Erklärung abgeben, durch die er bestätigt :

— unter eine der in Artikel 2 erwähnten Kategorien zu fallen;

— für seine Wohnung hauptsächlich ein mit Heizöl funktionierendes Heizungssystem zu benutzen, für das zwischen dem 1. Juli 2000 und dem 31. Dezember 2000 Heizöl geliefert worden ist.

Vorerwähnte Angaben können durch gleich welches vom Betreffenden vorzulegende Beweismittel, das dem Antrag beizufügen ist, nachgewiesen werden.

Das öffentliche Sozialhilfezentrum kann eine gründlichere Kontrolle durchführen, wenn es das für notwendig erachtet.

Art. 6 - Das öffentliche Sozialhilfezentrum überprüft, ob die Beweise ausreichen, und gewährt die Zulage so schnell wie möglich, das heißt spätestens innerhalb von dreißig Tagen nach Einreichung des Antrags.

Art. 7 - Die Zulage geht zu 100 % zu Lasten des Föderalstaates. Dem öffentlichen Sozialhilfezentrum wird ein Vorschuß ausgezahlt, der wie folgt berechnet wird :

$$\frac{1,5 \text{ Milliarden BEF} \times \text{Anzahl Personen in der Gemeinde, die am 1. Januar 2000 Anspruch auf die erhöhte Beteiligung der Kranken- und Invalidenversicherung haben}}{\text{Gesamtanzahl Personen im Königreich, die am 1. Januar 2000 Anspruch auf die erhöhte Beteiligung der Kranken- und Invalidenversicherung haben}}$$

Der Saldo wird dem Zentrum überwiesen, sobald es den ersten Vorschuß aufgebraucht hat und nach Vorlegung einer Schuldforderung in zwei Exemplaren. Das ÖSHZ muß einen Stand der Rechnungsführung erstellen und ihn dem Staat bis spätestens den 30. Juni 2001 vorlegen. Das Zentrum zahlt dem Staat den nicht verwendeten Teil der Subvention zurück.

Art. 8 - Der Minister der Sozialen Eingliederung ist ermächtigt, die Kosten der einmaligen Heizölkostenzulage auf die Zuweisung 55.11.43.17 anzurechnen.

Art. 9 - Im Hinblick auf die Kontrolle der Gewährung und Verwendung der Subvention übermittelt das öffentliche Sozialhilfezentrum dem Ministerium der Sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt, Verwaltung der Sozialeingliederung, die für aufrichtig und wahrheitsgetreu bescheinigte Liste der Personen, die Anspruch auf die Zulage haben.

Die Belege in bezug auf die Gewährung der Zulagen an die Anspruchsberechtigten werden in der Akte des Betreffenden im Hinblick auf die Kontrolle aufbewahrt.

Art. 10 - Vorliegender Erlaß tritt am 25. September 2000 in Kraft.

Art. 11 - Unser Minister der Sozialen Eingliederung ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 20. September 2000

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Sozialen Eingliederung
J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 november 2000.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 novembre 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2000 — 3184

[C — 2000/12705]

27 SEPTEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1998, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie voor 1997 aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1998, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie voor 1997 aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor het vervoer

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1998

Toekenning van een eindejaarspremie voor 1997 aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen (Overeenkomst geregistreerd op 5 februari 1999 onder het nummer 49944/CO/140.03)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op :

1° het rijdend personeel van de autocarondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer;

2° de werkgevers die het onder 1° bedoelde personeel tewerkstellen.

Art. 2. Conform artikel 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 houdende een tewerkstellingsakkoord in de subsector voor het gemeenschappelijk vervoer te land, wordt voor het jaar 1997 aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen een eindejaarspremie van 54 000 BEF toegekend.

De betaling van de eindejaarspremie wordt uiterlijk verricht op de laatste werkdag van de maand december van het referentiejaar.

De leden van het rijdend personeel die ten minste zes maanden in de onderneming werden tewerkgesteld in de loop van het referentiejaar kunnen aanspraak maken op de premie volgens de hierna vastgestelde modaliteiten :

de personeelsleden die gedurende het ganse referentiejaar hebben gewerkt ontvangen het totale bedrag van de premie;

de personeelsleden die in de loop van het referentiejaar :

— het brugpensioen hebben bekomen of werden gepensioneerd,

— in dienst zijn getreden,

— ziek zijn geweest voor een totale periode van meer dan zes maanden,

— werkonbekwaam zijn geweest ingevolge een arbeidsongeval gedurende een totale periode van meer dan zes maanden,

— werden ontslagen.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2000 — 3184

[C — 2000/12705]

27 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 21 décembre 1998, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année pour 1997 au personnel roulant des entreprises d'autocars (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 21 décembre 1998, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année pour 1997 au personnel roulant des entreprises d'autocars.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire du transport

Convention collective de travail du 21 décembre 1998

Octroi d'une prime de fin d'année pour 1997 au personnel roulant des entreprises d'autocars (Convention enregistrée le 5 février 1999 sous le numéro 49944/CO/140.03)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique :

1° au personnel roulant des entreprises d'autocars ressortissant à la Commission paritaire du transport;

2° aux employeurs qui occupent le personnel visé au 1°.

Art. 2. Conformément à l'article 15 de la convention collective de travail du 15 mai 1997 contenant un accord pour l'emploi dans le sous-secteur du transport en commun par voie terrestre, une prime de fin d'année de 54 000 BEF est accordée pour l'année 1997 au personnel roulant des entreprises d'autocars.

Le paiement de la prime de fin d'année se fait au plus tard le dernier jour ouvrable du mois de décembre de l'année de référence.

Les membres du personnel roulant qui au cours de l'année de référence ont été occupés au sein de l'entreprise au moins pendant six mois peuvent prétendre à la prime selon les modalités fixées ci-dessous :

les membres du personnel qui ont travaillé toute l'année de référence reçoivent le montant total de la prime;

les membres du personnel qui, au cours de l'année de référence :

— ont obtenu la prépension ou qui ont été pensionnés,

— sont entrés en service,

— ont été malades pour une période globale de plus de six mois,

— ont été incapables de travailler pendant une période globale de plus de six mois suite à un accident du travail,

— ont été licenciés.

bekomen deze premie naar rata van de maanden arbeidsprestaties, met dien verstande dat een effectieve arbeidsprestatie van ten minste tien dagen telt voor een volledige maand; de wettelijke vakantiedagen en de afwezigheidsdagen welke zijn gerechtvaardigd door ziekte of arbeidsongeval, worden gelijkgesteld met dagen arbeidsprestatie, met een maximum van zes maanden.

De chauffeurs, die deeltijds werken, bekomen deze premie naar rata van de wekelijkse arbeidsduur waarvoor zij zijn aangeworven.

De personeelsleden die in de loop van het referentiejaar ontslag hebben genomen en niet meer in dienst zijn op 31 december of werden ontslagen om dringende redenen, verliezen het recht op deze premie.

Art. 3. Het sociaal fonds van de sector betaalt in 1997 een voorschot van 3 000 BEF/bruto aan de leden van het rijdend personeel die recht hebben op de eindejaarspremie. Als basis wordt hiervoor de Rijksdienst voor sociale zekerheid-lijst van het 2e kwartaal 1997 gebruikt.

Art. 4. De werkgevers betalen in 1997 het onder artikel 2 vermelde bedrag uit, verminderd met het voorschot bepaald in artikel 3.

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 27 september 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

reçoivent cette prime au prorata des mois de prestations de travail, étant entendu qu'une prestation de travail effective de dix jours au moins compte pour un mois entier; les jours de vacances légales et les journées d'absence justifiées pour maladie ou accident du travail, sont assimilées à des jours de prestation de travail, avec un maximum de six mois.

Les chauffeurs qui travaillent à temps partiel obtiennent cette prime au prorata de la durée hebdomadaire de travail pour laquelle ils ont été engagés.

Les membres du personnel qui, au cours de l'année de référence, ont remis leur préavis et ne sont plus en service au 31 décembre ou qui ont été licenciés pour motifs graves, perdent le droit à cette prime.

Art. 3. Le fonds social du secteur paie en 1997 un acompte de 3 000 BEF/brut aux membres du personnel roulant ayant droit à la prime de fin d'année. Le relevé de l'Office national de sécurité sociale du 2e trimestre 1997 est utilisé comme base de référence.

Art. 4. Les employeurs paient en 1997 le montant mentionné à l'article 2 diminué de l'acompte déterminé à l'article 3.

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 27 septembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2000 — 3185

[C — 2000/12769]

27 OKTOBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1998 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen "jeugdzorg" (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, gewijzigd bij latere koninklijke besluiten;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1998, gesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen "jeugdzorg", geregistreerd onder het nummer 49290/CO/319;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1998 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen "jeugdzorg".

F. 2000 — 3185

[C — 2000/12769]

27 OCTOBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 juin 1999, conclue au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, modifiant la convention collective de travail du 17 juillet 1998 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement "aide à la jeunesse" (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par des arrêtés royaux antérieurs;

Vu la convention collective de travail du 17 juillet 1998, conclue au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement "aide à la jeunesse", enregistrée sous le numéro 49290/CO/319;

Vu la demande de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 24 juin 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, modifiant la convention collective de travail du 17 juillet 1998 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement "aide à la jeunesse".

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 5 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1997.

Bijlage

Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 1999

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1998 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen "jeugdzorg" (Overeenkomst geregistreerd op 1 december 1999 onder het nummer 53144/CO/319)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de inrichtingen en diensten van de jeugdzorg die ressorteren onder het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschap, sector jeugdzorg, alsook op de werknemers en werkgevers van de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die noch erkend noch gesubsidieerd zijn.

Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke bedienden verstaan en de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen*

Art. 2. Artikel 12 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1998, gesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen "jeugdzorg" wordt als volgt aangevuld :

« Vanaf 1 januari 1999 wordt voor de berekening van de netto aangroei van het aantal werknemers, het maximumbedrag per kwartaal dat gelijkstaat met de aanwerving van een bijkomend werknemer, voltijds equivalent, vastgesteld op het bedrag bepaald in het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector. ».

Art. 3. Artikel 13 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen door :

« Art. 13. Wordt niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemer, de werknemer bedoeld in artikel 4, § 2 van bovenvermeld koninklijk besluit van 5 februari 1997. ».

Art. 4. Artikel 28 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst wordt als volgt aangevuld :

« De arbeidsplaatsen die worden aangewend en gefinancierd op 30 juni 1999 worden eveneens gehandhaafd. ».

HOOFDSTUK III. — *Eindbepalingen*

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door één van de ondertekenende partijen per aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden in acht wordt genomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 5 février 1997, *Moniteur belge* du 27 février 1997.

Annexe

Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement

Convention collective de travail du 24 juin 1999

Modification de la convention collective de travail du 17 juillet 1998 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement "aide à la jeunesse" (Convention enregistrée le 1^{er} décembre 1999 sous le numéro 53144/CO/319)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services de l'aide à la jeunesse qui ressortissent à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Communauté française, secteur de l'aide à la jeunesse, ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés.

Par "travailleurs" on entend les employées et employés et les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. — *Modifications*

Art. 2. L'article 12 de la convention collective de travail du 17 juillet 1998, conclue au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement "aide à la Jeunesse" est complété par :

« A partir du 1^{er} janvier 1999, pour le calcul de l'accroissement net du nombre de travailleurs, le montant par trimestre correspondant à l'embauche d'un travailleur supplémentaire équivalent à un temps plein est fixé au maximum au montant prévu par l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand. » .

Art. 3. L'article 13 de la convention collective de travail précitée est remplacé par :

« Art. 13. N'est pas considéré comme travailleur nouvellement embauché, le travailleur visé à l'article 4, § 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 susmentionné. » .

Art. 4. L'article 28 de la convention collective de travail précitée est complété par :

« Les emplois affectés et financés au 30 juin 1999 sont également maintenus. » .

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 27 octobre 2000.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 3186

[2000/29415]

14 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant le jury de promotion pour la fonction d'inspecteur de cours généraux (spécialité biologie-chimie) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment l'article 27;

Vu la proposition de la Commission permanente du 15 décembre 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mars 2000;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX du 26 avril 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 31 mai 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 juin 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres;

Vu la délibération du Gouvernement en date du 14 septembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé un jury de promotion pour les candidats à la fonction d'inspecteur de cours généraux (spécialité : biologie-chimie) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire de la Communauté française, ci-après dénommé « le jury ».

§ 2. Le jury est composé comme suit :

1° un fonctionnaire général, chargé de la présidence;

2° deux fonctionnaires, titulaires du grade de directeur au moins;

3° trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires de la fonction d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire ou de la fonction d'inspecteur général, dont au moins un inspecteur dans une des disciplines suivantes : biologie-chimie, mathématiques, physique, géographie;

4° trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, choisis sur proposition des organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française, affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national et titulaires soit de la fonction d'inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire soit de la fonction d'inspecteur général ou de préfet des études ou de directeur.

Pour chaque membre effectif, il est désigné, selon les mêmes critères, un membre suppléant qui ne siège qu'en absence du membre effectif qu'il supplée.

§ 3. Le jury est assisté d'un secrétaire, choisi parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Art. 2. Le jury siège valablement si deux tiers au moins de ses membres sont présents et pour autant que les convocations aient été envoyées endéans les dix jours ouvrables.

Les décisions sont prises au scrutin secret et à la majorité des votes émis. En cas de parité des voix, le vote est considéré comme favorable au candidat.

Les membres du jury ne peuvent émettre d'appréciation ou participer à la délibération lorsque le candidat est leur conjoint ou leur parents ou leur allié ou celui de leur conjoint à un degré inférieur au cinquième.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Inspection dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3186

[2000/29415]

14 SEPTEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de bevorderingscommissie voor het inspectieambt algemene vakken (specialiteit : biologie-scheikunde) in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en inzonderheid op artikel 27;

Gelet op de voordracht van de vaste commissie van 15 december 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2000;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van Sectorcomité IX van 26 april 2000;

Gelet op de beraadslaging van 31 mei 2000 van de Regering over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 27 juni 2000, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 september 2000,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de personen die kandidaat zijn voor het ambt van inspecteur algemene vakken (specialiteit : biologie-scheikunde) in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt een bevorderingscommissie opgericht, hierna « de bevorderingscommissie » genoemd.

§ 2. De bevorderingscommissie is samengesteld als volgt :

1° een ambtenaar-generaal, belast met het voorzitterschap;

2° twee ambtenaren die titularis zijn van ten minste de graad van directeur;

3° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van het ambt van inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs of van het ambt van inspecteur-generaal, onder wie ten minste een inspecteur voor een van de volgende vakken : biologie-scheikunde, wiskunde, fysica, aardrijkskunde;

4° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die gekozen zijn op voordracht van de representatieve organisaties van de onderwijzers van het net van de Franse Gemeenschap, aangesloten bij vakorganisaties die zitting hebben in de Nationale Raad en die titularis zijn ofwel van het ambt van inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs ofwel van het ambt van inspecteur-generaal of studieprefect of directeur.

Voor ieder effectief lid wordt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangend lid aangesteld dat enkel zitting heeft wanneer het effectief lid dat hij vervangt afwezig is.

§ 3. De bevorderingscommissie wordt bijgestaan door een secretaris die gekozen is onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 2. De bevorderingscommissie kan slechts zitting houden wanneer ten minste twee derde van zijn leden aanwezig zijn en voor zover de uitnodigingen vóór het verstrijken van tien werkdagen verzonden werden.

De beslissingen worden genomen bij geheime stemming en bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen wordt de stemming gunstig geacht voor de kandidaat.

De leden van de bevorderingscommissie mogen geen beoordeling uitbrengen noch aan de beraadslaging deelnemen wanneer de kandidaat hun echtgenote is of een bloed- of aanverwante of een bloed- of aanverwante van hun echtgenote in een lagere graad dan de vijfde.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden de inspectie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE



F. 2000 — 3187

[2000/29441]

21 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant reconnaissance des associations représentatives de la profession muséale en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 décembre 1980 portant création d'un Conseil supérieur des musées et notamment l'article 5.3;

Sur proposition du Ministre de la Culture;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont reconnues comme association représentant la profession muséale au sens de l'article 5.3. du décret du 10 décembre 1980 portant création d'un Conseil supérieur des musées :

— L'association sans but lucratif « Association francophone des Musées de Belgique », dont le siège social est établi aux Musées royaux d'Art et d'Histoire, parc du Cinquentaire 10, à 1000 Bruxelles.

— L'association sans but lucratif « Conseil bruxellois des Musées », dont le siège social est établi rue d'Arenberg 1c, à 1000 Bruxelles.

— L'association sans but lucratif « Musées et Société en Wallonie », dont le siège est établi rue des Brasseurs 149, à 5000 Namur.

Art. 2. Les reconnaissances visées à l'article 1er sont accordées pour une durée de 2 ans.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 2000.

Art. 4. Le Ministre qui a la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 septembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

—————
VERTALING

N. 2000 — 3187

[2000/29441]

21 SEPTEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende erkenning van de verenigingen die het museumvak in de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 december 1980 houdende oprichting van een Hoge Raad der Musea van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 5.3;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2000,

Besluit :

Artikel 1. Als verenigingen die het museumvak in de zin van artikel 5.3 van het decreet van 10 december 1980 houdende oprichting van een Hoge Raad der Musea vertegenwoordigen, worden erkend :

— De vereniging zonder winstoogmerk « Association francophone des Musées de Belgique », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, Jubelpark 10, te 1000 Brussel.

— De vereniging zonder winstoogmerk « Conseil bruxellois des Musées », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Arenbergstraat 1c, te 1000 Brussel.

— De vereniging zonder winstoogmerk « Musées et Société en Wallonie », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is, rue Brasseurs 149, te 5000 Namen.

Art. 2. De erkenningen bedoeld in artikel 1 worden voor een periode van twee jaar toegekend.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2000.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 september 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE



F. 2000 — 3188 (1995 — 1642)

[C — 2000/29436]

10 AVRIL 1995. — Décret modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement secondaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 16 juin 1995, p. 17402, dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots « de wetenschappelijke vorming, naar rata van vier lestijden per week » par les mots « de wetenschappelijke vorming, naar rata van twee lestijden per week » à l'article 2, 2°, 5°.

—————
VERTALING

N. 2000 — 3188 (1995 — 1642)

[C — 2000/29436]

10 APRIL 1995. — Decreet betreffende het onderricht van wetenschappen in het secundair onderwijs. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 1995, blz. 17402, dienen in artikel 2, 2°, 5° van de Nederlandstalige versie de woorden « de wetenschappelijke vorming, naar rata van vier lestijden per week » te worden vervangen door de woorden « de wetenschappelijke vorming, naar rata van twee lestijden per week ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 3189

[C — 2000/27571]

6 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 décembre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L.30.066/2, donné le 21 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Les fonctionnaires visés à l'article 5, alinéa 2, du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne sont l'inspecteur général et le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 3189

[C — 2000/27571]

16. NOVEMBER 2000**Erlass der Wallonischen Regierung über die Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 14. Dezember 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 21. Juni 2000 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten, Beschließt:

Artikel 1 - Die in Artikel 5, Absatz 2, des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region erwähnten Beamten sind der Generalinspektor und der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2000 — 3189

[C – 2000/27571]

16 NOVEMBER 2000

Besluit van de Waalse Regering betreffende de belasting op de automaten in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, L.30.066/2, gegeven op 21 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. De in artikel 5, tweede lid, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest bedoelde personeelsleden bestaan uit de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN



F. 2000 — 3190

[C – 2000/27570]

**16 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement
et au contentieux en matière de taxes régionales directes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 21, alinéa 2, remplacé par le décret du 17 décembre 1992;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales, notamment les articles 2, 4, 2°, 6, 12, 18, 25 à 27, 31, 55 et 64;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L.30.068/2, donné le 21 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° décret : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

2° Ministre : le Ministre de la Région wallonne ayant les finances dans ses attributions;

3° receveur : le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les services et fonctionnaires visés dans les articles ci-après sont ceux du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Déclaration*

Art. 3. Les fonctionnaires visés à l'article 2 du décret, chargés de recevoir et de vérifier les déclarations sont :

1° pour l'application de la taxe sur les automates, les fonctionnaires de niveau 1 de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;

2° pour l'application des taxes sur les déchets, les fonctionnaires de niveau 1 de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets.

Art. 4. Le modèle de déclaration visé à l'article 6 du décret et relatif à la taxe sur les automates est annexé au présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les modèles de déclaration relatifs à la taxe sur les déchets sont ceux annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets.

Art. 5. Le service visé à l'article 6 du décret et chargé de délivrer la formule de déclaration est :

- 1° pour l'application de la taxe sur les automates, la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;
- 2° pour l'application des taxes sur les déchets, la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets.

Art. 6. Le service visé à l'article 12 du décret est :

- 1° pour l'application de la taxe sur les automates, la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;
- 2° pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, la Direction de l'Aménagement opérationnel de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme;
- 3° pour l'application de la taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne, la Direction de la qualité de l'habitat de la Division du Logement;
- 4° pour l'application de la taxe sur les déchets, la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne les taxes sur les déchets ménagers, la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets en ce qui concerne la taxe sur les déchets non ménagers et la taxe sur les déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction.

CHAPITRE III. — *Rôles*

Art. 7. Les rôles visés à l'article 18 du décret sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie pour l'application de la taxe sur les automates.

Ils sont formés par l'inspecteur général de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Ils sont formés par l'inspecteur général de la Division du Logement et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les logements abandonnés.

Ils sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie pour la taxe sur les déchets ménagers; ils sont formés par l'inspecteur général de l'Office wallon des déchets et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction et la taxe sur les déchets non ménagers.

Art. 8. Les impositions sont portées au rôle au nom des redevables intéressés.

Quant aux impositions établies à charge de redevables décédés, elles sont enrôlées au nom de ceux-ci, précédé du mot « Succession » et suivi éventuellement de l'indication de la personne ou des personnes qui se sont fait connaître au fonctionnaire chargé de l'établissement de la taxe comme héritier, légataire, donataire ou mandataire spécial.

L'identité de ces personnes est détaillée. Si l'un des héritiers a été formellement désigné pour représenter la succession, l'enrôlement se fait d'après la formule suivante : « Succession X ..., les héritiers représentés par ... ».

CHAPITRE IV. — *Voies de recours*

Art. 9. Le fonctionnaire chargé de statuer sur les recours visés aux articles 25 à 27 du décret est :

- 1° pour l'application de la taxe sur les automates, le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;
- 2° pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le directeur de la Direction de l'Aménagement opérationnel de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme;
- 3° pour l'application de la taxe sur les logements abandonnés, le directeur de la Direction de la qualité de l'habitat de la Division du Logement;
- 4° pour l'application de la taxe sur les déchets, le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les déchets ménagers, le directeur de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets en ce qui concerne la taxe sur les déchets non ménagers et la taxe sur les déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction.

CHAPITRE V. — *Intérêts*

Art. 10. Le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie peut accorder aux conditions qu'il détermine l'exonération de tout ou partie des intérêts de retard.

CHAPITRE VI. — *Paiements et quittances*

Art. 11. La taxe est payable au receveur.

Art. 12. § 1^{er}. La taxe doit être payée au receveur au moyen :

- 1° soit d'un versement ou d'un virement effectué sur le compte courant du receveur;
- 2° soit d'un mandat de poste au profit du receveur;
- 3° soit d'un chèque certifié ou garanti, préalablement barré, tiré au profit du receveur sur une institution financière affiliée ou représentée à une chambre de compensation du pays.

§ 2. Le redevable doit indiquer sur la formule de paiement la nature de la taxe payée sur base de l'article de rôle.

§ 3. Font foi du paiement, sauf preuve contraire :

1° en ce qui concerne les versements ou les mandats de poste, les accusés de réception datés par la Poste;

2° en ce qui concerne les virements et les chèques, les extraits de compte et les annexes y relatives.

Lorsque le Ministre autorise un autre mode de paiement, il en détermine les éléments probants.

Art. 13. La taxe dont le paiement est poursuivi, à la requête du receveur, par un huissier de justice, peut, par dérogation aux articles 11 et 12, être payée entre les mains de cet huissier de justice.

Art. 14. Le paiement de la taxe produit ses effets :

1° pour les paiements effectués dans un bureau de poste, soit par versement, soit par mandat, à la date indiquée par la Poste;

2° pour les paiements effectués au moyen d'un chèque certifié ou garanti, à la date à laquelle le chèque a été reçu par le receveur;

3° pour les paiements visés à l'article 13 et les produits de saisie, à la date de remise des fonds entre les mains de l'huissier de justice;

4° pour les virements, à la date de l'extrait de compte du receveur portant crédit de paiement.

Le Ministre détermine la date à laquelle le paiement sort ses effets lorsqu'il autorise un autre mode de paiement.

Art. 15. Le redevable de différentes taxes peut, lors de chaque paiement, indiquer quelle taxe il entend acquitter.

A défaut de cette indication, les paiements sont imputés au choix du receveur, sans préjudice de l'application de l'article 16.

Il en est de même lorsque la somme à imputer provient soit d'un remboursement de taxe, d'intérêts et de frais, soit d'une attribution d'intérêts moratoires.

Art. 16. Les paiements, les remboursements et les intérêts moratoires visés à l'article 15 sont imputés par priorité :

1° sur les frais de toute nature quelles que soient les taxes auxquelles ils se rapportent;

2° sur les intérêts de retard afférents aux taxes que le redevable déclare acquitter ou que le receveur entend apurer.

Art. 17. Toute somme à restituer ou à payer à un redevable dans le cadre de l'application des dispositions en matière de taxe régionale ou en vertu des règles du droit civil relatives à la répétition de l'indu peut être affectée, sans formalité, par le receveur à l'apurement, conformément aux articles 15 et 16, de la taxe en principal, intérêts et frais dus par ce redevable.

Art. 18. Le receveur impute les sommes qui lui sont versées suivant les règles fixées aux articles 15 et 16. Il en avise le redevable par écrit et lui restitue l'excédent éventuel.

Art. 19. Les bureaux de recettes des taxes et des redevances sont accessibles au public les cinq premiers jours ouvrables de la semaine de 9 à 12 heures, sauf les jours de congé officiels dans les Administrations régionales.

CHAPITRE VII. — *Recouvrement*

Section 1re. — Frais de poursuites

Art. 20. Les frais de poursuites visés à l'article 4, 2°, du décret, sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale.

Art. 21. Les frais de poursuites sont à charge des redevables retardataires.

Section 2. — Effet du recours sur le recouvrement

Art. 22. Le fonctionnaire visé à l'article 55 du décret est le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie.

CHAPITRE VIII. — *Sanctions administratives*

Art. 23. Le délégué du Gouvernement, visé à l'article 64 du décret pouvant statuer sur les requêtes ayant pour objet la remise des amendes fiscales et qui conclut les transactions avec les redevables, est l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 24. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 relatif au paiement par acomptes mensuels de la taxe sur les déchets non ménagers à charge de l'exploitant autorisé est abrogé.

Art. 25. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 fixant pour l'année 1992 le taux d'intérêt visé à l'article 34 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne est abrogé.

Art. 26. Sont abrogés dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif à la perception de la taxe sur les déchets en Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1998 :

1° l'article 1^{er};

2° l'article 2, §§ 1^{er}, 2 et 3.

CHAPITRE X. — *Disposition finale*

Art. 27. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

IV. IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE

Etes-vous le propriétaire des automates déclarés ? OUI/NON

Si vous n'en êtes pas le propriétaire, veuillez décliner l'identité de celui-ci :

Nom ou raison sociale :

Adresse :

Tél. : Télécopieur :

N° TVA :

Je soussigné(e),.....certifie que la présente déclaration, en ce y compris les documents transmis en annexe sur support papier et/ou informatique, est exacte et sincère.

Fait à

le

Nom, qualité et signature du (de la) déclarant(e),

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

Namur le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 3190

[C — 2000/27570]

**16. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung
und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, insbesondere des durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 ersetzten Artikels 21 Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere der Artikel 2, 4, 2°, 6, 12, 18, 25 bis 27, 31, 55 und 64;

Aufgrund des am 28. Januar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der wallonischen Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 21. Juni 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. L 30.068/2;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

2° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören;

3° Einnehmer: der mit der Beitreibung der steuerlichen Forderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragte Beamte.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die in den nachstehenden Artikeln erwähnten Dienststellen und Beamten diejenigen der Wallonischen Region.

KAPITEL II — Erklärung

Art. 3 - Die in Artikel 2 des Dekrets erwähnten Beamten, die damit beauftragt werden, die Erklärungen zu empfangen und zu prüfen, sind:

1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Beamten der Stufe 1 der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;

2° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, die Beamten der Stufe 1 der Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle).

Art. 4 - Das in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Muster der Erklärung zur Steuer auf Automaten wird dem vorliegenden Erlass als Anlage beigelegt.

In Abweichung vom vorigen Absatz sind die Muster der Erklärung zur Abgabe für Abfälle die Muster, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Erklärung bezüglich der Abgabe für Abfälle als Anlage beigelegt sind.

Art. 5 - Die in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Dienststelle, die mit der Übermittlung des Erklärungsformulars beauftragt ist, ist:

- 1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;
- 2° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, die Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets".

Art. 6 - Die in Artikel 12 des Dekrets erwähnte Dienststelle ist:

- 1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;
- 2° für die Anwendung der Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, die Direktion der operativen Planung der Abteilung Raumordnung und Städtebau;
- 3° für die Anwendung der Steuer auf verwaarloste Wohnungen in der Wallonischen Region, die Direktion der Qualität der Wohnverhältnisse der Abteilung Wohnungswesen;
- 4° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, die Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung für Abgabe auf Haushaltsabfälle und die Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets" für die Abgabe für nichthäusliche Abfälle und die Abgabe auf Haushaltsabfälle unter dem Rechte der Strafgebühr.

KAPITEL III — *Heberollen*

Art. 7 - Die in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Heberollen werden durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Anwendung der Steuer auf Automaten betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung für vollstreckbar erklärt, was die Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Wohnungswesen gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung für vollstreckbar erklärt, was die Steuer auf verwaarloste Wohnungen betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Abgabe auf Haushaltsabfälle betrifft; sie werden durch den Generalinspektor des "Office wallon des Déchets" gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung für vollstreckbar erklärt, was die Abgabe auf Haushaltsabfälle unter dem Rechte der Strafgebühr und die Abgabe für nichthäusliche Abfälle betrifft.

Art. 8 - Die Steuern bzw. Abgaben werden auf den Namen der betroffenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragen.

Steuern bzw. Abgaben zu Lasten von verstorbenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen werden auf den Namen der verstorbenen Person in die Heberolle eingetragen, mit dem Vermerk "Steuernachfolge" vor dem Namen und ggf. der Angabe der Person(en), die sich beim Beamten, der mit der Festsetzung der Steuer bzw. Abgabe beauftragt ist, als Erbe, Vermächtnisnehmer, Schenkungsempfänger oder Sonderbevollmächtigter gemeldet hat bzw. haben, nach dem Namen.

Die Identität dieser Personen ist genau einzutragen. Ist einer der Erben förmlich als Vertreter der Erbschaft bezeichnet worden, so erfolgt die Eintragung in die Heberolle nach folgender Formel: "Steuernachfolge X..., die Erben, vertreten durch..."

KAPITEL IV — *Beschwerdewege*

Art. 9 - Der Beamte, der damit beauftragt ist, über die in Artikel 25 bis 27 des Dekrets erwähnten Beschwerden zu entscheiden, ist:

- 1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;
- 2° für die Anwendung der Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, der Direktor der Direktion der operativen Planung der Abteilung Raumordnung und Städtebau;
- 3° für die Anwendung der Steuer auf verwaarloste Wohnungen, der Direktor der Direktion der Qualität der Wohnverhältnisse der Abteilung Wohnungswesen;
- 4° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung, was die Abgabe auf Haushaltsabfälle betrifft; der Direktor der Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des Déchets", was die Abgabe für nichthäusliche Abfälle und die Abgabe auf Haushaltsabfälle unter dem Rechte der Strafgebühr betrifft.

KAPITEL VI — *Zinsen*

Art. 10 - Der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung kann unter den von ihm bestimmten Bedingungen die Befreiung der ganzen Verzugszinsen oder eines Teils davon gewähren.

KAPITEL VI — *Zahlungen und Quittungen*

Art. 11 - Die Steuer bzw. Abgabe ist dem Einnehmer zu zahlen.

Art. 12 - § 1. Die Steuer bzw. Abgabe ist dem Einnehmer folgenderweise zu zahlen:

- 1° mittels einer Einzahlung bzw. Überweisung auf das laufende Konto des Einnehmers;
- 2° mittels einer Postanweisung zugunsten des Einnehmers;
- 3° mittels eines vorher gekreuzten, bankbestätigten Schecks bzw. Scheckkartenschecks, der zugunsten des Einnehmers auf eine Krediteinrichtung, die Mitglied einer Abrechnungsstelle des Landes oder dort vertreten ist, ausgestellt wird.

§ 2. Der Abgabe- bzw. Steuerpflichtige muss die Art der aufgrund der Artikel der Heberolle gezahlten Abgabe bzw. Steuer auf das benutzte Zahlungsformular eintragen.

§ 3. Solange das Gegenteil nicht erwiesen wird, gilt das Folgende als maßgebend für die Zahlung:

- 1° was die Einzahlungen und Postanweisungen betrifft, die mit dem Datum versehenen Empfangsbestätigungen der Post;
- 2° was die Überweisungen und Schecks betrifft, die betreffenden Kontoauszüge und Anlagen.

Wenn der Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, welche Zahlungsbelege dafür maßgebend sind.

Art. 13 - Die Abgabe bzw. Steuer, deren Zahlung auf Antrag des Einnehmers durch einen Gerichtsvollzieher verfolgt wird, kann in Abweichung der Artikel 11 und 12 diesem Gerichtsvollzieher gezahlt werden.

Art. 14 - Die Zahlung der Abgabe bzw. der Steuer wird am folgenden Zeitpunkt wirksam:

1° für die in einem Postamt entweder durch Einzahlung oder durch Anweisung getätigten Zahlungen, am Tag, der von der Post auf dem Dokument als befreiendes Datum angegeben ist;

2° für die durch bankbestätigte Schecks bzw. Scheckkartenschecks getätigten Zahlungen, das Datum, an dem der Einnehmer den Scheck erhalten hat;

3° für die in Artikel 13 erwähnten Zahlungen und die Erträge der Pfändungen, das Datum, an dem der Gerichtsvollzieher die Gelder erhalten hat;

4° für die Überweisungen, das Datum des Kontoauszuges des Einnehmers, an dem die Zahlung gutgeschrieben worden ist.

Wenn der Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, an welchem Datum die Zahlung wirksam wird.

Art. 15 - Der Abgabe- bzw. Steuerpflichtige kann bei jeder Zahlung angeben, welche Schuld er begleichen möchte, wenn er mehrere davon schuldet.

Mangels einer solchen Angabe, werden die Zahlungen vom Einnehmer nach Wahl angerechnet, unbeschadet der Anwendung von Artikel 16.

Dies gilt ebenso, wenn die anzurechnende Summe entweder von der Rückzahlung einer Abgabe bzw. Steuer, von Zinsen bzw. Kosten oder von der Gewährung von Aufschubzinsen stammt.

Art. 16 - Die in Artikel 15 erwähnten Zahlungen, Rückzahlungen und Aufschubzinsen werden vorrangig auf das Folgende angerechnet:

1° auf die Kosten jeglicher Art, welche auch die Abgaben und Steuern sind, auf die sie sich beziehen;

2° auf die Verzugszinsen für die Abgaben bzw. Steuern, die der Zahlungspflichtige begleichen bzw. der Einnehmer bereinigen möchte.

Art. 17 - Jede Summe, die im Rahmen der Anwendung der Bestimmungen in Sachen regionaler Abgaben oder aufgrund der Zivilrechtsregeln bezüglich der Rückforderung einer Nichtschuld einem Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen zurückzuerstatten oder zu zahlen ist, kann gemäß Artikel 15 und 16 durch den Einnehmer für die Bereinigung der von dem Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen geschuldeten Abgabe (Hauptschuld, Zinsen und Nebenkosten) ohne Formalität verwendet werden.

Art. 18 - Der Einnehmer rechnet die ihm eingezahlten Beträge nach den in Artikel 15 und 16 bestimmten Regeln an. Er informiert den Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen schriftlich und erstattet ihm den eventuellen Überschuss zurück.

Art. 19 - Die Einnahmeämter für Steuern und Abgaben stehen der Öffentlichkeit an den ersten fünf Werktagen der Woche von 9 bis 12 Uhr offen, außer an den offiziellen Urlaubstagen der regionalen Verwaltungen.

KAPITEL VII — *Beitreibung*

Abschnitt 1 — Vollstreckungskosten

Art. 20 - Die in Artikel 4, 2°, des Dekrets erwähnten Vollstreckungskosten werden nach den für durch Gerichtsvollzieher ausgeführte Handlungen in Zivil- und Handelsangelegenheiten festgelegten Regeln bestimmt.

Art. 21 - Die Vollstreckungskosten gehen zu Lasten der in Verzug geratenen Abgaben- bzw. Steuerpflichtigen.

Abschnitt 2 — Wirkung der Beschwerde auf die Beitreibung

Art. 22 - Der in Artikel 55 des Dekrets erwähnte Beamte ist der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung.

KAPITEL VIII — *Verwaltungsrechtliche Strafen*

Art. 23 - Der in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Beauftragte der Regierung, der über die Anträge auf Erlass der steuerlichen Geldstrafen entscheiden kann und die Vergleiche mit den Abgabepflichtigen abschließt, ist der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung.

KAPITEL IX — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 24 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 über die Entrichtung durch monatliche Anzahlungen der Abgabe für nichthäusliche Abfälle zu Lasten des zugelassenen Betreibers wird aufgehoben.

Art. 25 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 zur Festsetzung des in Artikel 34 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region erwähnten Zinssatzes wird aufgehoben.

Art. 26 - Im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Erhebung der Abfallabgaben in der Wallonischen Region, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Artikel aufgehoben:

1° Artikel 1;

2° Artikel 2, §§ 1, 2 und 3.

KAPITEL X — *Schlussbestimmung*

Art. 27 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

IV. IDENTIFIZIERUNG DES EIGENTÜMERS

Sind Sie der Eigentümer der angemeldeten Automaten ? JA/NEIN

Wenn Sie nicht der Eigentümer sind, bitte die Identität des Eigentümers angeben:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

Tel: Fax:

MwSt. Nr.:

Ich Unterzeichneter(r), bestätige hiermit, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der beigefügten Unterlagen auf Papier und Datenträger, ehrlich und richtig ist.

Ausgefertigt in

Den

Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben beigefügt zu werden.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

N. 2000 — 3190

[C — 2000/27570]

**16 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering
en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 21, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikelen 2, 4, 2°, 6, 12, 18, 25 tot 27, 31, 55 en 64;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, L.30.068/2, gegeven op 21 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

2° Minister : de Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor financiën;

3° ontvanger : de ambtenaar die belast voor de invordering van belastingvorderingen ten gunste van het Waalse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder "personeelsleden" de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — Aangifte van belasting

Art. 3. De in artikel 2 van het decreet bedoelde personeelsleden die belast zijn met het in ontvangst nemen en het nazien van de aangiften, bestaan uit :

1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de ambtenaren van niveau 1 van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;

2° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de ambtenaren van niveau 1 van de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen).

Art. 4. Het in artikel 6 van het decreet bedoelde aangifteformulier betreffende de belasting op de automaten wordt gevoegd bij dit besluit.

In afwijking van het vorige lid zijn de aangifteformulieren betreffende de belasting op de afvalstoffen dezelfde als degene die gevoegd zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot vastlegging van de nadere regels voor de aangifte van de belasting op de afvalstoffen.

Art. 5. De in artikel 6 van het decreet bedoelde dienst die belast is met de aflevering van het aangifteformulier, bestaat uit :

- 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;
- 2° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen).

Art. 6. De in artikel 12 van het decreet bedoelde dienst bestaat uit :

- 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;
- 2° voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, de Directie Operationele Inrichting van de Afdeling Inrichting en Stedenbouw;
- 3° voor de toepassing van de belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest, de Directie Kwaliteit van het Woonmilieu van de Afdeling Huisvesting;
- 4° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belastingen op de huishoudelijke afvalstoffen, de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" wat betreft de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen die onder het strafheffingsstelsel vallen.

HOOFDSTUK III. — *Kohieren*

Art. 7. De in artikel 18 bedoelde kohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie voor de toepassing van de belasting op de automaten.

Ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de Afdeling Inrichting en Stedenbouw en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de Afdeling Huisvesting en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de verlaten woningen.

Ze worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen; ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de "Office wallon des Déchets" en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen die onder het strafheffingsstelsel vallen en de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen.

Art. 8. De belastingen worden op de rol geplaatst ten name van de betrokken belastingplichtigen.

Wat betreft de belastingen ten laste van overleden belastingplichtigen, ze worden ingekohierd ten name van deze, voorafgegaan door het woord "Erfopvolging" en gevolgd door de eventuele vermelding van de persoon of personen die zich bekend hebben gemaakt bij de ambtenaar belast met de vestiging van de belasting als erfopvolger, legataris, begiftigde of bijzondere gemachtigde.

De identiteit van de personen wordt gedetailleerd. Als één van de erfopvolgers uitdrukkelijk werd aangewezen om bij plaatsvervulling op te komen, wordt de inkohiering uitgevoerd overeenkomstig de volgende formule : "Erfopvolging X..., de plaats van de erfopvolgers vervuld door..."

HOOFDSTUK IV. — *Rechtsmiddelen*

Art. 9. De ambtenaar die moet beslissen over de in artikelen 25 tot 27 van het decreet bedoelde beroepen bestaat uit :

- 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;
- 2° voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, de directeur van de Directie Operationele Inrichting van de Afdeling Inrichting en Stedenbouw;
- 3° voor de toepassing van de belasting op de verlaten woningen, de directeur van de Directie Kwaliteit van het Woonmilieu van de Afdeling Huisvesting;
- 4° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen, de directeur van de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" wat betreft de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen en de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen die onder het strafheffingsstelsel vallen.

HOOFDSTUK V. — *Interest*

Art. 10. Geheel of gedeelte van de nalatigheidsinterest mag vrijgesteld worden door de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie onder voorwaarden die hij vaststelt.

HOOFDSTUK VI. — *Betalingen en kwijtingen*

Art. 11. De belasting moet aan de ontvanger worden betaald.

Art. 12. § 1. De belasting moet aan de ontvanger worden betaald d.m.v. :

- 1° hetzij een storting of een overschrijving op de rekening-courant van de ontvanger;
- 2° hetzij een postwissel ten gunste van de ontvanger;
- 3° hetzij een gecertificeerde of betaalcheque, vooraf gekruist, getrokken ten gunste van een financiële instelling die aangesloten of vertegenwoordigd is bij een clearinginstelling van het land.

§ 2. De belastingplichtige moet de aard van de op grond van het kohierartikel betaalde belasting vermelden op het betalingsformulier.

§ 3. Behoudens tegenbewijs wordt bewijs van de betaling opgeleverd door de volgende stukken :

- 1° wat betreft de stortingen of postwissels, de door de Post gedateerde ontvangbewijzen;
- 2° wat betreft de overschrijvingen en cheques, de rekeningafschriften en de desbetreffende bijlagen.

Wanneer de Minister een andere betalingswijze toestaat, stelt hij de bewijskrachtige elementen daarvan vast.

Art. 13. De belasting waarvan de betaling, op verzoek van de ontvanger, vervolgd wordt door een gerechtsdeurwaarder, mag, in afwijking van artikelen 11 en 12, betaald worden in handen van die gerechtsdeurwaarder.

Art. 14. De betaling van de belasting heeft uitwerking met ingang van :

- 1° de door de Post vermelde datum voor de betalingen die uitgevoerd worden d.m.v. een storting of een mandaat;
- 2° de datum waarop de cheque werd gekregen door de ontvanger, voor de betalingen die uitgevoerd worden d.m.v. een gecertificeerde of gewaarborgde cheque;
- 3° de datum waarop de gelden afgegeven werden in handen van de gerechtsdeurwaarder, voor de in artikel 13 bedoelde betalingen en de beslagprodukten;
- 4° de datum van het rekeningafschrift van de ontvanger waarbij een betalingskrediet wordt verleend, voor de overschrijvingen.

Wanneer de Minister een andere betalingswijze toestaat, stelt hij de datum vast waarop de betaling uitwerking heeft.

Art. 15. De persoon die verschillende belastingen verschuldigd is, mag, bij elke betaling, vermelden welke belasting hij wenst te betalen.

Bij gebrek aan die vermelding worden de betalingen toegerekend naar keuze van de ontvanger, onverminderd de toepassing van artikel 16.

Hetzelfde geldt als het toe te rekenen bedrag voortkomt hetzij uit een terugbetaling van de belasting, interest en kosten, hetzij uit een toekenning van moratoriumsinteressen.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde betalingen, terugbetalingen en moratoriumsinteressen worden bij voorkeur toegerekend :

- 1° op alle kosten, ongeacht de belastingen waarop ze betrekking hebben;
- 2° op de nalatigheidsinteressen betreffende de belastingen die de belastingplichtige verklaart te betalen of die de ontvanger wil aanzuiveren.

Art. 17. Elk bedrag dat moet worden teruggegeven of betaald aan een belastingplichtige overeenkomstig de bepalingen m.b.t. gewestelijke belastingen of krachtens de regels van het burgerlijk recht betreffende de terugvordering van het niet-verschuldigde bedrag mag, zonder vormen, door de ontvanger aangewend worden, overeenkomstig artikelen 15 en 16, voor de aanzuivering van de hoofdbelasting, met interesten en kosten die door die belastingplichtige verschuldigd zijn.

Art. 18. De ontvanger rekent de hem gestorte bedragen toe overeenkomstig de in artikelen 15 en 16 vastgestelde regels. Hij stelt de belastingplichtige schriftelijk in kennis daarvan en geeft hem het eventuele overschot terug.

Art. 19. De ontvangkantoren der belastingen en retributies zijn toegankelijk voor het publiek op de eerste vijf werkdagen van 9 tot 12 uur, met uitzondering van de officiële verlofdagen in de gewestelijke Besturen.

HOOFDSTUK VII. — *Invordering*

Afdeling 1. — Vervolgingskosten

Art. 20. De in artikel 4, 2°, van het decreet bedoelde vervolgingskosten worden vastgesteld overeenkomstig de regels die gelden voor daden van gerechtsdeurwaarders inzake burgerlijke en handelsaangelegenheden.

Art. 21. De vervolgingskosten zijn ten laste van de belastingplichtigen met betaalachterstand.

Afdeling 2. — Gevolg van het beroep voor de invordering

Art. 22. De in artikel 55 van het decreet bedoelde ambtenaar is de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie.

HOOFDSTUK VIII. — *Administratieve straffen*

Art. 23. De in artikel 64 van het decreet bedoelde afgevaardigde van de Regering die mag beslissen over verzoeken die de kwijschelding van fiscale boeten ten doel hebben en die transacties aangaat met de belastingplichtigen, is de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 24. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 betreffende de betaling bij maandelijke voorschotten van de belasting op niet-huishoudelijke afvalstoffen ten laste van de gemachtigde exploitant, wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 tot vaststelling, voor het jaar 1992, van de interest bedoeld in artikel 34 van het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

Art. 26. Opgeheven worden in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de inning van de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1998 :

- 1° artikel 1;
- 2° artikel 2, §§ 1, 2 en 3.

HOOFDSTUK X. — *Slofbepaling*

Art. 27. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

IV. GEGEVENS M.B.T. DE EIGENAAR

Bent U de eigenaar van de aangegeven automaten ? JA/NEE

Indien U de eigenaar niet bent, gelieve de identiteit van deze aan te geven :

Naam of sociale reden :

Adres :

Tel. : Fax :

BTW-nummer :

Ondergetekende, bevestigt dat voorliggende aangifte, met inbegrip van de bijgevoegde gedrukte en/of elektronische documenten, waar en oprecht is.

Opgemaakt te

op

Naam, hoedanigheid en ondertekening van de aangever/aangeefster

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN



F. 2000 — 3191

[C — 2000/27569]

**16 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998
établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 18^{ter}, alinéa 3, inséré par le décret du 16 juillet 1998;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, notamment les articles 4, 1^{er} et 6^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L.30.067/2, donné le 21 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets est remplacé par le texte suivant :

" 1^o Office : la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets. "

Art. 2. Dans le même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les articles 2, § 1^{er}, 2°, 4, § 1^{er}, 3° et 8, § 1^{er}, 3°, relatifs aux modèles 01.0, 02.0 et 04.0, sont supprimés;

2° aux articles 2, § 2, et 6, § 2, les mots " certifié exact, " sont insérés entre les mots " complété, " et " daté ";

3° aux articles 3, § 2, 5, § 2, 7, § 2, et 9, § 3, les mots " le fonctionnaire dirigeant de l'Office " sont remplacés par les mots " un fonctionnaire de niveau 1 de l'Office ";

4° aux articles 4, § 2, et 8, § 2, les mots " certifiés exacts, " sont insérés entre les mots " complétés, " et " datés ";

5° l'article 6, § 1^{er}, 3°, est remplacé par le texte suivant :

" 3° la mention du nombre d'habitants, ainsi que celle des quantités produites, taxées et exonérées ";

6° à l'article 11, § 2, les mots " par l'Office " sont supprimés.

Art. 3. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 10. § 1^{er}. Les formules de déclaration sont transmises aux redevables par l'Office, au plus tard, un mois avant la date limite fixée pour la remise des déclarations.

§ 2. Les déclarations répondant aux modèles 01.0, 02.0, 02.1, 02.2, 03.0, 04.0, 04.1 et 04.2 sont complétées, éditées ou enregistrées conformément aux dispositions fixées par l'Office.

Le déclarant visé aux articles 4 et 8 doit inclure dans sa déclaration et communiquer à l'Office, en plus du document sur support papier, un document sur support informatique. Ces documents sont conformes aux prescriptions énoncées par l'Office. "

Art. 4. L'article 11, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" § 3. Le déclarant est autorisé à utiliser, dans un environnement personnel et indépendant de celui offert sur Internet, une copie de l'application précitée. Cette copie sera obtenue soit sur disquette après demande écrite adressée à l'Office, soit par un outil de transfert de fichiers mis à disposition sur Internet".

Art. 5. Les modèles de déclaration 01.0, 02.0, 02.1, 02.2, 03.0, 04.0, 04.1 et 04.2 annexés au même arrêté sont remplacés par les modèles de déclaration figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Annexes

MODELE 01.0

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

DECLARATION ANNUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS DANS LE REGIME DE DROIT COMMUN

Base décrétale : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :

Date d'envoi de la déclaration :

La déclaration, dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée, doit parvenir au service indiqué sur le présent formulaire, au plus tard, le 10 janvier de l'année suivant l'année d'imposition, soit le

Date de réception de la déclaration :

Visa
(Cachet OWD)

Date

Nom et signature
du fonctionnaire de niveau 1
de la Direction des instruments économiques

Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Nom ou raison sociale :

Adresse :

N° T.V.A. :

N° Tél. :

N° Fax :

II. LOCALISATION DES DECHETS

Terrains sis à :

Cadastré section(s) n° :

Date prévue de l'achèvement des travaux de réhabilitation (1)....., suivant le plan approuvé en date du (1).....

Remarques :

III. DESCRIPTION DES DECHETS

Nature et code (2) des déchets :

Volume total estimé des déchets : m³**IV. NOMBRE D'ANNEXE(S) :**

Je soussigné,, certifie que la présente déclaration, en ce y compris les documents annexés, est exacte et sincère et peut servir à l'établissement du montant de la taxe sur les déchets non ménagers dans le régime de droit commun. Je joins annexe(s) numérotée(s) à la présente déclaration.

Fait à
le

Nom, qualité et signature du déclarant

(1) A compléter, le cas échéant

(2) Base réglementaire : arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets (M.B. : 30/07/1997)

MODELE 02.0

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
 DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
 OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES
 Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgme@mrw.wallonie.be

DECLARATION MENSUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS DANS LE REGIME DE L'EXPLOITANT AUTORISE
 Base décréale : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :

Date d'envoi de la déclaration :

La déclaration, dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée, doit parvenir au service indiqué sur le présent formulaire, au plus tard, le vingtième jour du mois suivant l'expiration du mois de la déclaration, soit le

Date de réception de la déclaration :

Visa
 (Cachet OWD)

Date

Nom et signature
 du fonctionnaire de niveau 1
 de la Direction des instruments économiques

Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Code OWD :

Nom ou raison sociale :

Adresse :

N° T.V.A. :

N° Tél. :

N° Fax :

E-Mail :

II. PERIODE DE REFERENCE

Cocher, ci-après, les cases correspondant aux jours pour lesquels aucun mouvement de déchets n'a été enregistré.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
 25 26 27 28 29 30 31

III. MONTANT DE LA TAXE DUE

..... (montant et devise en lettres)

..... (montant et devise en chiffres).

Les mentions du présent cadre sont à compléter, selon votre choix, en euro ou en franc belge.

IV. DOCUMENTS

DOCUMENTS SUR SUPPORT PAPIER

MODELE 02.1

Nombre de feuillets :

DOCUMENTS SUR SUPPORT INFORMATIQUE

MODELE 02.2

Nombre de fichiers :

Je soussigné certifie que la présente déclaration, en ce y compris les documents sur support papier et informatique annexés, est exacte et sincère et peut servir à l'établissement du montant de la taxe sur les déchets non ménagers dans le régime de l'exploitant autorisé.

Je joins annexe (s) numérotée (s) à la présente déclaration.

Fait à

Nom, qualité et signature du déclarant

le

MODELE 02.1

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

DECLARATION MENSUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS DANS LE REGIME DE L'EXPLOITANT AUTORISE

Base décrétale : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

DOCUMENT SUR SUPPORT PAPIER

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :
Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Code OWD :
Nom ou raison sociale :
Adresse :
N° T.V.A. :
N° Tél. : N° Fax :

II. PERIODE DE REFERENCE

Année : Mois :
Les mois sont à numéroter de 01 à 12.

III. DESCRIPTION DU SUPPORT PAPIER

1. Liste des producteurs : pages.
2. Liste des collecteurs : pages.
3. Liste des transporteurs : pages.
4. Liste des exploitants : pages.
5. Liste des sites d'expédition : pages.
6. Liste des sites de destination : pages.
7. Liste synthétique des transferts de déchets : pages.
8. Liste récapitulative des taxes et quantités de déchets : pages.

Je soussigné,, certifie que le présent document sur support papier, est exact et sincère.

Fait à
le

Nom, qualité et signature du déclarant

MODELE 02.2

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

DECLARATION MENSUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS DANS LE REGIME DE L'EXPLOITANT AUTORISE

Base décrétale : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

DOCUMENT SUR SUPPORT INFORMATIQUE

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :
Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexacts)

Code OWD :
Nom ou raison sociale :
Adresse :
N° T.V.A. :
N° Tél. : N° Fax :

II. PERIODE DE REFERENCE

Année : Mois :
Les mois sont à numéroter de 01 à 12.

III. DESCRIPTION DU SUPPORT INFORMATIQUE

Cocher la case correspondant au support utilisé

1. Application Internet 2. E-Mail 3. Disquette(s)

Si 2 est coché, indiquer ici votre adresse E-Mail :

Si 3 est coché, indiquer ici le nombre de disquettes :

Dénomination des fichiers

Nombre d'enregistrements
(si fichier déclaration)

Je soussigné,, certifie que le présent document sur support informatique, est exact et sincère.
Fait à le Nom, qualité et signature du déclarant

MODELE 03.0

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

DECLARATION MENSUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS MENAGERS DANS LE REGIME DU PRELEVEMENT SANCTION

Base décrétale : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :

Date d'envoi de la déclaration :

La déclaration, dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée, doit parvenir au service indiqué sur le présent formulaire, au plus tard, le 10 janvier de l'année suivant l'année d'imposition, soit le

Date de réception de la déclaration :

Visa
(Cachet OWD)

Date

Nom et signature
du fonctionnaire de niveau 1
de la Direction des instruments économiques

Observations :

A COMPLETER PAR LA COMMUNE

I. COMMUNE (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Code OWD :

Nom de la commune :

Adresse de la commune :

Tél. :

Fax :

E-Mail :

II. DONNEES DE REFERENCENombre d'habitants au 1^{er} janvier (Nb Hab) :

.....habitants.

Quantité d'ordures ménagères brutes produites par habitant en :

..... kilogrammes.

Tonnage exonéré : Nb Hab x quantité art. 6bis du décret, soit

..... tonnes.

Tonnage taxé : Nb Hab x (quantité produite - quantité art. 6bis), soit tonnes.

III. MONTANT DE LA TAXE DUE

Les mentions du présent cadre sont à compléter, selon votre choix, en euro ou en franc belge.

Note : le montant à indiquer est 0 Bef ou 0 Euro si le quota inscrit à l'art. 6bis du décret n'est pas dépassé.

..... (montant et devise en lettres).

..... (montant et devise en chiffres).

Nous soussignés certifions que la présente déclaration, en ce y compris les documents annexés, est exacte et sincère et peut servir à l'établissement de la déclaration annuelle et du montant de la taxe sur les déchets ménagers dans le régime du prélèvement sanction. Nous joignons annexe (s) numérotée (s) à la présente déclaration.

Fait à
le

Noms et signatures du Bourgmestre et du Secrétaire communal

MODELE 04.0

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

DECLARATION ANNUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS
DANS LE REGIME DU COLLECTEUR OU DU TRANSPORTEUR AGREE OU ENREGISTRE

Base décrétable : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :

Date d'envoi de la déclaration :

La déclaration, dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée, doit parvenir au service indiqué sur le présent formulaire, au plus tard, le dixième jour du mois suivant l'expiration de l'année d'imposition, soit le

Date de réception de la déclaration :

Visa
(Cachet OWD)

Date

Nom et signature
du fonctionnaire de niveau 1
de la Direction des instruments économiques

Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Code OWD :

Nom ou raison sociale :

Adresse :

N° T.V.A. :

Tél. :

Fax :

E-Mail :

II. PERIODE DE REFERENCE

Cocher, ci-après, les cases correspondant aux mois pour lesquels aucun mouvement de déchets n'a été enregistré.

0 1 0 2 0 3 0 4 0 5 0 6 0 7 0 8 0 9 0 10 0 11 0 12

III. MONTANT DE LA TAXE DUE

..... (montant et devise en lettres)

..... (montant et devise en chiffres).

Les mentions du présent cadre sont à compléter, selon votre choix, en euro ou en franc belge.

IV. DOCUMENTS

DOCUMENTS SUR SUPPORT PAPIER

MODELE 04.1

Nombre de feuillets :

DOCUMENTS SUR SUPPORT INFORMATIQUE

MODELE 04.2

Nombre de fichiers :

Je soussigné certifie que la présente déclaration, en ce y compris les documents sur support papier et informatique annexés, est exacte et sincère et peut servir à l'établissement du montant de la taxe sur les déchets non ménagers dans le régime du collecteur ou du transporteur agréé ou enregistré.

Je joins annexe(s) numérotée(s) à la présente déclaration.

Fait à
le

Nom, qualité et signature du déclarant

MODELE 04.1

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

DECLARATION ANNUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS
DANS LE REGIME DU COLLECTEUR OU DU TRANSPORTEUR AGREE OU ENREGISTRE

Base décrétable : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

DOCUMENT SUR SUPPORT PAPIER

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :
Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Code OWD :
Nom ou raison sociale :
Adresse :
N° T.V.A. :
N° Tél. : N° Fax :

II. PERIODE DE REFERENCE

Année :

III. DESCRIPTION DU SUPPORT PAPIER

1. Liste des producteurs : pages.
2. Liste des collecteurs : pages.
3. Liste des transporteurs : pages.
4. Liste des exploitants : pages.
5. Liste des sites d'expédition : pages.
6. Liste des sites de destination : pages.
7. Liste synthétique des transferts de déchets : pages.
8. Liste récapitulative des taxes et quantités de déchets : pages.

Je soussigné,, certifie que le présent document sur support papier, est exact et sincère.

Fait à
le

Nom, qualité et signature du déclarant

MODELE 04.2

A rappeler dans toute correspondance :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

**DECLARATION ANNUELLE A LA TAXE SUR LES DECHETS NON MENAGERS
DANS LE REGIME DU COLLECTEUR OU DU TRANSPORTEUR AGREE OU ENREGISTRE**

Base décrétable : Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

DOCUMENT SUR SUPPORT INFORMATIQUE

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période d'imposition :
Observations :

A COMPLETER PAR LE DECLARANT

I. IDENTITE DU DECLARANT (Le déclarant est invité à corriger les coordonnées inexactes)

Code OWD :

Nom ou raison sociale :

Adresse :

N° T.V.A. :

N° Tél. :

N° Fax :

II. PERIODE DE REFERENCE

Année :

III. DESCRIPTION DU SUPPORT INFORMATIQUE

Cocher la case correspondant au support utilisé

1. Application Internet 2. E-Mail 3. Disquette(s)

Si 2 est coché, indiquer ici votre adresse E-Mail :

Si 3 est coché, indiquer ici le nombre de disquettes :

Dénomination des fichiers

Nombre d'enregistrements
(si fichier déclaration)

Je soussigné,, certifie que le présent document sur support informatique, est exact et sincère.

Fait à
le

Nom, qualité et signature du déclarant

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets.

Namur, le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 3191

[C — 2000/27569]

**16. NOVEMBER 2000 - Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998
zur Festlegung der Modalitäten für die Erklärung bezüglich der Abgabe für Abfälle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 18ter Absatz 3 eingefügt durch das Dekret vom 16. Juli 1998;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere der Artikel 4 1° und 6°;

Aufgrund des am 24. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 21. Juni 2000 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens L. 30.067/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Erklärung bezüglich der Abgabe für Abfälle wird durch den folgenden Text ersetzt:

“1° “Amt: die Direktion der Wirtschaftsmittel des “Office wallon des déchets” (Wallonisches Amt für Abfälle).”

Art. 2 - In demselben Erlass werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° die Artikel 2 § 1 2° 4 § 1 3° und 8 § 1 3° bezüglich der Muster 01.0, 02.0 und 04.0 werden gestrichen;

2° in den Artikeln 2 § 2 und 6 § 2 wird der Wortlaut “für richtig bescheinigt” zwischen die Wörter “ausgefüllt” und “datiert” eingefügt;

3° in den Artikeln 3 § 2 5 § 2 7 § 2 und 9 § 3 wird der Wortlaut “von dem Beamten, der das Amt leitet,” durch den Wortlaut “von einem Beamten der Stufe 1 des Amtes” ersetzt;

4° in den Artikeln 4 § 2 und 9 § 2 wird der Wortlaut “für richtig bescheinigt” zwischen die Wörter “ausgefüllt” und “datiert” eingefügt;

5° Artikel 6 § 1 3° wird durch den folgenden Text ersetzt:

“3° die Angabe der Bewohneranzahl sowie der produzierten, besteuerten und steuerbefreiten Mengen”;

6° in Artikel 11 § 2 wird der Wortlaut “von dem Amt” gestrichen.

Art. 3 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 10 - § 1 - Die Erklärungsformulare werden den Abgabepflichtigen durch das Amt spätestens einen Monat vor dem für die Abgabe der Erklärungen vorgesehenen Datum übermittelt.

§ 2. Die den Mustern 01.0, 02.0, 02.1, 02.2, 03.0, 04.0, 04.1 und 04.2 entsprechenden Erklärungen werden gemäß den von dem Amt festgesetzten Bestimmungen ausgefüllt, editiert oder registriert.

Der in den Artikeln 4 und 8 erwähnte Meldepflichtige muss seiner Erklärung zusätzlich zu der Unterlage auf Papier eine Unterlage auf Datenträger beifügen und diese dem Amt übermitteln. Diese Unterlagen entsprechen den von dem Amt angegebenen Anforderungen.”

Art. 4 - Artikel 11 § 3 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 3. Der Meldepflichtige ist befugt, in einer privaten Umgebung, die von derjenigen, die von dem Amt auf Internet angeboten wird, unabhängig ist, eine Kopie des oben erwähnten Anwendungsprogramms zu benutzen. Diese Kopie wird entweder auf einer Diskette nach einer schriftlichen, dem Amt zugeschickten Anfrage oder durch ein auf Internet zur Verfügung gestelltes Mittel zur Übertragung der Dateien erhältlich sein.”

Art. 5 - Die für die Erklärungen zu gebrauchenden Muster 01.0, 02.0, 02.1, 02.2, 03.0, 04.0, 04.1 und 04.2, die demselben Erlass beigefügt sind, werden durch die in der Anlage zum vorliegenden Erlass stehenden Muster ersetzt.

Art. 6 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Anlagen

MUSTER 01.0

Bei jedem Schreiben bitte angeben :

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
 GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
 «OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
 DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
 Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE IM GEMEINRECHTLICHEN SYSTEM

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Veranlagungszeitraum:

Versanddatum der Erklärung:

Die ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss spätestens am 10. Januar des auf das Veranlagungsjahr folgenden Jahres bei der auf dem vorliegenden Formular angegebenen Dienststelle eingehen, nämlich am Datum des Eingangs der Erklärung:

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Name und Unterschrift
Des Beamten der Stufe 1
der Direktion der Wirtschaftsmittel

Anmerkungen:

DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD

I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Name oder Gesellschaftsbezeichnung :

Anschrift :

MwSt. Nr. :

Tel. Nr. :

Fax Nr.:

II. LOKALISIERUNG DER ABFÄLLE

Grundstücke gelegen in:

Kataster Flur(e) Nr.:

Vorgesehenes Datum für das Ende der Rehabilitierungsarbeiten (1)....., entsprechend dem Plan, genehmigt am (1)

Anmerkungen:

III. BESCHREIBUNG DER ABFÄLLE

Art und Code (2) der Abfälle:

Geschätztes Gesamtvolumen der Abfälle:m³

IV. ANZAHL DER ANLAGE(N):

Ich,, bestätige hiermit, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der beigefügten Unterlagen, ehrlich und richtig ist und zur Festlegung des Betrags der Abgabe für nichthäusliche Abfälle im gemeinrechtlichen System verwendet werden kann. Der vorliegenden Erklärung füge ich nummerierte Anlage(n) bei.

Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

den

(1) Gegebenenfalls auszufüllen

(2) Vorschriftsmäßige Grundlage: Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallskatalogs (B.S.: 30/07/1997)

MUSTER 02.0

Bei jedem Schreiben bitte angeben :

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
«OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel. : 081/33.65.75**Fax** : 081/33.65.22**E-Mail** : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be**MONATLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE IM SYSTEM DES ZUGELASSENEN BETREIBERS**

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Veranlagungszeitraum:

Versanddatum der Erklärung:

Die ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss spätestens am 20. Tag des Monats, das auf das Ende des Monats der Erklärung folgt, bei der auf dem vorliegenden Formular angegebenen Dienststelle eingehen, nämlich am

Datum des Eingangs der Erklärung:

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Name und Unterschrift
des Beamten der Stufe 1
der Direktion der Wirtschaftsmittel

Anmerkungen:

DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD**I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN** (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD :

Name oder Gesellschaftsbezeichnung :

Anschrift :

MwSt. Nr. :

Tel. Nr. :

Fax:

E-Mail:

II. BEZUGSPERIODE

Nachfolgend die entsprechenden Felder der Tage ankreuzen, für die keine Abfallbewegung registriert wurde.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
 25 26 27 28 29 30 31

III. HÖHE DER ZU ZAHLENDEN ABGABE

..... (Betrag und Währung in Buchstaben)

..... (Betrag und Währung in Zahlen).

Die Angaben des vorliegenden Feldes sind nach Wahl in Euro oder BEF auszufüllen.

IV. UNTERLAGEN**UNTERLAGEN AUF PAPIER****MUSTER 02.1**

Anzahl der Seiten :

UNTERLAGEN AUF DATENTRÄGER**MUSTER 02.2**

Anzahl der Dateien :

Ich,, bestätige hiermit, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der beigegeführten Unterlagen auf Papier oder Datenträger, ehrlich und richtig ist und zur Festlegung des Betrags der Abgabe für nichthäusliche Abfälle im System des zugelassenen Betreibers verwendet werden kann.

Der vorliegenden Erklärung füge ich nummerierte Anlage(n) bei.

Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

....., den

MUSTER 02.1

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
«OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel.: 081/33.65.75**Fax:** 081/33.65.22**E-Mail:** dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be**MONATLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE IM SYSTEM DES ZUGELASSENEN BETREIBERS**

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

UNTERLAGE AUF PAPIER**DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD**Veranlagungszeitraum:
Anmerkungen:**DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD****I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN** (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

MwSt. Nr.:

Tel. Nr.:

Fax Nr.:

II. BEZUGSPERIODE

Jahr:

Monat:

Die Monate sind von 01 bis 12 zu numerieren

III. ANGABEN ZU DEN PAPIERUNTERLAGEN

- | | |
|---|--------------|
| 1. Liste der Erzeuger: | Seiten |
| 2. Liste der Sammler: | Seiten |
| 3. Liste der Transportunternehmer: | Seiten |
| 4. Liste der Betreiber: | Seiten |
| 5. Liste der Verladeorte: | Seiten |
| 6. Liste der Bestimmungsorte: | Seiten |
| 7. Synthetische Liste der Abfallbewegungen: | Seiten |
| 8. Zusammenfassende Liste der Abgaben und Abfallmengen: | Seiten |

Ich,, bestätige, dass die vorliegende Unterlage auf Papier richtig und ehrlich ist.
....., den
Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

MUSTER 02.2

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

.....

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
«OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel.: 081/33.65.75**Fax:** 081/33.65.22**E-Mail:** dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be**MONATLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE IM SYSTEM DES ZUGELASSENEN BETREIBERS**

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

UNTERLAGE AUF DATENTRÄGER**DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD**Veranlagungszeitraum:
Anmerkungen:**DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD****I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN** (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

MwSt. Nr.:

Tel. Nr.:

Fax Nr.:

II. BEZUGSPERIODE

Jahr:

Monat :

Die Monate sind von 01 bis 12 zu numerieren

III. ANGABEN ZUM DATENTRÄGER

Das dem benutzten Träger entsprechende Feld ankreuzen

1. Internet Anwendung **2. E-Mail** **3. Diskette(n)**

Falls 2 angekreuzt wird, bitte hier Ihre E-Mail Anschrift angeben:

Falls 3 angekreuzt wird, bitte hier die Anzahl der Disketten angeben:

Bezeichnung der Dateien**Anzahl der Datensätze**
(wenn es sich um die Datei für die Erklärung handelt)Ich,, bestätige, dass die vorliegende Unterlage auf Datenträger richtig und ehrlich ist.
Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

....., den

MUSTER 03.0

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

.....

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
«OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel.: 081/33.65.75**Fax:** 081/33.65.22**E-Mail:** dtr.owd.dgrme@mrw.wallonie.be

JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR HAUSHALTSABFÄLLE
IM SYSTEM DER REGELUNG ZUR ERHEBUNG EINER STRAFGEBÜHR

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD**Veranlagungszeitraum:****Versanddatum der Erklärung:**

Die ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss spätestens am 10. Januar des auf das Veranlagungsjahr folgenden Jahres bei der auf dem vorliegenden Formular angegebenen Dienststelle eingehen, nämlich am Datum des Eingangs der Erklärung:

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Name und Unterschrift
des Beamten der Stufe 1
der Direktion der Wirtschaftsmittel

Anmerkungen:**DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD****I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN** (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD:

Name der Gemeinde:

Anschrift:

MwSt. Nr.:

Tel. Nr.:

Fax:

E-Mail:

II. BEZUGSANGABEN

Anzahl Einwohner am 1. Januar (Anz E) : Einwohner.

Menge der pro Einwohner produzierten unbehandelten Abfälle im Jahre : Kilo.

Abgabenfreier Tonnengehalt: Anz E x Quantität nach Art. 6bis des Dekrets, das heißt Tonnen.

Abgabenpflichtiger Tonnengehalt: Anz E x (produzierte Menge - Menge nach Art. 6bis), d. h. Tonnen

III. BETRAG DER ZU ZAHLENDEN ABGABE

Die Angaben des vorliegenden Feldes sind nach Wahl in Euro oder BEF auszufüllen.

Anmerkung: Wenn die in Art. 6bis des Dekrets angegebene Quote nicht überschritten wird, ist der Betrag 0 BEF oder 0 Euro.

..... (Betrag und Währung in Buchstaben)

..... (Betrag und Währung in Zahlen).

Wir,, bestätigen, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der beigefügten Unterlagen, richtig und ehrlich ist und zur Festlegung des Betrags der Abgabe für Haushaltsabfälle im System der Strafgebühre verwendet werden kann. Der vorliegenden Erklärung fügen wir nummerierte Anlage(n) bei.

Name und Unterschrift des Bürgermeisters und des Gemeindesekretärs

....., den

MUSTER 04.0

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

.....

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
 GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
 «OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
 DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
 Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel.: 081/33.65.75

Fax: 081/33.65.22

E-Mail: dtr.owd.dgrme@mrw.wallonie.be

**JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE
 IM DEM SYSTEM DES ZUGELASSENEN BZW. EINGETRAGENEN SAMMLERS ODER TRANSPORTUNTERNEHMERS**

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Veranlagungszeitraum:

Versanddatum der Erklärung:

Die ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss spätestens am 10. Tag des Monats, das auf das Ende des Veranlagungsjahres folgt, bei der auf dem vorliegenden Formular angegebenen Dienststelle eingehen, nämlich am Datum des Eingangs der Erklärung:

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Name und Unterschrift
des Beamten der Stufe 1
der Direktion der Wirtschaftsmittel

Anmerkungen:

DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD**I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN** (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

MwSt. Nr.:

Tel. Nr.:

Fax:

E-Mail:

II. BEZUGSPERIODE

Nachfolgend die entsprechenden Felder der Monate ankreuzen, für die keine Abfallbewegung registriert wurde.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

III. BETRAG DER ZU ZAHLENDEN ABGABE

..... (Betrag und Währung in Buchstaben)

..... (Betrag und Währung in Zahlen).

Die Angaben des vorliegenden Feldes sind nach Wahl in Euro oder BEF auszufüllen.

IV. UNTERLAGEN

UNTERLAGEN AUF PAPIER

MUSTER 04.1

Anzahl der Seiten :.....

UNTERLAGEN AUF DATENTRÄGER

MUSTER 04.2

Anzahl der Dateien :.....

Ich,, bestätige hiermit, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der beigegeführten Unterlagen auf Papier oder Datenträger, ehrlich und richtig ist und zur Festlegung des Betrags der Abgabe für nicht-häusliche Abfälle im System des zugelassenen bzw. eingetragenen Sammlers oder Transportunternehmers verwendet werden kann.

Der vorliegenden Erklärung füge ich nummerierte Anlage(n) bei.

Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

....., den

MUSTER 04.1

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

.....

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
«OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel.: 081/33.65.75**Fax:** 081/33.65.22**E-Mail:** dtr.owd.dgrme@mrw.wallonie.be

JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE
IN DEM SYSTEM DES ZUGELASSENEN BZW. EINGETRAGENEN SAMMLERS ODER TRANSPORTUNTERNEHMERS

Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

UNTERLAGE AUF PAPIER

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Veranlagungszeitraum:
Anmerkungen:

DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD

I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

MwSt. Nr.:

Tel. Nr.:

Fax Nr.:

II. BEZUGSZEITRAUM

Jahr:

III. ANGABEN ZU DEN PAPIERUNTERLAGEN

- | | | |
|---|-------|--------|
| 1. Liste der Erzeuger: | | Seiten |
| 2. Liste der Sammler: | | Seiten |
| 3. Liste der Transportunternehmer: | | Seiten |
| 4. Liste der Betreiber: | | Seiten |
| 5. Liste der Verladeorte: | | Seiten |
| 6. Liste der Bestimmungsorte: | | Seiten |
| 7. Synthetische Liste der Abfallbewegungen: | | Seiten |
| 8. Zusammenfassende Liste der Abgaben und Abfallmengen: | | Seiten |

Ich,, bestätige, dass die vorliegende Unterlage auf Papier richtig und ehrlich ist.
....., den
Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

MUSTER 04.2

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

.....

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
 GENERALDIREKTION DER NATURSCHÄTZE UND DER UMWELT
 «OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD)» (WALLONISCHES AMT FÜR ABFÄLLE)
 DIREKTION DER WIRTSCHAFTSMITTEL
 Avenue Prince de Liège 15, in 5100 JAMBES

Tel.: 081/33.65.75

Fax: 081/33.65.22

E-Mail: dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR ABGABE FÜR NICHTHÄUSLICHE ABFÄLLE
 IN DEM SYSTEM DES ZUGELASSENEN BZW. EINTRAGENEN SAMMLERS ODER TRANSPORTUNTERNEHMERS
 Dekretgrundlage: Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

UNTERLAGE AUF DATENTRÄGER

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Veranlagungszeitraum:
 Anmerkungen:

DEM MELDEPFLICHTIGEN VORBEHALTENES FELD

I. IDENTITÄT DES MELDEPFLICHTIGEN (Die fehlerhaften Angaben bitte korrigieren)

Code OWD:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

MwSt. Nr.:

Tel. Nr.:

Fax Nr.:

II. BEZUGSZEITRAUM

Jahr :.....

III. ANGABEN ZUM DATENTRÄGER

Das dem benutzten Träger entsprechende Feld ankreuzen

1. Internet Anwendung 2. E-Mail 3. Diskette(n)

Falls 2 angekreuzt wird, bitte hier Ihre E-Mail Anschrift angeben:

Falls 3 angekreuzt wird, bitte hier die Anzahl der Disketten angeben:

Bezeichnung der Dateien

Anzahl der Datensätze
(wenn es sich um die Datei für die Erklärung handelt)

Ich,, bestätige, dass die vorliegende Unterlage auf Datenträger richtig und ehrlich ist.
 Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen
, den

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Erklärung bezüglich der Abgabe für Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

VERTALING

N. 2000 — 3191

[C — 2000/27569]

16 NOVEMBER 2000

Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot vastlegging van de nadere regels voor de aangifte van de belasting op de afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 18ter, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 16 juli 1998;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikelen 4, 1° en 6°;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, L.30.067/2, gegeven op 21 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot vastlegging van de nadere regels voor de aangifte van de belasting op de afvalstoffen wordt gewijzigd als volgt :

1° Dienst : de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets".

Art. 2. In hetzelfde besluit worden de volgende bepalingen aangebracht :

1° artikelen 2, § 1, 2°, 4, § 1, 3° en 8, § 1, 3°, betreffende de formulieren 01.0, 02.0 en 04.0, worden afgeschaft;

2° in artikelen 2, § 2, en 6, § 2, worden de woorden "oprecht verklaard" ingevoegd tussen de woorden "ingevuld" en "gedateerd";

3° in artikelen 3, § 2, 5, § 2, 7, § 2, en 9, § 3, worden de woorden "de leidend ambtenaar van de Dienst" vervangen door de woorden "een ambtenaar van niveau 1 van de Dienst";

4° in artikelen 4, § 2 en 8, § 2, worden de woorden "oprecht verklaard" ingevoegd tussen de woorden "ingevuld" en "gedateerd";

5° artikel 6, § 1, 3°, wordt gewijzigd als volgt :

"3° het aantal inwoners, alsmede de geproduceerde, belaste en belastingvrije hoeveelheden";

6° in artikel 11, § 2, worden de woorden "door de Dienst" afgeschaft.

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 10. § 1. De aangifteformulieren worden uiterlijk één maand vóór de uiterste datum vastgesteld voor de overhandiging van de aangifte door de Dienst overgemaakt aan de belastingplichtigen.

§ 2. De aangiften die ingediend worden aan de hand van de formulieren 01.0, 02.0, 02.1, 02.2, 03.0, 04.0, 04.1 en 04.2, worden ingevuld, uitgegeven of geregistreerd volgens de voorschriften van de Dienst.

Naast het gedrukte document moet de in de artikelen 4 en 8 bedoelde aangever een elektronisch document bij zijn aangifte voegen en aan de Dienst overmaken. Deze documenten moeten voldoen aan de voorschriften van de Dienst. »

Art. 4. Artikel 11, § 3, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"§ 3. De aangever mag gebruik maken van een afschrift van bovenvermelde toepassing in een persoonlijke omgeving die onafhankelijk is van degene die ter beschikking wordt gesteld op het Internet. Het afschrift is verkrijgbaar op diskette, mits schriftelijke aanvraag bij de Dienst, of via een bestandsoverdrachtsmiddel dat ter beschikking wordt gesteld op het Internet."

Art. 5. De bij hetzelfde besluit gevoegde aangifteformulieren 01.0, 02.0, 02.1, 02.2, 03.0, 04.0, 04.1 en 04.2 worden vervangen door de bij dit besluit gevoegde aangifteformulieren.

Art. 6. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

Bijlagen

FORMULIER 01.0

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUEDELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET GEMEENRECHTELIJKE STELSEL

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :

Datum waarop de aangifte wordt verzonden :

De aangifte, behoorlijk aangevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet gezonden worden aan de op dit formulier vermelde dienst op 10 januari van het jaar na het aanslagjaar, d.w.z. uiterlijk op

Datum waarop de aangifte in ontvangst wordt genomen :

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Naam en handtekening
van de ambtenaar van niveau 1
van de Directie Economische Middelen

Opmerkingen :

DOOR DE AANGEVER IN TE VULLEN

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel-nummer :

Fax-nummer :

II. LOCALISATIE VAN DE AFVALSTOFFEN

Terrein gelegen te :

Kadastraal bekend sectie(s) nr. :

.....

Geplande datum voor de voltooiing van de saneringswerken (1), volgens het plan dat goedgekeurd is op (1)

Opmerkingen :

III. BESCHRIJVING VAN DE AFVALSTOFFEN

Aard en code (2) van de afvalstoffen :

Geraamde totale hoeveelheid afvalstoffen : m³**IV. AANTAL BIJLAGE(N) :**

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat deze aangifte, met inbegrip van de bijgaande documenten, waar en oprecht is en dat ze kan dienen voor de vaststelling van het bedrag van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen onder het gemeenrechtelijke stelsel.

Opgemaakt op

Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever

te

(1) In voorkomend geval invullen

(2) Reglementaire grondslag : besluit van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus (B.S : 30/07/1997)

FORMULIER 02.0

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

MAANDELIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUDELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STELSEL VAN DE ERKENDE UITBATER

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :

Datum waarop de aangifte wordt verzonden :

De aangifte, behoorlijk aangevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet gezonden worden aan de op dit formulier vermelde dienst op de twintigste dag van de maand na het einde van de maand van de aangifte, d.w.z. uiterlijk op

Datum waarop de aangifte in ontvangst wordt genomen :

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Naam en handtekening
van de ambtenaar van niveau 1
van de Directie Economische Middelen

Opmerkingen :

IN TE VULLEN DOOR DE AANGEVER

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel-nummer :

Fax-nummer :

E-mail :

II. REFERENTIEPERIODE

De vakjes aankruisen die overeenstemmen met de dagen waarop geen afvalaanvoer is geregistreerd.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
 25 26 27 28 29 30 31

III. BEDRAG VAN DE VERSCHULDIGDE BELASTING

..... (bedrag en devies in letters)

..... (bedrag en devies in cijfers).

De bedragen moeten worden opgegeven in euro of in Belgische frank, naar keuze.

IV. DOCUMENTEN

GEDRUKTE DOCUMENTEN

FORMULIER 02.1

Aantal bladzijden :.....

ELEKTRONISCHE DOCUMENTEN

FORMULIER 02.2

Aantal bestanden :.....

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat deze aangifte, met inbegrip van de bijgaande gedrukte en elektronische documenten, waar en oprecht is en dat ze kan dienen voor de vaststelling van het bedrag van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen onder het stelsel van de erkende uitbater.

Bij deze aangifte voeg ik genummerde bijlage(n).

Opgemaakt te
op

Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever

FORMULIER 02.1

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

MAANDELIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STELSEL VAN DE ERKENDE UITBATER

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

GEDRUKT DOCUMENT

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :

Opmerkingen :

IN TE VULLEN DOOR DE AANGEVER

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel-nummer :

Fax-nummer :

II. REFERENTIEPERIODE

Jaar :

Maand :

De maanden moeten van 01 tot 12 genummerd worden.

III. BESCHRIJVING VAN HET GEDRUKTE DOCUMENT

- | | |
|---|------------|
| 1. Lijst van de producenten : | blz. |
| 2. Lijst van de ophalers : | blz. |
| 3. Lijst van de vervoerders : | blz. |
| 4. Lijst van de exploitanten : | blz. |
| 5. Lijst van de verzendplaatsen : | blz. |
| 6. Lijst van de aanvoerplaatsen : | blz. |
| 7. Syntheselijst van de vervoerde afval : | blz. |
| 8. Recapitulerende lijst van de afvalbelastingen en -hoeveelheden : | blz. |

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat dit gedrukte document, waar en oprecht is.
Opgemaakt op
te Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever

FORMULIER 02.2

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

MAANDELIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUDELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STELSEL VAN DE ERKENDE UITBATER

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

ELEKTRONISCH DOCUMENT

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :

Opmerkingen :

IN TE VULLEN DOOR DE AANGEVER

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel-nummer :

Fax-nummer :

II. REFERENTIEPERIODE

Jaar :

Maand :

De maanden moeten van 01 tot 12 genummerd worden.

III. BESCHRIJVING VAN HET GEDRUKTE DOCUMENT

Het gepaste vak aankruisen

1. Toepassing Internet 2. E-Mail 3. Diskette(s)

Als 2 wordt aangekruist, gelieve hierna uw E-Mail-adres te vermelden :

Als 3 wordt aangekruist, gelieve hierna het aantal diskettes te vermelden :

Benaming van de bestanden

Aantal opnamen
(in geval van een aangiftebestand)

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat dit elektronische document, waar en oprecht is.
Opgemaakt op Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever
te

FORMULIER 03.0

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE HUISHOUDELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STRAFHEFFINGSSTELSEL

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :

Datum waarop de aangifte wordt verzonden:

De aangifte, behoorlijk aangevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet gezonden worden aan de op dit formulier vermelde dienst op 10 januari van het jaar na het aanslagjaar, d.w.z. uiterlijk op

Datum waarop de aangifte in ontvangst wordt genomen :

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Naam en handtekening
van de ambtenaar van niveau 1
van de Directie Economische Middelen

Opmerkingen :

DOOR DE GEMEENTE IN TE VULLEN

I. GEMEENTE (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

OWD-code :

Naam van de gemeente :

Adres van de gemeente :

Tel-nummer :

Fax-nummer :

E-mail :

II. REFERENTIEGEGEVENS

Aantal inwoners op 1 januari : inwoners.

Hoeveelheid ruwe huishoudelijke afval geproduceerd per inwoner in : kilogram.

Belastingvrije hoeveelheid (ton) : aantal inwoners x hoeveelheid art. 6bis van het decreet, of ton.

Belaste hoeveelheid (ton) : aantal inwoners x (werkelijke hoeveelheid - hoeveelheid art. 6bis), of ton.

III. BEDRAG VAN DE VERSCHULDIGDE BELASTING

De bedragen moeten opgegeven worden in euro of in Belgische frank, naar keuze.

Nota : het op te geven bedrag is 0 Bef of 0 Euro als de in art. 6bis van het decreet bedoelde hoeveelheid niet overschreden is.

..... (bedrag en devies in letters)

..... (bedrag en devies in cijfers).

Ondergetekenden verklaren hierbij dat deze aangifte, met inbegrip van de
bijgaande documenten, waar en oprecht is en dat ze kan dienen voor de vaststelling van het bedrag van de belasting op de huishoudelijke
afvalstoffen onder het strafheffingsstelsel. Bij deze aangifte voegen wij genummerde bijlage(n).

Opgemaakt te
op

Naam en handtekening van de Burgemeester en van de Gemeentesecretaris

FORMULIER 04.0

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STELSEL VAN DE ERKENDE OF GEREGISTREERDE OPHALER OF VERVOERDER

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :

Datum waarop de aangifte wordt verzonden :

De aangifte, behoorlijk aangevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet gezonden worden aan de op dit formulier vermelde dienst op de tiende dag van de maand na het einde van het aanslagjaar, d.w.z. uiterlijk op datum waarop de aangifte in ontvangst wordt genomen :

Visum
(Stempel OWD)

Datum

Naam en handtekening
van de ambtenaar van niveau 1
aan de Directie Economische Middelen

Opmerkingen :

IN TE VULLEN DOOR DE AANGEVER

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

OWD-code :

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel-nummer :

Fax-nummer :

E-mail :

II. REFERENTIEPERIODE

De vakjes aankruisen die overeenstemmen met de maanden waarin geen afvalaanvoer is geregistreerd.

01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12

III. BEDRAG VAN DE VERSCHULDIGDE BELASTING

..... (bedrag en devies in letters)

..... (bedrag en devies in cijfers).

De bedragen moeten opgegeven worden in euro of in Belgische frank, naar keuze.

IV. DOCUMENTEN**GEDRUKTE DOCUMENTEN**

FORMULIER 04.1

Aantal bladzijden :

ELEKTRONISCHE DOCUMENTEN

FORMULIER 04.2

Aantal bestanden :

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat deze aangifte, met inbegrip van de bijgaande gedrukte en elektronische documenten, waar en oprecht is en dat ze kan dienen voor de vaststelling van het bedrag van de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen onder het stelsel van de erkende of geregistreerde ophaler of vervoerder.

Bij deze aangifte voeg ik genummerde bijlage(n).

Opgemaakt te
op

Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever

FORMULIER 04.1

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUDELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STELSEL VAN DE ERKENDE OF GEREGISTREERDE OPHALER OF VERVOERDER

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

GEDRUKT DOCUMENT

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :
Opmerkingen :

IN TE VULLEN DOOR DE AANGEVER

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

OWD-code :

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel. :

Fax :

E-Mail :

II. REFERENTIEPERIODE

Jaar :

III. BESCHRIJVING VAN HET GEDRUKTE DOCUMENT

1. Lijst van de producenten : blz.
2. Lijst van de ophalers : blz.
3. Lijst van de vervoerders : blz.
4. Lijst van de exploitanten : blz.
5. Lijst van de verzendplaatsen : blz.
6. Lijst van de aanvoerplaatsen : blz.
7. Syntheselijst van de vervoerde afval : blz.
8. Recapitulerende lijst van de afvalbelastingen en -hoeveelheden : blz.

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat dit gedrukte document waar en oprecht is.
Opgemaakt op
te Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever

FORMULIER 04.2

Te vermelden in elke briefwisseling :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT :
OFFICE WALLON DES DECHETS (OWD) / DIRECTION DES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES

Tél. : 081/33.65.75

Fax : 081/33.65.22

E-Mail : dtr.owd.dgrne@mrw.wallonie.be

JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE NIET-HUISHOUDELIJKE AFVALSTOFFEN
ONDER HET STELSEL VAN DE ERKENDE OF GEREGISTREERDE OPHALER OF VERVOERDER

Decretale grondslag : Decreet van 25 juni 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen

ELEKTRONISCH DOCUMENT

VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Aanslagperiode :
Opmerkingen :

IN TE VULLEN DOOR DE AANGEVER

I. IDENTITEIT VAN DE AANGEVER (De aangever wordt uitgenodigd om de verkeerde gegevens recht te zetten)

OWD-code :

Naam of handelsnaam :

Adres :

BTW-nummer :

Tel. :

Fax :

II. REFERENTIEPERIODE

Jaar :

III. BESCHRIJVING VAN HET GEDRUKTE DOCUMENT

Het gepaste vak aankruisen

1. Toepassing Internet 2. E-Mail 3. Diskette(s)

Als 2 wordt aangekruist, gelieve hierna uw E-Mail-adres te vermelden :

Als 3 wordt aangekruist, gelieve hierna het aantal diskettes te vermelden :

Benaming van de bestanden

Aantal opnamen
(in geval van een aangiftebestand)

Ondergetekende,, verklaart hierbij dat dit elektronische document waar en oprecht is.
Opgemaakt op te Naam, hoedanigheid en handtekening van de aangever

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot vastlegging van de nadere regels voor de aangifte van de belasting op de afvalstoffen.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

F. 2000 — 3192

[C — 2000/27568]

**30 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993
portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, telle que modifiée, notamment l'article 12, 1^o et 2^o;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, tel que modifié;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la pêche, donné le 20 juin 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre dans les plus brefs délais certaines mesures dérogatoires plus particulièrement en faveur du lac de Neufchâteau qui ne bénéficie plus de celles-ci depuis le 1^{er} octobre 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions des articles 9, 3^o, et 10, 2^o, la pêche du gardon, du rotengle, des brèmes, du goujon, de la carpe, du carassin, de l'ablette commune, de la tanche, des corégones, de la truite fario et de la truite arc-en-ciel, pratiquée du bord de l'eau ou à partir d'un plancher de pêche ou d'une barque au moyen d'une ou deux lignes à main munies d'un seul hameçon simple, est autorisée entre le troisième samedi de mars et le vendredi qui précède le premier samedi de juin inclus, dans les canaux, cours d'eau navigables ou flottables de la partie septentrionale de la Région wallonne limitée par la Sambre et la Meuse en ce compris ces deux cours d'eau sur toute la longueur de leur cours.

La ou les deux lignes à main ne peuvent toutefois pas être munies des appâts ou leurres énumérés ci-après :

— poisson vivant ou mort, actionné ou non;

— cuillère et tout leurre artificiel, articulé ou non, susceptible de capturer des poissons voraces.

§ 2. Sans préjudice de dispositions d'ordre intérieur plus restrictives prises par les gestionnaires de ces pièces d'eau, les dispositions du précédent paragraphe sont également applicables aux lacs de Bütgenbach, Neufchâteau, Nisramont, Robertville, Suxy, Warfaaz, ainsi qu'aux lacs de l'Eau d'Heure, Falemprise, Féronval, Plate-Taille et Ry-Jaune.

De plus, dans ces lacs et par dérogation aux dispositions de l'article 10, 1^o, il est permis de pêcher tout poisson, à l'exception de la truite fario, de la truite arc-en-ciel, de l'omble chevalier, du saumon de fontaine et des corégones, du 1^{er} octobre au 31 décembre.

§ 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 9, 3^o, la pêche du goujon et du vairon est autorisée du troisième samedi de mars au vendredi qui précède le premier samedi de juin dans les canaux, cours d'eau et parties de cours d'eau non navigables ni flottables situés au sud du sillon Sambre et Meuse. »

Art. 2. Sont abrogés :

— l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 1995 autorisant la pêche de tous poissons, à l'exception de la truite, dans le lac de Neufchâteau, au moyens de deux lignes à main manœuvrées du bord de l'eau pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre des années 1995, 1996, 1997, 1998 et 1999;

— l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 1996 autorisant temporairement la pêche de tout poisson, à l'exception de la truite, du 1^{er} octobre au 31 décembre, dans les lacs de Bütgenbach et de Roberville;

— l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 1996 autorisant temporairement la pêche de tout poisson, à l'exception de la truite, du 1^{er} octobre au 31 décembre au cours des années 1996 à 2000, dans le lac de Warfaaz;

— l'arrêté ministériel du 29 septembre 1997 autorisant temporairement la pêche de tous poissons, sauf la truite, dans le lac de Vierre à Suxy;

— les articles 24*bis* et 35 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 3192

[C — 2000/27568]

**30. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993
zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei, in seiner abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 12, 1° und 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 20. Juni 2000 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la pêche » (Wallonischer hoher Rat für den Fischfang);

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, gewisse abweichende Maßnahmen unverzüglich zu treffen, insbesondere zugunsten des Sees von Neufchâteau, der seit dem 1. Oktober 2000 diese Maßnahmen nicht mehr in Anspruch nehmen kann;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 11 - § 1 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikeln 9, 3°, und 10, 2°, wird der Fang des Rotauges, der Rotfeder, des Bleis, des Gründlings, des Karpfens, der Karausche, des Ukeleis, der Schleie, des Renkens, der Bachforelle und der Regenbogenforelle, der anhand einer bzw. zwei mit einem einzigen einfachen Haken versehenen Angel(n) vom Ufer, von einer Fischerplattform oder von einem Boot aus ausgeübt wird, zwischen dem dritten Samstag im März und dem Freitag vor dem ersten Samstag im Juni einschließlich erlaubt, und zwar in den Kanälen, schiffbaren oder flößbaren Wasserläufen des nördlichen Teils der Wallonischen Region, der durch die Sambre und die Maas begrenzt ist, einschließlich dieser beiden Wasserläufe auf ihrer ganzen Länge.

Die Angel(n) kann (können) jedoch nicht mit den folgenden Lockspeisen oder künstlichen Ködern versehen werden:

— lebender oder toter, betätigter oder nicht betätigter Fisch;

— Spinner oder jeglicher künstliche bewegliche oder unbewegliche Köder, mit dem Raubfische gefangen werden können.

§ 2 - Unbeschadet von strengeren inneren Maßnahmen, die von den Verwaltern der Wasseroberflächen getroffen werden, finden die Bestimmungen des vorhergehenden Paragraphen ebenfalls Anwendung auf die Seen von Bütgenbach, Neufchâteau, Nisramont, Robertville, Suxy, Warfaaz sowie auf die Seen von Eau d'Heure, Falemprise, Féronval, Plate-Taille und Ry-Jaune.

In diesen Seen und in Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 10, 1°, wird es außerdem erlaubt, vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember Fische jeglicher Art mit Ausnahme der Bachforelle, der Regenbogenforelle, des Wandersaiblings, des Bachsaiblings und des Renkens zu fangen.

§ 3 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 9, 3°, wird der Fang des Gründlings und der Elritze vom dritten Samstag im März bis zum Freitag vor dem ersten Samstag im Juni in den Kanälen, nichtschiffbaren und nichtflößbaren Wasserläufen und Wasserläufabschnitten, die südlich des Sambre-und-Maas-Tals gelegen sind, erlaubt. »

Art. 2 - Folgendes wird aufgehoben:

— der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 1995, durch den der Fang aller Fische, mit Ausnahme der Forelle, im See von Neufchâteau, mit zwei Angeln vom Ufer aus während der Monate Oktober, November und Dezember der Jahre 1995, 1996, 1997, 1998 und 1999 erlaubt wird;

— der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 1996, durch den der Fang aller Fischarten, mit Ausnahme der Forelle, vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember in den Seen von Bütgenbach und Robertville zeitweilig erlaubt wird;

— der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 1996, durch den der Fang aller Fischarten, mit Ausnahme der Forelle, vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember der Jahre 1996 bis 2000 im See von Warfaaz zeitweilig erlaubt wird;

— der Ministerialerlass vom 29. September 1997, durch den der Fang aller Fischarten, mit Ausnahme der Forelle, im See Vierre in Suxy zeitweilig erlaubt wird;

— die Artikel 24bis und 35 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

—
VERTALING

N. 2000 — 3192

[C — 2000/27568]

30 NOVEMBER 2000

Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 12, 1° en 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 20 juni 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat sommige afwijkende maatregelen onverwijld genomen moeten worden in het bijzonder ten gunste van het meer van Neufchâteau dat deze niet meer geniet sinds 1 oktober 2000;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 11 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt gewijzigd door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikelen 9, 3°, en 10, 2°, wordt het vissen op blankvoorn, rietvoorn, brasems, riviergrondel, karper, kroeskarper, alver, zeelt, coregonidae, beekforel en regenboogforel, vanaf de oever of vanaf een visvloer of een boot met behulp van één of twee hengels met één gewone vishaak, toegelaten tussen de derde zaterdag van maart en de vrijdag vóór de eerste zaterdag van juni inbegrepen, in de kanalen, bevaarbare of vlotbare waterlopen in van het door de Samber en de Maas begrensde noordelijke gedeelte van het Waalse Gewest met inbegrip van die twee waterlopen over hun hele lengte.

De hengel(s) mag(mogen) echter niet voorzien zijn van het hiernavermelde aas of lokmiddel:

- levende of dode vis, al dan niet in beweging gebracht;
- lepel en elk namaaklokmiddel, al dan niet beweegbaar, waarbij vraatzuchtige vissen kunnen worden gevangen.

§ 2. Onverminderd strengere interne bepalingen die door de beheerders van die watermassa's zijn genomen, zijn de bepalingen van de vorige paragraaf ook van toepassing op de meren van Bütgenbach, Neufchâteau, Nisramont, Robertville, Suxy, Warfaaz, alsook op de meren van "l'Eau d'Heure", Falemprise, Féronval, Plate-Taille en Ry-Jaune.

In afwijking van de bepalingen van artikel 10, 1°, wordt het vissen op alle vissoorten bovendien toegestaan in die meren vanaf 1 oktober tot 31 december, met uitzondering van het vissen op beekforel, regenboogforel, beekridder, bronforel en coregonae.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van artikel 9, 3°, wordt het vissen op riviergrondel en elrits toegelaten vanaf de derde zaterdag van maart tot de vrijdag vóór de eerste zaterdag van juni in de kanalen, waterlopen en niet-bevaarbare of -vlotbare waterloopgedeelten gelegen ten zuiden van de Samber-Maaslijn. »

Art. 2. Opgeheven worden :

— het besluit van de Waalse Regering van 7 september 1995 waarbij het gemachtigd is alle vissen te vangen, de forel uitgezonderd, in het meer van Neufchâteau bij middel van twee hengels vanaf de oevers tijdens de maanden oktober, november en december van de jaren 1995, 1996, 1997, 1998 en 1999;

— het besluit van de Waalse Regering van 26 september 1996 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, in de meren van Bütgenbach en Robertville, vanaf 1 oktober tot 31 december gemachtigd wordt;

— het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 1996 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, in het meer van Warfaaz vanaf 1 oktober tot 31 december tijdens de jaren 1996 tot 2000 tijdelijk gemachtigd wordt;

— het ministerieel besluit van 29 september 1997 waarbij het vissen op alle vissoorten, met uitzondering van de forel, tijdelijk toegelaten wordt in het meer van Vierre te Suxy;

— artikelen 24*bis* en 35 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden de visserij behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART



F. 2000 — 3193

[C — 2000/27566]

**30 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
approuvant le programme communal de développement rural
de la commune de Frasnes-lez-Anvaing**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du Conseil communal de Frasnes-lez-Anvaing du 15 mai 2000 approuvant le plan communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 14 juillet 2000;

Considérant que la commune de Frasnes-lez-Anvaing ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme de développement rural de la commune de Frasnes-lez-Anvaing est approuvé à la date de sa signature et pour une période prenant fin le 31 décembre 2010.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre de la Ruralité.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé au maximum à 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

—————
ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 3193

[C — 2000/27566]

**30. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung
der Gemeinde Frasnes-lez-Anvaing**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 1 § 3;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderats von Frasnes-lez-Anvaing vom 15. Mai 2000 zur Genehmigung des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des am 14. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Frasnes-lez-Anvaing nicht in der Lage ist, die Kosten der notwendigen Anschaffungen und Arbeiten alleine zu tragen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Das gemeindliche Programm für ländliche Entwicklung der Gemeinde Frasnes-lez-Anvaing wird am Tag seiner Unterzeichnung und für einen am 31. Dezember 2010 ablaufenden Zeitraum genehmigt.

Art. 2 - Der Gemeinde dürfen Zuschüsse für die Durchführung ihrer Aktion zur ländlichen Entwicklung gewährt werden.

Art. 3 - Diese Zuschüsse werden im Rahmen der jährlich zu diesem Zweck verfügbaren Haushaltsmittel und unter den vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die ländliche Entwicklung gehört, durch Vereinbarung festgelegten Bedingungen gewährt.

Art. 4 - Der Bezuschussungssatz wird auf 80 % der für die Durchführung der Maßnahmen notwendigen Kosten der Anschaffungen und Arbeiten, einschließlich der Nebenkosten, festgesetzt.

Art. 5 - Die gemäß der geltenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen vorgesehenen Zuschüsse sind von der Gemeinde zu beantragen.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die ländliche Entwicklung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung wirksam.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

N. 2000 — 3193

[C — 2000/27566]

**30 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van het gemeentelijke programma voor plattelandsontwikkeling
van de gemeente Frasnes-lez-Anvaing**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 6 juni 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1991 betreffende de plattelandsontwikkeling;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van Frasnes-lez-Anvaing van 15 mei 2000 waarbij het gemeentelijke programma voor plattelandsontwikkeling werd goedgekeurd;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening van 14 juli 2000;

Overwegende dat de gemeente Frasnes-lez-Anvaing de kosten van de nodige aanschaffingen en werkzaamheden niet alleen kan dragen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Het gemeentelijke programma voor plattelandsontwikkeling van de gemeente Frasnes-lez-Anvaing wordt goedgekeurd op de datum van zijn ondertekening en voor een periode die op 31 december 2010 eindigt.

Art. 2. De gemeente kan toelagen verkrijgen om haar programma voor plattelandsontwikkeling uit te voeren.

Art. 3. Deze toelagen worden verleend binnen de perken van de daartoe jaarlijks beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden die bij overeenkomst vastgesteld zijn door de Minister van Landelijke Aangelegenheden.

Art. 4. De toelagen bedragen hoogstens 80 % van de kosten van de aanschaffingen en werkzaamheden die nodig zijn om het programma uit te voeren, bijkomende kosten inbegrepen.

Art. 5. De gemeente moet de toelagen overeenkomstig de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen aanvragen.

Art. 6. De Minister van Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking op de dag van de ondertekening ervan.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART



F. 2000 — 3194 (2000 — 3078)

[C — 2000/27567]

**16 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du
29 avril 1999 affectant des moyens financiers au « Fonds social pour la Promotion de l'Emploi dans les
Entreprises de Travail adapté ». — Errata**

L'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 5 décembre 2000, à la page 40722, doit être daté du 16 novembre 2000 au lieu du 8 novembre 2000.

Le onzième alinéa du préambule doit se lire comme suit : « Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2000; ».

VERTALING

N. 2000 — 3194 (2000 — 3078)

[C — 2000/27567]

**16 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van
29 april 1999 tot toekenning van geldmiddelen aan het « Sociaal fonds voor de bevordering van de
tewerkstelling in de bedrijven voor aangepast werk ». — Errata**

De datum van het bovenvermelde besluit, bekendgemaakt op blz. 40722 van het *Belgisch Staatsblad* van 5 december 2000, is 16 november 2000 in plaats van 8 november 2000.

Het elfde lid van de aanhef dient als volgt te worden gelezen : « Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2000; ».

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[2000/11366]

**Kabinet van de Minister van Economie
en Wetenschappelijk Onderzoek. — Ontslag**

Bij koninklijke besluiten van 27 april 2000 werd vanaf 4 april 2000 's avonds, eervol ontslag verleend aan :

- de heer Mettens, Philippe, adjunct-kabinetschef van de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek;
- Mevr. Basecq, Marianne, kabinetschef van de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek;
- de heer Demeyere, Frank, adjunct-kabinetschef van de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek.

[2000/11480]

Gastoestellen. — Verbod tot het in de handel brengen

Ministeriële besluiten van 20 november 2000 genomen krachtens het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen, verbieden het in de handel brengen en het in gebruik nemen van de hierna vermelde gastoestellen :

PR/001-0074-05 :

Warmeluchtkanon op LPG
AXE ASTRO 30 A

PR/003-0041-05 :

Niet huishoudelijk draagbaar verwarmingstoestel op LPG
ALSOGAS LUX A SECURITE

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[2000/11366]

**Cabinet du Ministre de l'Economie
et de la Recherche scientifique. — Démission**

Par arrêtés royaux du 27 avril 2000, démission honorable de ses fonctions a été accordée le 4 avril 2000 au soir à :

- M. Mettens, Philippe, chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique;
- Mme Basecq, Marianne, chef de cabinet du Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique;
- M. Demeyere, Frank, chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique.

[2000/11480]

Appareils à gaz. — Interdiction de mise sur le marché

Les arrêtés ministériels du 20 novembre 2000 pris en vertu de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz, interdisent la mise sur le marché et la mise en service des appareils à gaz ci-après :

PR/001-0074-05 :

Canon à air chaud au GPL
AXE ASTRO 30 A

PR/003-0041-05 :

Appareil de chauffage portatif non domestique au GPL
ALSOGAS LUX A SECURITE

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

[2000/14269]

10 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit houdende machtiging tot de afschaffing van overwegen nrs. 54 en 55 op de spoorlijn 86 : De Pinte — Vertakking Basècles te Oudenaarde (Heurne) mits het aanleggen van een langsweg naar overweg nr. 52 waartoe, onverminderd de wetten op de ruimtelijke ordening, toestemming wordt verleend

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende de tolgeden en politiereglementen op de spoorwegen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 27 mei 1870 houdende de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigening ten algemene nutte, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende de oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, inzonderheid op artikel 1bis, vervangen door de wet van 21 maart 1991;

Overwegende dat het in het belang van de veiligheid van het trein- en wegverkeer en van een vlotte spoorexploitatie aangewezen is de overwegen op de lijn 86 De Pinte — Vertakking Basècles af te schaffen en dat overwegen nrs. 54 en 55 wegens hun aard en ligging hiervoor prioritair in aanmerking komen;

Overwegende dat de aanleg van een langsweg naar overweg nr. 52 vanuit technisch, stedenbouwkundig en financieel oogpunt de best passende oplossing vormt voor eventuele verkeersproblemen, veroorzaakt door de afschaffing van overwegen nrs. 54 en 55;

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[2000/14269]

10 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal autorisant la suppression des passages à niveau n^{os} 54 et 55 de la ligne ferrée 86 : De Pinte — Embranchement Basècles à Audenaarde (Heurne) moyennant l'établissement d'un chemin latéral vers le passage à niveau n^o 52, pour lequel, sans préjudice des lois sur l'aménagement du territoire, l'autorisation est accordée

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et règlements de police sur les chemins de fer, notamment l'article 2;

Vu la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 1^{er};

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges notamment l'article 1^{er}bis, remplacé par la loi du 21 mars 1991;

Considérant que, dans l'intérêt de la sécurité du trafic tant ferroviaire que routier et d'une exploitation ferrée fluide, il est indiqué de supprimer les passages à niveau de la ligne 86 De Pinte — Embranchement Basècles et que les passages à niveau n^{os} 54 et 55 de par leur nature et leur situation entrent prioritairement en ligne de compte;

Considérant que d'un point de vue technique, d'aménagement rural et financier, l'établissement d'un chemin latéral vers le passage à niveau n^o 52 est la solution la mieux appropriée aux éventuels problèmes causés par la suppression des passages à niveau n^{os} 54 et 55;

Overwegende dat de werken, beschreven in het plan nr. 30-3228-0860-061.350-001 (aangepaste versie van 12 mei 2000) dat het in openbaar onderzoek gestelde plan nr. 30-3228-0860-061.350-001 (versie van 19 december 1997) wijzigt ten einde met de ingediende opmerkingen rekening te houden, aan het gestelde doel beantwoorden;

Overwegende dat de percelen, aangeduid op het plan nr. 30-3228-0860-061.350-002, het in openbaar onderzoek gestelde plan nr. T3-0860-061.350-01 wijzigt ten einde met de ingediende bezwaren rekening te houden;

Op de voordracht van Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is gemachtigd tot de afschaffing van overwegen nrs. 54 en 55 op de lijn 86 De Pinte — Vertakking Basècles te Oudenaarde (Heurne) mits het aanleggen van een langsweg naar overweg nr. 52 zoals aangegeven op het plan nr. 30-3228-0860-061.350-001 (aangepaste versie van 12 mei 2000), gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

Considérant que les parcelles reprises au plan n° 30-3228-0860-061.350-001 (version adaptée du 12 mai 2000), modifient le plan n° 30-3228-0860-061.350-001 (version du 19 décembre 1997), établi après enquête publique, afin de rencontrer les objections formulées;

Considérant que les parcelles reprises au plan n° 30-3228-0860-061.350-002 modifient le plan n° T3-0860-061.350-01 établi après enquête publique, afin de tenir compte des objections formulées;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Mobilité et des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Société nationale des Chemins de fer belges est autorisée à supprimer les passages à niveau nos 54 et 55 de la ligne 86 De Pinte — Embranchement Basècles à Audenaarde (Heurne) moyennant l'établissement d'un chemin latéral vers le passage à niveau n° 52 tel qu'indiqué au plan n° 30-3228-0860-061.350-001 (version adaptée du 12 mai 2000), annexé au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre de la Mobilité et des Transports est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

[C – 2000/14274]

22 NOVEMBER 2000. — Ministerieel besluit houdende benoeming van vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties bij het Comité Overheidsbedrijven

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en de Minister van Mobiliteit en Vervoer,

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid artikel 31, § 6, alinea's 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1995 tot vaststelling van de bevoegdheden inzake postdiensten, telecommunicatie en vervoer, inzonderheid artikel 2, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1997 betreffende de samenstelling en de werking van het Comité Overheidsbedrijven, inzonderheid artikel 11, § 2, alinea's 1, 3°, en 2 tot 4;

Gelet op de voorstellen van de Algemene Centrale der Openbare Diensten,

Besluit :

Artikel 1. Mevr. D. Caudron, is benoemd tot werkend lid van het Comité Overheidsbedrijven, ter vervanging van de heer J. Verbruggen, wiens mandaat zij zal voleindigen.

Art. 2. De heer R. Vens, is benoemd tot plaatsvervangend lid van het Comité Overheidsbedrijven, in vervanging van de heer C. Demunter, wiens mandaat hij zal voltooien.

Art. 3. Mevr. J. Peeters is benoemd tot plaatsvervangend lid van het Comité Overheidsbedrijven, ter vervanging van Mevr. A. De Landtsheer, wiens mandaat zij zal voltooien.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 22 november 2000.

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven,
R. DAEMS

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

[C – 2000/14274]

22 NOVEMBRE 2000. — Arrêté ministériel portant nomination de représentants des organisations syndicales représentatives auprès de la Commission Entreprises publiques

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises publiques et le Ministre de la Mobilité et des Transports,

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 31, § 6, alinéas 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1995 fixant les compétences en matière de services postaux, de télécommunications et de transport, notamment l'article 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1997 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Entreprises publiques, notamment l'article 11, § 2, alinéas 1^{er}, 3°, et 2 à 4;

Vu les propositions de la Centrale générale des Services publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Mme D. Caudron est nommée membre effectif de la Commission Entreprises publiques, en remplacement de M. J. Verbruggen, dont elle achèvera le mandat.

Art. 2. M. R. Vens, est nommé membre suppléant de la Commission Entreprises publiques, en remplacement de M. C. Demunter, dont il achèvera le mandat.

Art. 3. Mme J. Peeters est nommée membre suppléant de la Commission Entreprises publiques, en remplacement de Mme A. De Landtsheer, dont elle achèvera le mandat.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 novembre 2000.

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises publiques,
R. DAEMS

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

[2000/14273]

**Bestuur van het Wegverkeer en Infrastructuur
Mandaten**

Bij ministerieel besluit van 9 november 2000 werden met ingang van 1 februari 2001 tot commissaris van de beroepscommissie benoemd, voor een termijn van twee jaar :

- de Heer Carton de Tournai, Philippe, vrederechter te Hoei;
- Mevr. Delange, Marie-Claire, emeritus politierechter;
- de heer Dockx, Karel, emeritus politierechter;
- de heer Verlinden, Herman, politierechter te Leuven;
- de heer Weber, Oswald, vrederechter te Sankt Vith.

Bij hetzelfde besluit worden de heer Karel Dockx en de heer Philippe Carton de Tournai respectievelijk aangesteld als voorzitter en vice-voorzitter van de beroepscommissie.

[2000/14278]

Erkenningen van scholen voor het besturen van motorvoertuigen

Bij toepassing van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen heeft de Minister van Mobiliteit en Vervoer, het volgende erkenningsbewijs afgeleverd :

Stamnummer	1. Exploitant 2. Naam van de school 3. Administratieve zetel	I. Vaste bedrijfszetel II. Intermitterende bedrijfszetel	Datum van de erkenning van de zetel	Nr. van de zetel
N° matricule	1. Exploitant 2. Dénomination de l'école 3. Siège administratif	I. Siège permanent II. Siège intermittent	Date d'agrément du siège	N° du siège
2361	1. S.P.R.L. L'Auto-Ecole 2. L'Auto-Ecole 3. rue de Herve 25 4030 Grivegnée	I. rue de Herve 25 4030 Grivegnée	26.09.2000	01

De administratieve zetel van de rijkschool « Brugge en de Kust », erkend onder het nummer 2112, is sedert 27 november 2000 gevestigd te 8400 Oostende, Vindictivelaan 19.

[2000/14273]

**Administration de la Circulation routière et de l'Infrastructure
Mandats**

Par arrêté ministériel du 9 novembre 2000 sont nommés commissaire de la commission de recours à partir du 1^{er} février 2001, pour un terme de deux ans :

- M. Carton de Tournai Philippe, juge de paix à Huy;
- Mme Delange, Marie-Claire, juge de police émérite;
- M. Docx, Karel, juge de police émérite;
- M. Verlinden, Herman, juge au tribunal de police de Louvain;
- M. Weber, Oswald, juge de paix à Sankt Vith.

Par le même arrêté M. Karel Docx et M. Philippe Carton de Tournai ont été désignés respectivement comme président et vice-président de la commission de recours.

[2000/14278]

Agréments des écoles de conduite de véhicules à moteur

Par application de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur, la Ministre de la Mobilité et des Transports a autorisé le brevet d'agrément suivant :

Le siège administratif de l'auto-école « Brugge en de Kust », agréée sous le numéro 2112, est situé depuis le 27 novembre 2000, à 8400 Oostende, Vindictivelaan 19.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/10091]

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 27 november 2000 wordt de heer Vandaele, L., met ingang van 1 december 2000, benoemd tot stagedoend gerechtelijk commissaris bij de centrale dienst voor de bestrijding van de corruptie die deel uitmaakt van het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Bij koninklijke besluiten van 5 december 2000 worden, met ingang van 1 september 2000, bevorderd tot gerechtelijk commissaris :

- de heer Cnockaert, J., gerechtelijk inspecteur bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout;
- de heer Van Eynde, I., gerechtelijk afdelingsinspecteur bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/10091]

Police judiciaire

Par arrêté royal du 27 novembre 2000, M. Vandaele, L., est nommé commissaire judiciaire stagiaire à l'office central pour la répression de la corruption qui fait partie du commissariat général de la police judiciaire près les parquets à partir du 1^{er} décembre 2000.

Par arrêtés royaux du 5 décembre 2000 sont promus commissaire à partir du 1^{er} septembre 2000 :

- M. Cnockaert, J., inspecteur judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Turnhout;
- M. Van Eynde, I., inspecteur judiciaire divisionnaire près le parquet du tribunal de première instance à Anvers.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée, sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[C – 2000/16316]

21 NOVEMBER 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 augustus 2000 tot vaststelling van beschermende maatregelen met betrekking tot de klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994, 20 december 1995, 23 maart 1998 en 5 februari 1999, inzonderheid het artikel 9bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1982, 31 januari 1990, 22 mei 1990, 14 juli 1995 en 31 oktober 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de veterinaire en zoötechnische controles die van toepassing zijn op het intracommunautaire handelsverkeer van sommige levende dieren en producten, inzonderheid het artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1995 betreffende de identificatie van varkens;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1995 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige varkensziekten;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 1999 betreffende de veterinaire rechtelijke voorschriften voor het intracommunautair verkeer van runderen en varkens;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 augustus 2000 tot vaststelling van beschermende maatregelen met betrekking tot de klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk;

Gelet op de beschikking 2000/651/EG van de Commissie van 19 oktober 2000 houdende tweede wijziging van beschikking 2000/528/EG tot vaststelling van beschermende maatregelen in verband met klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de evolutie van de klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk het aanpassen van de bijzondere tijdelijke maatregelen van toezicht op varkensbedrijven waar varkens afkomstig van het Verenigd Koninkrijk werden aangevoerd, dringend noodzakelijk maakt,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage bij het ministerieel besluit van 30 augustus 2000 tot vaststelling van beschermende maatregelen met betrekking tot de klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk, wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 21 november 2000.

J. GABRIELS

Bijlage bij het ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 augustus 2000 tot vaststelling van beschermende maatregelen met betrekking tot de klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk

Bijlage bij het ministerieel besluit van 30 augustus 2000 tot vaststelling van beschermende maatregelen met betrekking tot de klassieke varkenspest in het Verenigd Koninkrijk

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[C – 2000/16316]

21 NOVEMBRE 2000. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 30 août 2000 concernant certaines mesures de protection relatives à la peste porcine classique au Royaume-Uni

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994, 20 décembre 1995, 23 mars 1998 et 5 février 1999, notamment l'article 9bis;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1982, 31 janvier 1990, 22 mai 1990, 14 juillet 1995 et 31 octobre 1996;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté royal du 15 février 1995 relatif à l'identification des porcs;

Vu l'arrêté royal du 15 février 1995 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de porcs à déclaration obligatoire;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1999 relatif aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires de bovins et de porcins;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2000 concernant certaines mesures de protection relatives à la peste porcine classique au Royaume-Uni;

Vu la décision 2000/651/CE de la Commission du 19 octobre 2000 modifiant pour la deuxième fois la décision 2000/528/CE concernant certaines mesures de protection relatives à la peste porcine classique au Royaume-Uni;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'évolution de la peste porcine classique au Royaume-Uni rend urgente l'adaptation des mesures spéciales temporaires en vue de la surveillance dans les exploitations porcines où des porcs ont été introduits en provenance du Royaume-Uni,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe à l'arrêté ministériel du 30 août 2000 concernant certaines mesures de protection relatives à la peste porcine classique au Royaume-Uni, est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 novembre 2000.

J. GABRIELS

Annexe à l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 30 août 2000 concernant certaines mesures de protection relatives à la peste porcine au Royaume-Uni

Annexe à l'arrêté ministériel du 30 août 2000 concernant certaines mesures de protection relatives à la peste porcine au Royaume-Uni.

Delen van het Verenigd Koninkrijk waarvoor verbodsbepalingen gelden in verband met de klassieke varkenspest:

De Graafschappen :

- NORFOLK
- SUFFOLK

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 november 2000.

De Minister van Landbouw en Middenstand,
J. GABRIELS

Parties du territoire du Royaume-Uni soumises à des interdictions en rapport avec la peste porcine classique :

Les Comtés de :

- NORFOLK
- SUFFOLK

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 novembre 2000.

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes Moyennes,
J. GABRIELS

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2000/03745]

**Administratie van het kadaster,
de registratie en de domeinen
Sector kadaster. — Mutaties**

Bij besluit van 27 november 2000, worden de hiernavermelde eerstaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur bij de administratie van het kadaster, titularissen van een betrekking waaraan de functie van dienstchef niet verbonden is, op hun verzoek, met ingang van 1 september 2000, gemuteerd naar de betrekkingen van eerstaanwezend inspecteur bij een fiscaal bestuur, dienstchef, vermeld tegenover hun naam.

MINISTERE DES FINANCES

[2000/03745]

**Administration du cadastre,
de l'enregistrement et des domaines
Secteur cadastre. — Mutations**

Par arrêté du 27 novembre 2000, les inspecteurs principaux d'administration fiscale à l'administration du cadastre, titulaires d'un emploi auquel la fonction de chef de service n'est pas attachée, mentionnés ci-après, sont mutés, à leur demande, à partir du 1er septembre 2000, vers les emplois d'inspecteurs principaux d'administration fiscale, chef de service, indiqués en regard de leur nom.

Naam en beginletters der voornamen — Nom et initiales des prénoms 1	a) Standplaats — Résidence b) Directie — Direction	
	Huidige — Actuelle 2	Nieuwe — Nouvelle 3
De Baere, Geert E.M.	a) Sint-Niklaas 1 Saint-Nicolas 1 b) Oost-Vlaanderen Flandre Orientale	a) Sint-Niklaas Saint-Nicolas b) Oost-Vlaanderen Flandre Orientale
Salens, Patrick D.C.	a) Brugge 2 Bruges 2 b) West-Vlaanderen Flandre Occidentale	a) Kortrijk Courtrai b) West-Vlaanderen Flandre Occidentale
Gijsels, Robert S. J.-M. C.	a) Brussel 3 Bruxelles 3 b) Brabant	a) Directie Direction b) Brabant
Devaere, Antoon L.P.M.	a) Eeklo 1 b) Oost-Vlaanderen Flandre Orientale	a) Turnhout b) Antwerpen Anvers

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2000/22836]

Rijksdienst voor pensioenen. — Personeel. — Mobiliteit

Bij besluit van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen van 23 oktober 2000, wordt Mevr. Linda Roosens, geschoold werkmans bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België), met ingang van 1 juli 2000, overgeplaatst naar de Rijksdienst voor pensioenen in een vacante betrekking van klerk in het Nederlandse taalkader.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2000/22836]

Office national des pensions. — Personnel. — Mobilité

Par décision du Comité de gestion de l'Office national des pensions du 23 octobre 2000, Mme Linda Roosens, ouvrier qualifié auprès des services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles (Musées Royaux des Beaux-Arts de Belgique), est transférée à l'Office national des pensions, dans un emploi de commis vacant au cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 2000.

Bij besluit van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen van 28 augustus 2000, wordt Mevr. Hilde Bogaert, klerk bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, met ingang van 3 juli 2000, overgeplaatst naar de Rijksdienst voor pensioenen in een vacante betrekking van klerk in het Nederlandse taalkader.

Par décision du Comité de gestion de l'Office national des pensions du 28 août 2000, Mme Hilde Bogaert, commis auprès de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, est transférée à l'Office national des pensions, dans un emploi de commis vacant au cadre linguistique néerlandais, à partir du 3 juillet 2000.

Bij besluit van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen van 23 oktober 2000, wordt Mevr. Ann Demol, klerk bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met ingang van 1 september 2000, overgeplaatst naar de Rijksdienst voor pensioenen in een vacante betrekking van klerk in het Nederlands taalkader.

Bij besluit van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen van 23 oktober 2000, wordt Mevr. Anne D'Hellemme, klerk bij de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, met ingang van 1 oktober 2000, overgeplaatst naar de Rijksdienst voor pensioenen in een vacante betrekking van klerk in het Franse taalkader.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

[2000/22837]

**Rijksdienst voor sociale zekerheid
Personeel. — Mobiliteit**

Bij besluit van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van 27 oktober 2000 wordt Mevr. Veerle Van Cutsem, paramedicus 26F bij de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met ingang van 1 oktober 2000, overgeplaatst naar de Rijksdienst voor sociale zekerheid in een vacante betrekking van paramedicus 26F in het Nederlandse taalkader.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

[2000/22840]

Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. — Personeel. — Benoeming van een financieel inspecteur

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 2000, wordt Mevr. Josiane Debaille, met ingang van 15 maart 2000, met datum van ranginneming op 15 maart 1999, benoemd in de graad van financieel inspecteur, in het Franse taalkader, bij de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

[2000/22841]

Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. — Personeel. — Benoeming van een stagedoend financieel inspecteur

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 2000, wordt de heer Stefaan Clement, met ingang van 1 september 2000, benoemd in de graad van stagedoend financieel inspecteur, in het Nederlandse taalkader, bij de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

Par décision du Comité de gestion de l'Office national des pensions du 23 octobre 2000, Mme Ann Demol, commis auprès de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est transférée à l'Office national des pensions, dans un emploi de commis vacant au cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} septembre 2000.

Par décision du Comité de gestion de l'Office national des pensions du 23 octobre 2000, Mme Anne D'Hellemme, commis auprès du Conseil de l'économie, est transférée à l'Office national des pensions, dans un emploi de commis vacant au cadre linguistique français, à partir du 1^{er} octobre 2000.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

[2000/22837]

**Office national de sécurité sociale
Personnel. — Mobilité**

Par décision du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale du 27 octobre 2000, Mme Veerle Van Cutsem, assistant médical 26F auprès de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité, est transférée à l'Office national de sécurité sociale, dans un emploi d'assistant médical 26F vacant au cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} octobre 2000.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2000/22840]

Office de contrôle des mutualités et des unions nationales des mutualités. — Personnel. — Nomination d'un inspecteur financier

Par arrêté royal du 27 octobre 2000, Mme Josiane Debaille, est nommée en qualité d'inspecteur financier au cadre linguistique français, auprès de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, à partir du 15 mars 2000, avec date de prise de rang au 15 mars 1999.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

[2000/22841]

Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités. — Personnel. — Nomination d'un inspecteur financier stagiaire

Par arrêté royal du 27 octobre 2000, M. Stefaan Clement, est nommé en qualité d'inspecteur financier stagiaire au cadre linguistique néerlandais, auprès de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, à partir du 1^{er} septembre 2000.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

[2000/22874]

Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 28 november 2000 wordt de heer Opsomer, Pierre, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, met ingang van 1 augustus 2001, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

De heer Opsomer, Pierre, is ertoe gerechtigd, met ingang van 1 augustus 2001, zijn aanspraken op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

[2000/22874]

Démission honorable

Par arrêté royal du 28 novembre 2000 il est accordé à M. Opsomer, Pierre, conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, démission honorable de ses fonctions le 1^{er} août 2001.

M. Opsomer, Pierre, est autorisé à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à partir du 1^{er} août 2001, et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[2000/01063]

Erkenning als beveiligingsonderneming in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999. — Vernieuwing

Bij ministerieel besluit van 16 oktober 2000 wordt de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming verleend aan de volgende onderneming voor een periode van vijf jaar :

De heer Meyer, Manfred, die zijn activiteiten uitoefent onder de benaming « Elektro Meyer », gevestigd te 4784 Sankt Vith, Ober-Emmels 19, onder het nummer 20 0791 45.

Dit besluit heeft uitwerking vanaf 24 juli 2000.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2000/01063]

Agrément comme entreprise de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifiée par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999. — Renouvellement

Par arrêté ministériel du 16 octobre 2000 le renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité est accordé à l'entreprise suivante pour une période de cinq ans :

M. Meyer, Manfred, exerçant ses activités sous la dénomination « Elektro Meyer », établie Ober-Emmels 19, à 4784 Sankt Vith, sous le numéro 20 0791 45.

Cet arrêté produit ses effets le 24 juillet 2000.

ÜBERSETZUNG**MINISTERIUM DES INNERN**

[2000/01063]

Zulassung als Sicherheitsunternehmen in Anwendung von Artikel 4 des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1997 und 9. Juni 1999 — Erneuerung

Durch Ministeriellen Erlaß vom 16. Oktober 2000 wird folgendem Unternehmen die Erneuerung der Zulassung als Sicherheitsunternehmen für einen Zeitraum von 5 Jahren gewährt:

Herrn Meyer, Manfred, der sein Gewerbe unter der Firma «Elektro Meyer» mit Sitz in 4784 Sankt Vith, Ober-Emmels 19, unter der Nummer 20 0791 45 ausübt.

Dieser Erlaß wird mit 24. Juli 2000 wirksam.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 2000/12887]

Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

Adviescommissie met het oog op het bekomen van bepaalde afwijkingen inzake conventioneel brugpensioen

Bij ministerieel besluit van 8 november 2000, dat in werking treedt met ingang van 1 oktober 2000, wordt de heer Arnout DE KOSTER, te Schaarbeek, als vertegenwoordiger van een werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van de Adviescommissie met het oog op het bekomen van bepaalde afwijkingen inzake conventioneel brugpensioen, ter vervanging van de heer Jan VAN HOLM, te Haacht, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 2000, dat in werking met ingang van 1 september 2000, wordt de heer Ludo GEYS, te Schilde, als vertegenwoordiger van een werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, ter vervanging van de heer Jaak VANDER ELST, te Dilbeek, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 2000/12887]

Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

Commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle

Par arrêté ministériel du 8 novembre 2000, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2000, M. Arnout DE KOSTER, à Schaarbeek, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Commission consultative en vue de l'obtention de certaines dérogations en matière de prépension conventionnelle, en remplacement de M. Jan VAN HOLM, à Haacht, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé

Par arrêté royal du 27 octobre 2000, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 2000, M. Ludo GEYS, à Schilde, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, en remplacement de M. Jaak VANDER ELST, à Dilbeek, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

*Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen
van Oost-Vlaanderen*

Bij koninklijk besluit van 7 november 2000, dat in werking treedt op 14 november 2000, worden de heren Jacques VRANCX, te Geraardsbergen, en Jonny GOESSENS, te Zottegem, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van het Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen, respectievelijk ter vervanging van Mevr. Marie-Jeanne ROLAND, te Sint-Martens-Latem, en de heer Fernand DE JAEGER, te Zelzate, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

Paritair Comité voor de bedienden der metaalfabrikatennijverheid

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 2000, dat in werking treedt op 14 november 2000, wordt Mevr. Kristien MERCKX, te Antwerpen, als vertegenwoordigster van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor de bedienden der metaalfabrikatennijverheid, ter vervanging van de heer Alex TOCK, te Schelle, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het groefbedrijf

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 2000, dat in werking treedt op 14 november 2000, wordt de heer Ivo BERTI, te Rebecq, als vertegenwoordiger van een werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor het groefbedrijf, ter vervanging van de heer Pierre TROCH, te Lasne, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de beursvennootschappen

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 2000, dat in werking treedt op 14 november 2000, wordt de heer Jacques VAN CAPPELEN, te Sint-Jans-Molenbeek, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor de beursvennootschappen, ter vervanging van de heer Pierre TIMMERMANS, te Sint-Lambrechts-Woluwe, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

[2000/12942]

**7 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit
houdende benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken
Erratum**

Belgisch Staatsblad nr. 233 van zaterdag 2 december 2000, pagina 40596, in de Nederlandse tekst :

In plaats van :

« **Art. 7.** Tot werkend rechter in sociale zaken bij de arbeidsrechtbank te Doornik wordt benoemd :

als werknemer-arbeider :

de heer Coquerelle, Christophe te Velaines.

dient te worden gelezen :

« **Art. 7.** Tot werkend rechter in sociale zaken bij de arbeidsrechtbank te Doornik wordt benoemd :

als werkgever :

de heer Coquerelle, Christophe te Velaines.

*Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles
de la Flandre orientale*

Par arrêté royal du 7 novembre 2000, qui entre en vigueur le 14 novembre 2000, MM. Jacques VRANCX, à Grammont, et Jonny GOESSENS, à Zottegem, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres suppléants de la Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale, en remplacement respectivement de Mme Marie-Jeanne ROLAND, à Sint-Martens-Latem, et M. Fernand DE JAEGER, à Zelzate, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

Commission paritaire pour employés des fabrications métalliques

Par arrêté royal du 27 octobre 2000, qui entre en vigueur le 14 novembre 2000, Mme Kristien MERCKX, à Anvers, est nommée, en qualité de représentante d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire pour employés des fabrications métalliques, en remplacement de M. Alex TOCK, à Schelle, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire de l'industrie des carrières

Par arrêté royal du 27 octobre 2000, qui entre en vigueur le 14 novembre 2000, M. Ivo BERTI, à Rebecq, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Commission paritaire de l'industrie des carrières, en remplacement de M. Pierre TROCH, à Lasne, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les sociétés de bourse

Par arrêté royal du 27 octobre 2000, qui entre en vigueur le 14 novembre 2000, M. Jacques VAN CAPPELEN, à Molenbeek-Saint-Jean, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Commission paritaire pour les sociétés de bourse, en remplacement de M. Pierre TIMMERMANS, à Woluwe-Saint-Lambert, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

[2000/12942]

**7 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal
portant nomination de conseillers et de juges sociaux
Erratum**

M n° 233 du samedi 2 décembre 2000, page 40596 dans le texte français :

A la place de

« **Art. 7.** Est nommé en qualité de juge social effectif au tribunal du travail de Tournai :

au titre de travailleur ouvrier :

M. Coquerelle, Christophe à Velaines.

il faut lire :

« **Art. 7.** Est nommé en qualité de juge social effectif au tribunal du travail de Tournai :

au titre d'employeur :

M. Coquerelle, Christophe à Velaines.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2000/36209]

29 SEPTEMBER 2000. — Besluit van de administrateur-generaal houdende delegatie van taken en bevoegdheden van de administrateur-generaal naar de adjunct-administrateur-generaal

De administrateur-generaal,

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 29 oktober 1999 houdende organisatie van de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest en de regeling van de rechtspositie van het personeel, inzonderheid op artikel I 3, § 2 en mede acht geslagen op artikel II 10;

Arrête :

Artikel 1. Aan Mevr. Henny De Baets, adjunct-administrateur-generaal worden volgende taken gedelegeerd :

1. de algemene administratie en organisatie;
2. het personeelsbeheer, de personeelsadministratie, de opleiding en vorming met ondermeer:
 - het omzetten van reglementering en wetgeving inzake personeelsbeheer en personeelsadministratie in werkmethodes en procedures;
 - het uitbouwen van het personeelsbeleid;
 - de organisatie van de personeelsadministratie;
 - het beheren van het personeelsstatuut (juridisch/technisch);
 - het voeren van het administratief personeelsbeheer (loopbaanbeheer);
 - het organiseren van de loon- en vergoedingenadministratie;
 - het beheer van verzekeringen die betrekking hebben op personeelsleden;
 - de organisatie van de selecties en wervingen van personeelsleden;
 - de organisatie van het onthaal van nieuwe personeelsleden;
 - de organisatie van de opleiding en de vorming van het personeel;
 - het voeren van een resultaatsgericht aanwezigheidsbeheer;
 - het organiseren, sturen en opvolgen van de toepassing van het personeelsevaluatiesysteem in de praktijk;
3. het financieel beheer en de opstelling van het jaarlijks budget met ondermeer :
 - het omzetten van reglementering en wetgeving inzake overheidsfinanciën, begroting en boekhouding in werkmethodes en procedures;
 - het opmaken van de begroting en het beheren van het budget;
 - het voeren van de financiële verrichtingen (banktransacties, debiteuren, crediteuren, facturatie);
 - de organisatie van de boekhouding;
 - het organiseren van de financiële rapportering naar de bevoegde overheden;
4. het logistiek beheer met ondermeer :
 - het zorgen voor alle materiële voorzieningen, nodig voor de werking van de instelling (materieel, catering, . . .);
 - het beheer van het wagenpark;
 - het beheer van de gebouwen;
 - het beheer van de verzekeringen m.b.t. het wagenpark, de gebouwen;
 - de organisatie van de drukkerij;
 - de organisatie van de centrale postbehandeling;
 - de organisatie van de schoonmaak van de gebouwen;
 - de coördinatie en de uitvoering van de interne milieuzorg;
 - de organisatie van het vervoer van goederen voor de instelling;
 - de organisatie van de centrale telefonie en het onthaal van bezoekers;
5. het informatica- en systeembeheer met onder meer :
 - het ontwikkelen en actualiseren van een informatiseringsstrategie;
 - het organiseren van het systeembeheer van de servers;
 - het opstellen en uitvoeren van informatiseringsprojecten, inclusief analyse en programmatie;

- de database administratie;
 - het organiseren van het netwerkbeheer, inclusief de beveiliging, de monitoring en de controle;
 - de organisatie van de kantoorinformatiseringsactiviteiten zoals de PC-aankopen, de installatie, het onderhoud en de ondersteuning via de organisatie van de Helpdesk;
 - de organisatie van het intra- en internetbeheer;
 - de organisatie van het toepassingsonderhoud en de gebruikersbegeleiding;
 - het licentiebeheer (software);
 - de organisatie van het GIS systeembeheer;
 - de organisatie van het geografisch databeheer;
6. de juridische aangelegenheden, met ondermeer :
- het verstrekken van juridische adviezen, zowel intern als extern;
 - de redactie van de wetgeving in het kader van de afvalstoffen- en de bodemsaneringswetgeving;
 - het adviseren van ontwerp-overeenkomsten;
 - de behandeling van gemeentelijke reglementen;
 - het onderhouden van de contacten met de parketten;
 - het aanduiden van en de contacten met de advocaten bij het voeren van rechtsgedingen en bij het inwinnen van externe juridische adviezen;
 - de behandeling van de dossiers aanhangig bij de Raad van State;
 - het voeren van de procedures voortvloeiend uit het afvalstoffendecreet en zijn uitvoeringsbesluiten;
 - het voeren van de procedures voortvloeiend uit het bodemsaneringsdecreet en zijn uitvoeringsbesluiten met technische ondersteuning van de afdelingen subsidiëring en ambtshalve sanering en bodemonderzoek en attestering;
7. communicatie, sensibilisering en informatie, met ondermeer :
- het opstellen van een communicatiestrategie;
 - het opstellen van jaarlijkse operationele communicatieplannen;
 - het organiseren van de actieve externe en interne informatieverstrekking (brochures, publicaties, aanwezigheid op beurzen, redactionele artikels, internet, persoverzicht, intranet, . . .);
 - het organiseren van de passieve externe en interne informatieverstrekking (beantwoorden van vragen, TWICA, . . .);
 - het sensibiliseren van de diverse doelgroepen m.b.t. het afvalstoffen- en het bodembeleid (campagnes; aanwezigheid op evenementen, . . .);
 - het adviseren en ondersteunen van de communicatie naar de diverse doelgroepen, ter begeleiding van projecten en activiteiten van de ganse instelling;
 - het participeren in en meewerken aan externe sensibiliserings- en informatieprojecten;
8. de ondertekening van de briefwisseling en administratieve bescheiden in de plaats van de administrateur-generaal, bij diens afwezigheid of in diens opdracht;
9. de ondertekening van alle administratieve bescheiden die voortvloeien uit de in de punten 1 tot en met 8 gedelegeerde taken en opdrachten;
10. de ondertekening van verlofbladen, afwijkingen stamtijden en zendingsoorders en de coördinatie, planning, coaching en evaluatie van de personeelsleden belast met de uitvoering van de onder de punten 1 tot en met 8 voornoemde taken.

Art. 2. De in artikel 1 voorziene delegaties gelden niet voor :

1. briefwisseling met federale ministers of staatssecretarissen en met regionale of gemeenschapsministers. Ze moeten aan de Vlaamse minister bevoegd inzake Leefmilieu voorgelegd worden;
2. de aanwerving van contractuelen;
3. de gunning van opdrachten voor aanneming van werken en de levering van goederen en diensten voor zover ze méér bedragen dan :
 - 3 000 000 F in geval van een openbare aanbesteding of een algemene offerteaanvraag;
 - 1 500 000 F in geval van beperkte aanbesteding of een beperkte offertevraag;
 - 500 000 F in geval van onderhandse opdracht.

Art. 3. Brieven en nota's aan de Vlaamse minister bevoegd inzake het leefmilieu worden door de administrateur-generaal ondertekend en bij diens afwezigheid door de adjunct-administrateur-generaal. Bij afwezigheid duiden ze een plaatsvervanger aan.

Art. 4. De bevoegdheid inzake de in dit delegatiebesluit niet gespecificeerde taken en opdrachten, blijft bij de administrateur-generaal. Hij kan ze verder bij afzonderlijke besluiten delegeren.

Art. 5. De adjunct-administrateur-generaal kan de aan haar toegewezen taken en bevoegdheden verder delegeren aan ambtenaren van rang A1, A2 en A2A. Zij blijft echter ten aanzien van de administrateur-generaal medeverantwoordelijk voor de door haar aan ondergeschikten gedelegeerde taken en opdrachten.

Art. 6. Alle in dit besluit verleende delegaties zijn voor intrekking of herziening vatbaar.

Art. 7. Dit delegatiebesluit treedt onmiddellijk in werking.

Mechelen, 29 september 2000.

ir. Frank Parent,
administrateur-generaal.

TRADUCTION
 MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C – 2000/36209]

**29 SEPTEMBRE 2000. — Arrêté de l'administrateur général concernant la délégation de charges
 et de compétences de l'administrateur général à l'administrateur général adjoint**

L'administrateur général,

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 octobre 1999 concernant l'organisation de la Société publique des Déchets de la Région flamande (Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest) et la réglementation du statut juridique du personnel, en particulier l'article I 3, § 2 et tenant également compte de l'article II 10.

Arrête :

Article 1^{er}. Les charges suivantes seront déléguées à Mme Henny De Baets, administrateur général adjoint :

1. l'administration et l'organisation générales;
2. la gestion du personnel, l'administration du personnel, l'éducation et la formation avec entre autres :
 - la transformation en méthodes de travail et procédures de la réglementation et de la législation concernant la gestion du personnel et l'administration du personnel;
 - l'élaboration d'une politique du personnel;
 - l'organisation de l'administration du personnel;
 - la gestion du statut du personnel (juridique/technique);
 - l'exécution de la gestion administrative du personnel (gestion de la carrière);
 - l'organisation de l'administration des salaires et des indemnités;
 - la gestion des assurances concernant les membres du personnel;
 - l'organisation de la sélection et du recrutement des membres du personnel;
 - l'organisation de l'éducation et de la formation du personnel;
 - l'élaboration d'une gestion des présences orientée vers des résultats;
 - l'organisation, la gestion et le contrôle de l'application du système d'évaluation du personnel en pratique;
3. la gestion financière et la rédaction du budget annuel avec entre autres :
 - la transformation en méthodes de travail et en procédures de la réglementation et de la législation concernant les finances des autorités, le budget et la comptabilité;
 - l'élaboration du budget et de la gestion du budget;
 - l'exécution d'opérations financières (transactions bancaires, débiteurs, créditeurs, facturations);
 - l'organisation de la comptabilité;
 - l'organisation du rapport financier envers les autorités compétentes;
4. la gestion logistique avec entre autres :
 - le soin de l'équipement matériel nécessaire au fonctionnement de l'institution (matériel, restauration collective, . . .);
 - la gestion du parc automobile;
 - la gestion des bâtiments;
 - la gestion des assurances par rapport au parc automobile, aux bâtiments;
 - l'organisation de l'imprimerie;
 - l'organisation du traitement central du courrier;
 - l'organisation du nettoyage des bâtiments;
 - la coordination et l'exécution de la sauvegarde interne de l'environnement;
 - l'organisation du transport des biens pour l'institution;
 - l'organisation de la téléphonie centrale et de l'accueil des visiteurs;
5. la gestion informatique et la gestion du système avec entre autres :
 - le développement et l'actualisation d'une stratégie d'informatisation;
 - l'organisation de la gestion du système des serveurs;
 - l'élaboration et l'exécution de projets d'informatisation, l'analyse et la programmation incluses;
 - l'administration de la base de données;
 - l'organisation de la gestion du réseau, la sécurité, le monitoring et le contrôle y inclus;
 - l'organisation des activités pour l'informatisation des bureaux comme l'achat d'ordinateurs, l'installation, l'entretien et le support par l'organisation du service d'assistance téléphonique;
 - l'organisation de la gestion de l'intranet et de l'internet;
 - l'organisation de l'entretien des applications et de l'assistance des utilisateurs;
 - la gestion des licences (logiciels);
 - l'organisation de la gestion du système géographique d'information (GIS);
 - l'organisation de la gestion géographique des données.

6. Les questions juridiques avec entre autres :
- conseils juridiques, internes comme externes;
 - la rédaction de la législation concernant la législation des déchets et la dépollution du sol;
 - conseil pour projets de contrat;
 - le traitement de réglementations communales;
 - l'entretien des contacts avec les parquets;
 - la désignation des avocats et les contacts avec les avocats lors de procès et lors de prises de conseils externes et juridiques;
 - le traitement des dossiers soumis au Conseil d'Etat;
 - l'exécution des procédures qui résultent du décret des déchets et de ses arrêtés d'exécution;
 - l'exécution des procédures qui résultent du décret de la dépollution du sol et de ses arrêtés d'exécution avec le support technique des départements de la subvention et de l'assainissement d'office et de l'analyse du sol et de l'attestation.
7. La communication, la sensibilisation et l'information, avec entre autres :
- la rédaction d'une stratégie de communication;
 - la rédaction des plans de communication annuels et opérationnels;
 - l'organisation de la distribution active d'information, interne comme externe (brochures, publications, présences aux foires, articles rédactionnels, internet, revues de presse, intranet. . .);
 - l'organisation de la distribution passive d'information, interne comme externe (répondre à des questions, centre d'information technique et scientifique des déchets (TWICA),. . .);
 - la sensibilisation des divers groupes-cibles par rapport à la gestion des déchets et du sol (campagnes, présence aux événements,. . .);
 - le conseil et le support de la communication pour les divers groupes-cibles, afin de soutenir les projets et les activités de toute l'institution;
 - la participation et la collaboration aux projets externes de sensibilisation et d'information.
8. La signature de la correspondance et des documents administratifs au lieu de l'administrateur général, lors de son absence ou par son ordre.
9. La signature de tous les documents administratifs qui résultent des missions et des charges déléguées dans les points de 1 à 8 inclus.
10. La signature de titres de permission, de dérogations du temps de travail et d'ordres de mission et la coordination, le planning, le coaching et l'évaluation des membres du personnel chargés de l'exécution des charges précitées dans les points de 1 à 8 inclus.

Art. 2. Les délégations mentionnés dans l'article 1 ne s'appliquent pas :

1. à la correspondance avec les ministres fédéraux ou avec les secrétaires d'Etat et avec les ministres régionaux ou des Communautés. Elle doit être soumise au ministre flamand habilité en matière de l'environnement;
2. à l'embauche de contractuels;
3. à l'adjudication de charges pour l'entreprise de travaux et pour la livraison de biens et de services pour autant qu'il s'agisse de plus de :
 - 3 000 000 F en cas d'une adjudication publique ouverte ou d'un appel d'offres général;
 - 1 500 000 F en cas d'une adjudication publique ouverte ou d'un appel d'offres limité;
 - 500 000 F en cas d'une charge sous seing privé.

Art. 3. Les lettres et les notes au ministre flamand habilité en matière de l'environnement seront signées par l'administrateur-général et lors de son absence elles seront signées par l'administrateur général adjoint. Lors de leur absence ils indiqueront un remplaçant.

Art. 4. La compétence en matière des missions et des charges non-spécifiées dans cette conclusion restera auprès de l'administrateur général. Il peut les déléguer par d'autres décisions particulières.

Art. 5. L'administrateur général adjoint peut déléguer les charges et les compétences qui lui sont attribuées aux fonctionnaires des rangs A1, A2, et A2A. Elle restera néanmoins, par rapport à l'administrateur, coresponsable des missions et des charges déléguées à ses inférieurs.

Art. 6. Toutes les délégations attribuées dans le présent arrêté sont susceptibles de suspension ou de révision.

Art. 7. Le présent arrêté de délégation entre en vigueur immédiatement;

Malines, le 29 septembre 2000.

ir. Frank Parent,
administrateur général.

Departement Algemene Zaken en Financiën

[2000/36184]

Personeel. — Beëindiging van de aanwijzing als afdelingshoofd

Bij besluit van de leidend ambtenaar van de administratie Overheidsopdrachten, Gebouwen en Gesubsidieerde Infrastructuur van 17 oktober 2000, bekrachtigd bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport van 17 november 2000, wordt het besluit van de leidend ambtenaar van de administratie Overheidsopdrachten, Gebouwen en Gesubsidieerd Infrastructuur van 1 oktober 1997 tot aanwijzing van de heer Bart Casier tot afdelingshoofd van de afdeling Gebouwen opgeheven met ingang van 1 september 2000.

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[2000/36189]

Samenstelling van de adviescommissie inzake private arbeidsbemiddeling van het Vlaamse Gewest

De Vlaamse minister van Werkgelegenheid en Toerisme heeft, bij ministerieel besluit van 25 september 2000 aan Mevr. Isabelle Cortens en de heer Raymond Selis, plaatsvervangende leden van de adviescommissie inzake private arbeidsbemiddeling in het Vlaamse Gewest, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, eervol ontslag verleend.

Bij hetzelfde besluit worden Mevr. Barbara Tan en de heer Gerrit de Goignies benoemd tot plaatsvervangend lid van de adviescommissie inzake private arbeidsbemiddeling in het Vlaamse Gewest, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van Mevr. Isabelle Cortens en de heer Raymond Celis, ontslagnemers, van wie zij het mandaat zullen voleindigen.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 2000 /36187]

Ruimtelijke Ordening. — Plannen van aanleg

BRASSCHAAT. — Bij besluit van 13 november 2000 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand wijzigingsplan, bestaande uit een bestemmingsplan en bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften, tot wijziging van het bij koninklijk besluit van 4 juni 1974 en bij ministerieel besluit van 3 november 1986 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg, nr. 34 « Kliniek » genaamd, van de gemeente Brasschaat.

BRUGGE. — Bij besluit van 13 november 2000 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg West Brugge fase « Stationsplein », bestaande uit een plan van de feitelijke bestaande toestand, uit een plan van de juridische bestaande toestand en uit een bestemmingsplan met erop voorkomende stedenbouwkundige voorschriften.

OOSTKAMP. — Bij besluit van 14 november 2000 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « Zonevrije bedrijven » genaamd, van de gemeente Oostkamp, bestaande uit acht deelplannen van de bestaande toestand, en acht bestemmingsplannen met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften, met uitsluiting van de met een blauwe rand omzoomde plandelen en de met een blauwe rand omzoomde tekst van de stedenbouwkundige voorschriften.

[C - 2000 /36185]

Ruimtelijke ordening. — Goedkeuring van het gemeentelijk ruimtelijk structuurplan

DENDERMONDE. — Bij besluit van 22 november 2000 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media wordt het gemeentelijk ruimtelijk structuurplan Dendermonde, zoals definitief vastgesteld bij besluit van 4 juli 2000 van de gemeenteraad van Dendermonde, en gevoegd in bijlage bij het ministerieel besluit, goedgekeurd mits uitsluiting van :

- de concrete uitspraken in het richtinggevend gedeelte ten aanzien van de bevestiging en uitbreiding van zonevrije sport- en recreatie-infrastructuur in de gemeente;
- een deel van pag 25 van het richtinggevend gedeelte, met name de zinsnede : « het gebied blijft opgenomen als woongebied », die strijdig is met de overige ontwikkelingsperspectieven voor het woongebied. Westbroek te Grembergen;
- de bindende bepalingen die voorstelt om door middel van een verordening bebouwingsdichtheden en soorten bedrijvigheid op de verschillende bedrijventerreinen te regelen.

[C - 2000 /36186]

Wegen van het Vlaamse Gewest. — Indeling bij de gemeentewegen

RUISELEDE. — Bij besluit d.d. 9 november 2000 van de minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, wordt de gewestweg N37a - doortocht Ruiselede tussen kmp. 0.500 en kmp. 3.000, gelegen op het grondgebied van de gemeente Ruiselede, aan zijn bestemming van gewestweg onttrokken en ingedeeld bij de gemeentewegen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2000/27565]

**30 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant renouvellement des mandats d'une partie des membres du Conseil supérieur wallon de la pêche**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juin 1982 instituant un Conseil supérieur wallon de la pêche, notamment l'article 10;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Est renouvelé pour un terme de six ans, à dater du 29 octobre 2000, le mandat des membres cités ci-après :

- J.P. Desmecht, drève du Petit Château 26, à 7070 Le Rœulx;
- Ch. Dubourg, place du Roi Albert 17, à 6660 Houffalize;
- Ch. de Fierlant Dormer, « La Pisciculture » à 6800 Freux;
- P. Gerard, rue de la Citadelle 12, à 5651 Thy-le-Château;
- Fr. Grevesse, rue Melayes 10, à 4530 Villers-le-Bouillet;
- L. Malignon, rue du Berger 17, à 5580 Rochefort;
- J.Cl. Micha, rue Linette 19B, à 4122 Plainevaux;
- J.Cl. Philippart, rue des Doules 12, à 4257 Berloz;
- S. Wasterlain, rue de Luttre 91, à 6181 Gouy-lez-Piéton.

Art. 2. Est nommé en qualité de membre du Conseil supérieur wallon de la pêche pour un terme de six ans à dater du 29 octobre 2000 :

- D. Gauquie, rue de la Place 15, à 7022 Hyon.

Art. 3. Une copie du présent arrêté sera remise aux intéressés pour notification.**Art. 4.** Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHELe Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2000/27565]

**30. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Erneuerung der Mandate eines Teils der Mitglieder
des «Conseil supérieur wallon de la pêche» (Wallonischer hoher Rat für den Fischfang)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juni 1982 zur Errichtung des «Conseil supérieur wallon de la pêche», insbesondere des Artikels 10;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Mandat der folgenden Personen wird ab dem 29. Oktober 2000 für eine Dauer von sechs Jahren erneuert:

- J.P. Desmecht, drève du Petit Château 26, in 7070 Le Rœulx;
- Ch. Dubourg, place du Roi Albert 17, in 6660 Houffalize;

- Ch. de Fierlant Dormer, «La Pisciculture», in 6800 Freux;
- P. Gerard, rue de la Citadelle 12, in 5651 Thy-le-Château;
- Fr. Grevesse, rue Melayes 10, in 4530 Villers-le-Bouillet;
- L. Malignon, rue du Berger 17, in 5580 Rochefort;
- J.Cl. Micha, rue Linette 19B, in 4122 Plainevaux;
- J.Cl. Philippart, rue des Doules 12, in 4257 Berloz;
- S. Wasterlain, rue de Luttre 91, in 6181 Gouy-lez-Piéton.

Art. 2 - Die folgende Person wird ab dem 29. Oktober 2000 für eine Dauer von sechs Jahren zum Mitglied des «Conseil supérieur wallon de la Pêche» ernannt:

- D. Gauquie, rue de la Place 15, in 7022 Hyon.

Art. 3 - Eine Abschrift des vorliegenden Erlasses wird den Betroffenen zur Bekanntgabe mitgeteilt.

Art. 4 - Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2000/27565]

**30 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot vernieuwing van de mandaten van sommige leden
van de « Conseil supérieur wallon de la pêche » (Waalse Hoge Visraad)**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juni 1982 tot instelling van een « Conseil supérieur wallon de la Pêche », inzonderheid op artikel 10;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Het mandaat van de hierna vermelde leden wordt met ingang van 29 oktober 2000 vernieuwd voor een termijn van zes jaar :

- J.P. Desmecht, drève du Petit Château 26, te 7070 Le Rœulx;
- Ch. Dubourg, place du Roi Albert 17, te 6660 Houffalize;
- Ch. de Fierlant Dormer, « La Pisciculture », te 6800 Freux;
- P. Gerard, rue de la Citadelle 12, te 5651 Thy-le-Château;
- Fr. Grevesse, rue Melayes 10, te 4530 Villers-le-Bouillet;
- L. Malignon, rue du Berger 17, te 5580 Rochefort;
- J.Cl. Micha, rue Linette 19B, te 4122 Plainevaux;
- J.Cl. Philippart, rue des Doules 12, te 4257 Berloz;
- S. Wasterlain, rue de Luttre 91, te 6181 Gouy-lez-Piéton.

Art. 2. Benoemd wordt tot lid van de « Conseil supérieur wallon de la Pêche » voor een termijn van zes jaar met ingang van 29 oktober 2000 :

- D. Gauquie, rue de la Place 15, te 7022 Hyon.

Art. 3. Een afschrift van dit besluit zal voor kennisgeving aan de betrokkenen overhandigd worden.

Art. 4. De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2000/31471]

23 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 1998 tot aanduiding van de ambtenaar die door de regering gemachtigd is om krachtens artikel 135 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 de verzoekers te horen in het raam van de beroepen bij de regering

De Brusselse Hoofdstedelijke regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 135;

Na te hebben beraadslaagd;

Op voordracht van de Staatssecretaris bevoegd voor Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 1998 tot aanduiding van de ambtenaar die door de Regering gemachtigd is om de verzoekers te horen in het raam van de beroepen bij de regering, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De personen die door de regering zijn aangeduid om, krachtens artikel 135 van de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, de verzoekers te horen in het raam van de beroepen bij de regering, zijn :

1° de Heer Pascal HANIQUE, adjunct- kabinetdirecteur;

2° Mevr. Monique SCHMITZ, attachée;

3° de Heer Marc TAYMANS, kabinetdirecteur;

4° de Heer Michel VLASSEMBROECK, adjunct-adviseur.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 2000.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

F.-X. de DONNEA,

Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek

W. DRAPS,

Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Bezoldigd Vervoer van Personen

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2000/31471]

23 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 1998 désignant le fonctionnaire délégué par le gouvernement pour entendre les requérants dans le cadre des recours au gouvernement conformément à l'article 135 de l'ordonnance du 29 août 1991

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 135;

Après délibération;

Sur proposition du Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire et à l'Urbanisme,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 1998, désignant le fonctionnaire délégué par le Gouvernement pour entendre les requérants dans le cadre des recours au Gouvernement est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'article 135 de l'Ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, les personnes déléguées par le Gouvernement pour entendre les requérants dans le cadre des recours au Gouvernement sont :

1° M. Pascal HANIQUE, directeur de cabinet adjoint;

2° Mme Monique SCHMITZ, attachée;

3° M. Marc TAYMANS, directeur de cabinet;

4° M. Michel VLASSEMBROECK, conseiller adjoint;

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 2000.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

F.-X. de DONNEA,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique

W. DRAPS,

Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et du Transport rémunéré de Personnes

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C – 2000/11448]

Bestuur Kwaliteit en Veiligheid
Afdeling Metrologie

Bekendmaking ter uitvoering van het ministerieel besluit van 7 november 1978 (*"Belgisch Staatsblad"* van 22 februari 1979) betreffende de herijk en de technische controle van de meetwerktuigen.

1. Er wordt ter kennis gebracht van de ijkplichtigen dat in de loop van het jaar 2001 de Metrologische Dienst zal overgaan tot de herijk van de in het economisch verkeer gebruikte meetwerktuigen in de gemeenten vermeld onder punt 7.

2. De ijkplichtigen van de onder punt 7 vermelde gemeenten moeten, met het oog op de herijk of technische controle van hun meetwerktuigen, deze aangeven bij de betrokken gewestelijke afdeling van de Metrologische Dienst. Ze kunnen bij deze dienst een aangifteformulier bekomen.

De adressen van de gewestelijke afdelingen van de Metrologische Dienst zijn vermeld onder punt 6.

3. De ijkplichtigen die aangifte deden van hun meetwerktuigen worden, indien nodig, opgeroepen om sommige van deze meetwerktuigen aan te bieden in een ijkkantoor.

4. De ijkplichtigen die geen aangifte deden van hun meetwerktuigen of die zonder geldige reden geen gevolg geven aan de oproeping om hun meetwerktuigen aan te bieden in een ijkkantoor zijn in overtreding.

5. Benevens in de onder punt 7 vermelde gemeenten zal in de loop van het jaar 2001 ook in al de andere gemeenten van het land overgegaan worden tot de herijk van de in het economisch verkeer gebruikte vloeistofmeetinstallaties voor andere vloeistoffen dan water.

6. Adressen van de gewestelijke afdelingen van de Metrologische Dienst.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Koning Albert II-laan 16
North Gate III te 1000 Brussel
Tel. : 02/206.47.10
Fax : 02/206.57.43

PROVINCIES VLAAMS-BRABANT, WEST-VLAANDEREN EN OOST-VLAANDEREN :

Administratief Centrum Ter Plaeten,
St.-Lievenslaan 25 te 9000 GENT
Tel. : 09/235.27.90 en 235.27.95.
Fax : 09/225.98.76

PROVINCIES ANTWERPEN EN LIMBURG :

Italiëlei 124 bus 72 te 2000 Antwerpen
Tel. : 03/206.94.94
Fax : 03/206.94.99

PROVINCIES LUIK EN LUXEMBURG :

Bd de la Sauvenière 73 te 4000 Liège
Tel. : 04/222.11.07
Fax : 04/223.06.28

PROVINCIES HENEGOUWEN, NAMEN EN WAALS- BRABANT :

Rue Lucien Namèche 14 te 5000 Namur
Tel. : 081/25.14.50 en 25.14.51
Fax : 081/25.14.59

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C – 2000/11448]

Administration de la Qualité et de la Sécurité
Division Métrologie

Communication faite en exécution de l'arrêté ministériel du 7 novembre 1978 (*"Moniteur belge"* du 22 février 1979) relatif à la vérification périodique et au contrôle technique des instruments de mesure.

1. Il est porté à la connaissance des assujettis qu'au cours de l'année 2001, le Service de la Métrologie procédera à la vérification périodique des instruments de mesure utilisés dans le circuit économique dans les communes reprises au point 7.

2. Les assujettis des communes reprises au point 7 doivent déclarer au service régional concerné du Service de la Métrologie, les instruments de mesure en vue de leur vérification périodique ou de leur contrôle technique. Pour cela, ils peuvent demander à ce service un bulletin de déclaration.

Les adresses des services régionaux du Service de la Métrologie figurent au point 6.

3. Les assujettis qui déclareraient leurs instruments de mesure seront, le cas échéant, convoqués pour présenter certains de ces instruments à un bureau de vérification.

4. Les assujettis qui ne déclareraient pas leurs instruments de mesure ou qui, sans raison valable, ne donnent pas suite à la convocation pour présenter leurs instruments de mesure à un bureau de vérification sont en infraction.

5. Outre les communes reprises sous le point 7, il sera également procédé dans toutes les autres communes du pays, dans le courant de l'année 2001, à la vérification périodique des ensembles de mesurage de liquides, autres que l'eau, utilisés dans le circuit économique.

6. Adresses des services régionaux du Service de la Métrologie.

REGION DE BRUXELLES CAPITALE

Bd du Roi Albert II, 16
North Gate III à 1000 Bruxelles
Tél. : 02/206.47.10
Fax : 02/206.57.43

PROVINCES DES FLANDRES OCCIDENTALE ET ORIENTALE ET DU BRABANT FLAMAND :

Administratief Centrum Ter Plaeten,
St.-Lievenslaan 25 à 9000 GENT
Tél. : 09/235.27.90 et 235.27.95.
Fax : 09/225.98.76

PROVINCES D'ANVERS ET DU LIMBOURG :

Italiëlei 124 bus 72 à 2000 Antwerpen
Tél. : 03/206.94.94
Fax : 03/206.94.99

PROVINCES DE LIEGE ET DU LUXEMBOURG :

Bd de la Sauvenière 73 à 4000 Liège
Tél. : 04/222.11.07
Fax : 04/223.06.28

PROVINCES DU HAINAUT, DE NAMUR et DU BRABANT WAL-LON :

Rue Lucien Namèche 14 à 5000 Namur
Tél. : 081/25.14.50 et 25.14.51
Fax : 081/25.14.59

7. BETROKKEN GEMEENTEN.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Elsene

Etterbeek

Evere

Oudergem

Sint-Lambrechts-Woluwe

Sint-Pieters-Woluwe

Ukkel

Watermaal-Bosvoorde

PROVINCIE VLAAMS-BRABANT

Sector Halle-Vilvoorde :

Beersel, Bever (Bièèvre), Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden (Gammes-
rages), Gooik, Halle (Hal), Herne, Lennik, Linkebeek, Pepingen,
Roosdaal, Sint-Genesius-Rode (Rhode-Saint-Genèse),

Sint-Pieters-Leeuw.

Sector Leuven

Diest, Geetbets, Kortenaken, Landen, Linter, Scherpenheuvel-
Zichem, Zoutleeuw.

PROVINCIE WAALS-BRABANT

Chastre, Chaumont-Gistoux, Grez-Doiceau, Incourt, Nivelles (Nij-
vel), Perwez, Walhain.

PROVINCIE WEST-VLAANDEREN

Sector Brugge

Gistel, Ichtegem, Jabbeke, Koekelare, Oostkamp, Oudenburg, Ruise-
lede, Torhout, Wingene, Zedelgem

Sector Kortrijk

Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Dentergem, Harelbeke, Kuurne, Oost-
rozebeke, Spiere-Helkijn (Espierres-Helchin), Waregem, Wielsbeke, Zwe-
vegem.

PROVINCIE OOST-VLAANDEREN

Sector Gent

Aalter, Assenede, Destelbergen, Evergem, Knesselare, Lochristi,
Lovendegem, Moerbeke, Nevele, Waarschoot, Wachtebeke, Zelzate,
Zomergem.

Sector Dendermonde

Brakel, Geraardsbergen (Grammont), Horebeke, Kluisbergen, Lierde,
Maarkedal, Oudenaarde (Audenarde), Ronse (Renaix), Wortegem-
Petegem, Zottegem, Zwalm.

PROVINCIE ANTWERPEN

Arendonk, Baarle-Hertog (Baerle-Duc), Balen, Beerse, Dessel, Geel,
Grobendonk, Herentals, Herenthout, Herselt, Hoogstraten, Hulshout,
Kasterlee, Laakdal, Lille, Meerhout, Merksplas, Mol, Olen, Oud-
Turnhout, Ravels, Retie, Rijkevorsel, Turnhout, Vorselaar, Vosselaar,
Westerlo.

PROVINCIE LIMBURG

As, Bilzen, Dilsen, Genk, Hoeselt, Kortessem, Lanaken, Maasmeche-
len, Voeren (Fourons), Wellen, Zutendaal.

PROVINCIE LUIK

Amel (Amblève), Aubel, Baelen, Büllingen (Bullange), Burg-Reuland,
Bütgenbach (Butgenbach), Dison, Eupen, Herve, Jalhay, Kelmis (La
Calamine), Lierneux, Limbourg (Limburg), Lontzen, Malmedy, Olne,
Pepinster, Plombières, Raeren, Sankt Vith (Saint-Vith), Spa, Stavelot,
Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimés
(Weismes), Welkenraedt.

PROVINCIE LUXEMBURG

Bastogne (Bastenaken), Bertogne, Fauvillers, Gouvy, Houffalize,
Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm.

PROVINCIE HENEGOUWEN

Sector Charleroi

Beaumont, Froidchapelle, Sivry-Rance.

Sector Bergen

Jurbise (Jurbeke), La Louvière, Lens, Le Rœulx.

Sector Doornik

Celles, Mont-de-l'Enclus, Tournai (Doornik).

PROVINCIE NAMEN

Cerfontaine, Ciney, Couvin, Doische, Florennes, Hamois, Havelange,
Philippeville, Rochefort, Somme-Leuze, Viroinval, Walcourt.

7. COMMUNES CONCERNEES.

REGION DE BRUXELLES CAPITALE

Auderghem

Etterbeek

Evere

Ixelles

Uccle

Watermael-Boitsfort

Woluwe-Saint-Lambert

Woluwe-Saint-Pierre

PROVINCE DU BRABANT FLAMAND

Secteur de Hal-Vilvorde :

Beersel, Bever (Bièèvre), Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden (Gamme-
rages), Gooik, Halle (Hal), Herne, Lennik, Linkebeek, Pepingen,
Roosdaal, Sint-Genesius-Rode (Rhode-Saint-Genèse),

Sint-Pieters-Leeuw.

Secteur de Louvain

Diest, Geetbets, Kortenaken, Landen, Linter, Scherpenheuvel-
Zichem, Zoutleeuw.

PROVINCE DU BRABANT WALLON

Chastre, Chaumont-Gistoux, Grez-Doiceau, Incourt, Nivelles (Nijvel),
Perwez, Walhain.

PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE

Secteur de Bruges

Gistel, Ichtegem, Jabbeke, Koekelare, Oostkamp, Oudenburg, Ruise-
lede, Torhout, Wingene, Zedelgem

Secteur de Courtrai

Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Dentergem, Harelbeke, Kuurne, Oost-
rozebeke, Spiere-Helkijn (Espierres-Helchin), Waregem, Wielsbeke,
Zwevegem.

PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE

Secteur de Gand

Aalter, Assenede, Destelbergen, Evergem, Knesselare, Lochristi,
Lovendegem, Moerbeke, Nevele, Waarschoot, Wachtebeke, Zelzate,
Zomergem.

Secteur de Termonde

Brakel, Geraardsbergen (Grammont), Horebeke, Kluisbergen, Lierde,
Maarkedal, Oudenaarde (Audenarde), Ronse (Renaix), Wortegem-
Petegem, Zottegem, Zwalm.

PROVINCE D'ANVERS

Arendonk, Baarle-Hertog (Baerle-Duc), Balen, Beerse, Dessel, Geel,
Grobendonk, Herentals, Herenthout, Herselt, Hoogstraten, Hulshout,
Kasterlee, Laakdal, Lille, Meerhout, Merksplas, Mol, Olen, Oud-
Turnhout, Ravels, Retie, Rijkevorsel, Turnhout, Vorselaar, Vosselaar,
Westerlo.

PROVINCE DU LIMBOURG

As, Bilzen, Dilsen, Genk, Hoeselt, Kortessem, Lanaken, Maasmeche-
len, Voeren (Fourons), Wellen, Zutendaal.

PROVINCE DE LIEGE

Amel (Amblève), Aubel, Baelen, Büllingen (Bullange), Burg-Reuland,
Bütgenbach (Butgenbach), Dison, Eupen, Herve, Jalhay, Kelmis (La
Calamine), Lierneux, Limbourg (Limburg), Lontzen, Malmedy, Olne,
Pepinster, Plombières, Raeren, Sankt Vith (Saint-Vith), Spa, Stavelot,
Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimés
(Weismes), Welkenraedt.

PROVINCE DE LUXEMBOURG

Bastogne (Bastenaken), Bertogne, Fauvillers, Gouvy, Houffalize,
Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm.

PROVINCE DU HAINAUT

Secteur de Charleroi

Beaumont, Froidchapelle, Sivry-Rance.

Secteur de Mons

Jurbise (Jurbeke), La Louvière, Lens, Le Rœulx.

Secteur de Tournai

Celles, Mont-de-l'Enclus, Tournai (Doornik).

PROVINCE DE NAMUR

Cerfontaine, Ciney, Couvin, Doische, Florennes, Hamois, Havelange,
Philippeville, Rochefort, Somme-Leuze, Viroinval, Walcourt.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[C – 2000/03713]

Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit. — Directe belastingen. — Bericht aan de instellingen die gemachtigd zijn kwijtschriften uit te reiken voor giften die de schenker van zijn totale belastbare netto-inkomsten kan aftrekken

Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 26 juni 2000, betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 2000, en de artikelen 1 en 7 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000, houdende uitvoering van deze wet voor de materies die ressorteren onder het Ministerie van Financiën, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2000, worden de bedragen uitgedrukt in Belgische frank in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) vanaf aanslagjaar 2002 vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro.

Artikel 107, WIB 92 bepaalt dat de giften minimum 1 000 BEF per kalenderjaar moeten bedragen opdat de instellingen die daartoe gemachtigd zijn voor die giften een kwijtschrift mogen uitreiken en om aftrekbaar te zijn van het totale belastbare netto-inkomen van de schenkers.

Dit minimum bedrag zal bijgevolg worden vervangen door een bedrag dat, na indexering overeenkomstig artikel 178 WIB 92, zoals gewijzigd bij artikel 4, 5° van voormeld koninklijk besluit, 30 euro zal bedragen.

Aangezien het jaar 2001 het laatste jaar is van de overgangsfase naar de euro tijdens dewelke particulieren, vennootschappen en instellingen de keuze hebben om hun aangifteverplichtingen inzake inkomstenbelastingen in Belgische frank of in euro te voldoen, zou het minimumbedrag ofwel 30 euro ofwel omgezet naar Belgische frank 1 210 BEF moeten bedragen.

Omwille van de bijkomende werkzaamheden en kosten die deze nieuwe bepalingen zou teweeg brengen bij de betrokken instellingen die deze nieuwe bepalingen op een relatief korte termijn aan hun schenkers zouden moeten mededelen, heeft de Minister van Financiën bij wijze van uitzondering beslist, dat de schenkingen die tot 31 december 2001 worden gedaan, aftrekbaar blijven indien hun bedrag minstens 1 000 BEF (of 24,79 euro) bedraagt.

De betrokken instellingen moeten bijgevolg rekening houden met die minimumbedragen van 1 000 BEF en 24,79 euro voor het opmaken van de kwijtschriften betreffende de giften gedaan tot 31 december 2001.

Het bedrag van de giften gedaan vanaf 1 januari 2002 zal daarentegen in alle gevallen minimum 30 euro moeten bedragen.

Bovendien heeft de Minister van Financiën eveneens beslist dat geen rekening moet worden gehouden met de kosten die specifiek verbonden zijn met de overgang naar de euro (bv. aanpassing van de boekhouding, aan de schenker te verstrekken inlichtingen) om uit te maken of de voorwaarde m.b.t. de algemene beheerskosten is vervuld, namelijk tot het dekken van dergelijke kosten geen hoger bedrag te zullen besteden dan 20 % van de bestaansmiddelen van alle aard, vooraf verminderd met die welke voortkomen van andere erkende instellingen.

(De pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.)

MINISTÈRE DES FINANCES

[C – 2000/03713]

Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus. — Contributions directes. — Avis aux institutions habilitées à délivrer des reçus en matière de libéralités déductibles de l'ensemble des revenus nets imposables des donateurs

Conformément à l'article 6 de la loi du 26 juin 2000, relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution, publiée au *Moniteur belge* du 29 juillet 2000, et aux articles 1 et 7 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000, portant exécution de cette loi pour les matières qui relèvent du Ministère des Finances, publié au *Moniteur belge* du 30 août 2000, les montants exprimés en franc belge dans le Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) seront remplacés, à partir de l'exercice d'imposition 2002, par des montants exprimés en euro.

L'article 107, CIR 92 prévoit que les libéralités doivent s'élever à 1 000 BEF minimum par année civile pour pouvoir faire l'objet d'un reçu par les institutions à ce habilitées et être déductibles de l'ensemble des revenus nets imposables des donateurs.

Ce montant minimum sera donc remplacé par un montant qui, après l'indexation prévue à l'article 178, CIR 92, tel que modifié par l'article 4, 5°, de l'arrêté royal précité, s'élèvera à 30 euro.

Etant donné que 2001 constitue la dernière année faisant partie de la phase transitoire du passage à l'euro, au cours de laquelle les particuliers, les sociétés et les institutions ont le choix d'exécuter en francs belges ou en euros leurs obligations en matière de déclaration aux impôts sur les revenus, le montant minimum devrait s'élever soit à 30 euro, soit, après conversion en francs belges, à 1 210 BEF.

Toutefois, conscient du surcroît de travail et de frais que ces nouvelles dispositions auraient occasionné aux institutions concernées, qui auraient dû les communiquer à tous leurs donateurs dans un délai relativement court, le Ministre des Finances a décidé, à titre dérogatoire, que les libéralités faites jusqu'au 31 décembre 2001 resteront déductibles si leur montant atteint au moins 1 000 BEF (ou 24,79 euro).

Les institutions concernées doivent donc tenir compte de ces montants minima de 1 000 BEF et 24,79 euro pour l'établissement des reçus relatifs aux libéralités faites jusqu'au 31 décembre 2001.

Par contre, le montant des libéralités faites à partir du 1^{er} janvier 2002 devra, dans tous les cas, atteindre au moins 30 euro.

Par ailleurs, le Ministre des Finances a également décidé qu'il ne sera pas tenu compte des frais spécifiquement liés au passage à l'euro (p. ex. : adaptation de la comptabilité; informations à communiquer aux donateurs) pour apprécier si la condition relative aux frais d'administration générale est respectée, à savoir ne pas affecter à la couverture de tels frais plus de 20 % des ressources de toute nature, préalablement diminuées de celles qui proviennent d'autres institutions agréées.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Gewestelijke instellingen — Institutions régionales

ASSEMBLÉE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[2000/31482]

Séance plénière

Session ordinaire 2000-2001

Salle des séances plénières du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
rue du Lombard 69, à 1000 Bruxelles

Ordre du jour

Vendredi 15 décembre 2000

A 9 heures (et éventuellement à 14 h 30 m) :

1. Communications.

2. a) Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

b) Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

c) Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

d) Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget générale des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

Rapporteur : M. Christos Doulkeridis.

Discussion générale.

Examen des articles.

3. a) Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001.

b) Projet de décret contenant le budget générale des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001.

c) Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001.

d) Projet de règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001.

Rapporteur : M. Christos Doulkeridis.

Discussion général.

Examen des articles.

4. Questions orales (articles 85.4) :

— de M. Philippe Smits à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la jeunesse, relative au projet d'arrêté 2000/804 octroyant un subside de F 1 000 000 (soit 24 789,35 euros) en faveur de l'a.s.b.l. « Bruxelles J » pour la poursuite du développement et la gestion du site internet de l'a.s.b.l. qui diffuse de l'information pour les jeunes durant l'année 2000;

— de M. Philippe Smits à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du sport, relative à l'arrêté 2000/708 modifiant l'arrêté 99/165 du 11 mars 1999 relatif à l'octroi d'un subside de F 2 500 000 francs à l'a.s.b.l. ADISC (Association pour le développement des initiatives sportives et culturelles).

Questions d'actualité :

— fixées à 12 heures.

(Conformément à l'article 87.4 du règlement, les questions d'actualité doivent parvenir à la présidente au plus tard à 8 h 30 m).

Votes.

— fixés à partir de 12 h 30 m :

— sur les motions déposées le 16 novembre 2000 en conclusion des interpellations jointes de M. Michel Lemaire et Mme Bernadette Wynants à M. Didier Gosuin, membre du Collège;

— sur les projets dont la discussion est terminée.

Vershillende berichten

Avis divers

UNIVERSITEIT GENT

Zelfstandig academisch personeel

In de Faculteit wetenschappen is vanaf 1 februari 2001 een voltijds ambt van docent te begeben voor een opdracht omvattend academisch onderwijs, wetenschappelijk onderzoek en dienstverlening aan de gemeenschap in het vakgebied ontogenie, functionele morfologie en systematiek van vertebraten binnen de vakgroep biologie.

Functie-eisen :

Doctor in de wetenschappen, groep dierkunde.

Ervaring hebben met onderzoek in de ontogenie van vertebraten, in het kader van functionele morfologie en systematiek.

Over goede didactische en communicatieve vaardigheden beschikken.

Functie-inhoud :

Onderwijs en onderzoek in de biologie, optie dierkunde.

Begeleiding licentiaats- en doctoraatscripties.

Onderzoeksprojecten aantrekken en uitvoeren.

Dit voltijds ambt geeft in principe aanleiding tot een benoeming in vast verband, onverminderd de mogelijkheid dat het universiteitsbestuur in het geval van eerste benoeming tot lid van het zelfstandig academisch personeel kan overgaan tot een aanstelling in een tijdelijk dienstverband voor een duur van ten hoogste drie jaar met uitzicht op een vaste benoeming na die periode, indien het universiteitsbestuur de prestaties van de betrokkene gunstig beoordeelt.

De kandidaturen dienen in tweevoud per aangetekend schrijven gericht aan de rector van de Universiteit Gent, rectoraat, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, op de daartoe voorziene formulieren met toevoeging van de bekwaamheidsbewijzen (afschriften van de diploma's), binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

De sollicitatieformulieren en het reglement van de Universiteit Gent betreffende de procedure en de voorwaarden voor de benoeming of aanstelling als lid van het zelfstandig academisch personeel kunnen bekomen worden op voornoemd adres of telefonisch aangevraagd op nrs. 09/264 31 29 of 264 31 30.

Zij worden eveneens op het internet ter beschikking gesteld, URL-adress : <http://aivwww.rug.ac.be/Personielsdienst/vacatures.html>.

(20058)

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit der rechtsgeleerdheid

Te begeben betrekking bijzonder academisch personeel : 00/181bis

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een betrekking van wetenschappelijk medewerker met voltijdse opdracht (vorser).

Ingangsdatum : 1 januari 2001.

Looptijd : tot 31 december 2002, verlengbaar met twee jaar.

Omvang van de opdracht : voltijds, 100 %.

Omschrijving van de opdracht :

De kandidaat (m/v) verricht wetenschappelijk onderzoek in het kader van het project : « Internationale grenzen en grensproblemen in Afrika : een juridische en politicologische analyse ».

Dit onderzoek zal leiden tot een doctoraat op proefschrift.

De kandidaturen worden ingewacht één week na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : licentiaat in de rechten of politieke wetenschappen met aanvullende opleiding in het internationaal recht en belangstelling voor het wetenschappelijk onderzoek. Bijzondere interesse voor de culturele, juridische en politieke werkelijkheid van Afrika en de ontwikkelingsproblematiek. Goede studieresultaten (ten minste « onderscheiding »). Minimale talenkennis : Frans en Engels, eventueel Nederlands. Bereid zijn op korte termijn het mandaat effectief op te nemen.

Contactpersonen :

Prof. dr. M. Magits, decaan (tel. 02/629 25 41).

Prof. dr. E. Franckx, vakgroepvoorzitter (tel. 02/629 26 06).

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier, met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier, dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel. 02/629 22 65) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel; één kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20065)

FACULTE POLYTECHNIQUE DE MONS

Thèse de doctorat en sciences appliquées

M. Olivier Kaufmann défendra, en séance publique, le vendredi 15 décembre 2000, à 10 h 30 m, à l'Amphithéâtre R. Stiévenart, rue du Joncquois 53, à Mons, sa thèse de doctorat intitulée : « Les effondrements karstiques du Tournaisis : Genèse, évolution, localisation, prévention ». (20060)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIÉTÉS

**Progesima, société anonyme,
rue Pavée 18, 4700 Eupen**

R.C. Eupen 56593

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 22 décembre 2000, à 19 heures.

Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires éventuelles.

L'assemblée convoquée pour le 2 décembre n'ayant pas réuni le quota des présences, cette seconde assemblée pourra statuer quel que soit le nombre d'actionnaires présents. (31496)

**Legrand Aime, société anonyme,
rue du Rivage 205, 5100 Dave (Namur)**

R.C. Namur 52244

Le conseil d'administration a l'honneur de convoquer les actionnaires à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude du notaire Louis Jadoul, à Namur, boulevard Ernest Mélot 16, le vendredi 22 décembre 2000, à 8 h 30 m.

Le conseil expose préalablement que suite à la vente par la société de ses éléments opérationnels, les fonds dont elle dispose actuellement s'avèrent trop importants relativement aux objectifs nouveaux qu'elle s'est assignée; c'est la raison pour laquelle il sera proposé ci-après de procéder à une réduction du capital de la société par rachat d'actions propres.

Ordre du jour :

1. Réduction du capital à concurrence de cent cinquante-sept millions quatre cent dix-neuf mille (157 419 000) francs, conformément aux articles 52bis § 2, 1° et 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pour le porter de cent septante et un millions deux cent neuf mille (171 209 000) francs, à treize millions sept cent nonante mille (13 790 000) francs, par rachat, en vue de leur destruction immédiate, de trois mille nonante-neuf (3 099) actions propres, au prix unitaire de cinquante mille sept cent nonante-six virgule septante (50 796,70) francs.

2. Réalisation du rachat des trois mille nonante-neuf (3 099) actions propres, le paiement ne devant être réalisé qu'à l'expiration du délai de deux mois prescrit par l'article 72bis desdites lois coordonnées.

3. Annulation des trois mille nonante-neuf (3 099) actions rachetées par la réduction du capital, en imputant cette réduction d'abord sur le capital souscrit réellement libéré restant à rembourser et ensuite sur les réserves taxées incorporées dans le capital.

4. Constatation de la réalisation effective de la réduction de capital.

5. a) Rapport de M. Léon Lafontaine, représentant la société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée « Lafontaine, Detilleux & Cie » dont le siège social est établi à 5101 Erpent-Namur, chaussée de Marche 585, commissaire-reviseur de la société, établi conformément à l'article 34 § 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, portant sur la description de l'apport en nature, sur les modes d'évaluation adoptés et sur la rémunération effectivement attribuée en contrepartie.

b) Rapport du conseil d'administration, établi conformément au même article, exposant l'intérêt que présentent pour la société tant l'apport en nature que l'augmentation de capital proposée.

6. Augmentation de capital à concurrence de vingt-huit millions neuf cent mille (28 900 000) francs, pour le porter de treize millions sept cent nonante mille (13 790 000) francs, à quarante-deux millions six cent nonante mille (42 690 000) francs, par apport en nature à effectuer par la société anonyme « Legrand Sanim », consistant en deux immeubles, l'un sis à Malonne, rue Alfred Bequet 25, et l'autre sis à Jambes-Namur, rue Champêtre 46, et avec création de cinq cent soixante-neuf (569) actions nouvelles, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, sauf qu'elles ne participeront que prorata temporis aux résultats de la société pour l'exercice en cours. Ces actions nouvelles seront émises au prix de cinquante mille sept cent nonante virgule quatre-vingt-six (50 790,86) francs. Attribution de ces cinq cent soixante-neuf (569) actions nouvelles, entièrement libérées à la société anonyme Legrand Sanim, en rémunération de son apport en nature.

7. Réalisation de l'apport.

8. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital.

9. Deuxième augmentation de capital à concurrence d'un million six cent quatre-vingt-trois mille huit cent nonante (1 683 890) francs, pour le porter de quarante-deux millions six cent nonante mille (42 690 000) francs à quarante-quatre millions trois cent septante-trois mille huit cent nonante (44 373 890) francs, soit un million cent mille (1 100 000) euros, sans création d'actions nouvelles, par incorporation d'une somme d'un million six cent quatre-vingt-trois mille huit cent nonante (1 683 890) francs à prélever sur les réserves disponibles de la société telles qu'elles figurent aux comptes annuels au trente et un décembre mil neuf cent nonante-neuf.

10. Constatation de la réalisation effective de la deuxième augmentation de capital.

11. Changement de la dénomination sociale en « Legrand CPI ».

12. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle pour la fixer au premier mardi du mois de juin à dix-huit heures.

13. Modification des articles suivants des statuts pour les mettre en concordance avec la nouvelle situation de la société avec l'entrée en vigueur de l'euro et prochainement du Code des sociétés :

Article premier : pour y remplacer la dénomination par la nouvelle dénomination « CPI ».

Article quatre : pour le remplacer par le texte suivant : « La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut, à tout moment, être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts. Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant la date de sa dissolution éventuelle. »

Article cinq : pour le remplacer par le texte suivant : « Le capital social est fixé à un million cent mille (1 100 000) euros, soit quarante-quatre millions trois cent septante-trois mille huit cent nonante (44 373 890 BEF) francs, entièrement souscrit et libéré, représenté par quatre mille sept cent quatre-vingt-huit (4 788) actions, sans mention de valeur nominale, représentant chacune un quatre mille sept cent quatre-vingt-huitième (4 788^e) de l'avoir social. »

Article quinze : pour le remplacer par le texte suivant : « Contrôle : Si la loi l'exige, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations, à constater dans les comptes annuels, doit être confié à un ou plusieurs commissaires, membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ils sont nommés par l'assemblée générale pour un terme de trois ans. L'assemblée fixe le nombre des commissaires et leurs émoluments. Toutefois, par dérogation à ce qui précède, lorsque la société répond aux critères prévus par l'article 64, paragraphe 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, étant les articles 130, 131, 134, 138, 141, 142, 165, 166 et 167 du Code des sociétés à partir de son entrée en vigueur, la nomination d'un ou plusieurs commissaires est facultative. Au cas où il ne sera pas nommé de commissaire, chaque actionnaire disposera individuellement des pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires. »

Article vingt-cinq : pour le remplacer par le texte suivant : « Les parties entendent se conformer entièrement aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et, dès son entrée en vigueur, au Code des sociétés. En conséquence, les dispositions de ces lois, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans le présent acte, et les clauses contraires aux dispositions impératives de la loi sont censées non écrites. »

14. Démissions — Nominations.

15. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent. (31498)

« D.H.D. », naamloze vennootschap,
Molseweg 168, 2440 Geel

H.R. Turnhout 81353 – BTW 459.834.042

Aangezien de jaarlijkse algemene vergadering die voor 2 december 2000 werd samengeroepen niet de vereiste meerderheid had, wordt een nieuwe algemene vergadering samengeroepen op 23 december 2000, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Deze algemene vergadering zal beslissen inzake de aan de agenda gestelde punten welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen weze. (31499)

**« Donaldson by the Sea », société anonyme,
boulevard Prince de Liège 140, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 522349 – T.V.A. 437.880.368

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 1^{er} décembre 2000 n'ayant pas atteint le quorum légal de présence, une nouvelle assemblée générale extraordinaire se tiendra le vendredi 22 décembre 2000, à 14 h 30 m., en l'étude du notaire Olivier Verstraete, boulevard du Souverain 288, à 1160 Bruxelles, qui délibérera valablement quel que soit le capital présent ou représenté et qui aura pour ordre du jour :

I. Rapport du conseil d'administration relatif à la proposition de modification de l'objet social conformément à l'article 70bis, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

II. Résolutions :

1. augmentation du capital social pour l'amener de un million deux cent cinquante mille francs à trois millions vingt-cinq mille quatre cent nonante-trois francs par incorporation des réserves. En conséquence, modification de l'article 5 des statuts;

2. compléter l'objet social : ajouter après... articles de mode : « le commerce de meubles, d'articles de maroquinerie, de chaussures, de ménage et d'ornement, de linge de table et de maison, de coutellerie, de décoration, d'éclairage, de cadeaux et autres articles de fantaisie. »

En conséquence, modification de l'article 3 des statuts;

3. modification de l'exercice social : clôture des comptes sociaux au trente novembre de chaque année et, pour la première fois, au trente novembre deux mille; l'exercice social en cours s'étalera sur une période exceptionnelle de dix mois, soit du premier février deux mille au trente novembre deux mille. En conséquence, d'une part, modification de l'article 40 des statuts et, d'autre part, modification de l'article 31 des statuts, l'assemblée générale annuelle se réunissant désormais le quatrième vendredi du mois de mai à dix heures.

Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 33 des statuts. » (31500)

**« Financial RJDC, société anonyme,
avenue Franklin Roosevelt 11, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 528432 – T.V.A. 439.797.604

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 22 décembre 2000, à 9 h 30 m., en l'étude du Notaire Patrick Lefebvre, avenue Louise 363, à 1050 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration exposant la justification détaillée de la modification proposée à l'objet social; rapport du commissaire-réviseur. A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêtée au 31 novembre 2000.

2. Modification de l'objet social et, en conséquence, remplacement de l'article 3 des statuts par le texte suivant : « La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers ou en participation avec des tiers :

1° la prise de participation dans toutes affaires généralement quelconques ainsi que la gestion du portefeuille ainsi constitué. Elle pourra apporter son concours aux affaires dans lesquelles elle aurait un intérêt, que ce soit dans le domaine technique, financier, commercial ou administratif.

2° les prestations à titre onéreux, en matière d'étude, d'organisation et de conseils en matière financière et commerciale, ainsi qu'en matière de secrétariat, de management et de gestion d'entreprises.

La société pourra intervenir directement dans la gestion de sociétés, filiales ou non, avec ou sans mise à disposition de personnel.

Elle pourra accepter des mandats d'administrateur, rémunérés ou non et pourra garantir des engagements de tiers, notamment mais non exclusivement de ses filiales.

La société pourra réaliser son objet en tous lieux, de toutes les manières et suivant les modalités qui lui paraîtront les mieux appropriées;

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe, ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

3. Augmentation de capital à concurrence de trois cent sept mille sept cent dix-huit francs (307 718), pour le porter de un milliard cent vingt-deux millions cent cinquante mille francs (1 122 150 000) à un milliard cent vingt-deux millions quatre cent cinquante-sept mille sept cent dix-huit francs (1 122 457 718), par incorporation au capital de réserves taxées sans création d'actions nouvelles.

4. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

5. Modification de l'article 5 des statuts. Libellé du capital en euro.

6. Modification de l'article 5bis des statuts, pour compléter l'historique de la formation du capital.

7. Modification des articles 19, 26 et 33 des statuts pour y ajouter les mots « vice-président ».

8. Suppression du deuxième paragraphe de l'article 34.

9. Suppression des articles 46 et 47.

10. Adaptation des statuts à la loi du sept mai mil neuf cent nonante-neuf.

11. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions sur les objets qui précèdent.

12. Mise en concordance des statuts.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions doivent déposer leurs titres cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée. (31501)

**Dhaxley, naamloze vennootschap,
Steenbergstraat 10, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 61495 — BTW 436.511.183

Daar de buitengewone algemene vergadering gehouden op 1 december 2000 niet het vereiste quorum heeft bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op vrijdag 22/12/2000, om 15.00 uur, op het kantoor van notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, Wijngaardstraat 40. — Agenda : 1. Verlenging boekjaar - wijziging datum algemene vergadering. 2. Kapitaalverhoging door incorporatie van reserves - uitdrukking van het kapitaal in euro. 3. Verplaatsing van de zetel. 4. Aanpassing van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de door de vergadering getroffen beslissingen. 5. Coördinatie van de statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (49226)

**Distri-Log, naamloze vennootschap,
Oude Keerbergsebaan 12, 2820 Bonheiden**

H.R. Mechelen 76747 — BTW 453.910.807

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 28/12/2000, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : Herbenoeming bestuurders. Zich richten naar de statuten. (49227)

**Immo-Heist, naamloze vennootschap,
Graaf d'Ursellaan 34, 8301 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 60908 — BTW 426.908.777

Bijeenroeping bijzondere algemene vergadering op 23/12/2000, te 10 uur. — Dagorde : 1. Herbenoeming bestuurders. 2. Aanstelling afgevaardigd bestuurder. 3. Diverse. (49228)

**Lelietrans, naamloze vennootschap,
Koningin Astridstraat 109, 8211 Zedelgem**

H.R. Oostende 28981 — BTW 408.431.564

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de uitgestelde jaarvergadering, die zal worden gehouden op 23 december 2000, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda: 1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1999. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Benoemingen - ontslagen. 7. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (49229)

**Puurco, naamloze vennootschap,
Gentstraat 158, 8760 Meulebeke**

H.R. Kortrijk 124844 — NN 444.501.213

Daar op de buitengewone algemene vergadering van 4 december 2000 het vereiste quorum niet bereikt werd, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot het bijwonen van een tweede buitengewone algemene vergadering, die gehouden zal worden ten kantore van notaris Antoon Dusselier, te Meulebeke, Barnumstraat 20, op vrijdag 22/12/2000, om 19.00 uur, met volgende agenda: 1. Kennisgeving en bespreking van nagemelde stukken, waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten: a) het fusievoorstel de dato 13 september 2000, opgesteld door de raden van bestuur van de overgenomen vennootschap, naamloze vennootschap PUURCO en van de overnemende vennootschap, naamloze vennootschap DUPRO, gevestigd te 8760 Meulebeke, Gentstraat 158, met toepassing van artikel 174/2 van de Vennootschappenwet en neergelegd ter griffie van de Rechtbank van Koophandel op 4 oktober 2000; b) het verslag van de raad van bestuur op 13 september 2000 opgesteld overeenkomstig de eerste paragraaf van artikel 174/3 van de Vennootschappenwet en het controleverslag op 13 september 2000 door de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een B.V.B.A. "POUSEELE B. & C" Bedrijfsrevisoren", met zetel te 8800 Roeselare, Clinton Park, Ter Reigerie 7, bus 3, vertegenwoordigd door de heer POUSEELE, Bertin, bedrijfsrevisor, kantoorhoudend op zelfde adres, aangewezen door de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig de tweede paragraaf van artikel 174/3 van de Vennootschappenwet over de voorgenomen fusie. 2. Fusiebesluit, waarbij de vennootschap bij wijze van fusie wordt overgenomen door de, naamloze vennootschap DUPRO, volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden als bepaald in het fusievoorstel waarvan sprake in het eerste agendapunt. 3. Goedkeuring van volgende wijziging van de statuten van de genoemde overnemende vennootschap: wijziging van artikel 5 der statuten met betrekking tot het kapitaal en het aantal aandelen van de vennootschap, om de tekst ervan in overeenstemming te brengen met de tengevolge van de fusie tot standgekomen kapitaalverhoging en besloten uitgifte van nieuwe aandelen. 5. Machtiging aan de raad van bestuur van de overnemende vennootschap, om:

- de formaliteiten van openbaarmaking van de fusie te verrichten met betrekking tot de vennootschap; de door haar aandeelhouders ingeleverde aandelen te vernietigen;

- het nodige te doen om de nieuw uitgegeven aandelen van de overnemende vennootschap te verdelen onder de aandeelhouders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(49230)

De raad van bestuur.

**Schaapdonk, naamloze vennootschap,
Dries 39, 9070 Destelbergen**

NN 460.788.503

Jaarvergadering op 22/12/2000, om 19 uur, op de zetel. — Dagorde: Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (49231)

**Strugicran, naamloze vennootschap,
Van Asschestraat 47, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 291929 — BTW 448.137.129

Jaarvergadering op 24/12/2000, om 18.00 uur, op de zetel. — Dagorde: 1. Kennisname v.h. jaarverslag. 2. Goedkeuring v.d. jaarrekening en resultaatbestemming per 30/06/2000. 3. Kwijting a.d. bestuurders en de externe accountant. 4. Tegenstrijdigheid van belangen. 5. Varia. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (49232)

**Thillimmo, société anonyme,
boulevard Léopold II 219, 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 624468 — T.V.A. 436.321.191

Le conseil d'administration a décidé ce jour, en vertu de l'article 38 des statuts, d'octroyer un acompte sur dividende brut de BEF 14.977 (BEF 11.233 net de précompte mobilier) relatif à l'exercice 00-01. Le paiement se fera par chèque dès le 12 décembre 2000 sur présentation par les actionnaires du coupon n° 4 au siège social de la société. (49233)

**Anjer Holding, naamloze vennootschap,
Reppelenweg 261, 3950 Bocholt**

BTW 446.116.757

Jaarvergadering op 26 december 2000. — Agenda: 1. Verslag raad van bestuur (incl. art. 60). 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (84568)

**C.V.C., burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
te 8500 Kortrijk, Kasteelstraat 29a**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk, nr. 305

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 29 december 2000, om 20 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda: 1. Jaarverlag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 2000. 3. Kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten.

(84569)

De raad van bestuur.

**Elleve, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Ezelstraat 21, 8560 Wevelgem**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk, nr. 316
BTW 442.482.920

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 26 december 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda:

1. Verslag van raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84570)

**Port Estates, naamloze vennootschap,
Falconrui 36, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 224006 — BTW 421.106.989

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, op dinsdag 26 december 2000, om 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Bespreking van de jaarrekening per einde boekjaar 30 juni 2000;
3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur;
4. Goedkeuring van de jaarrekening;
5. Bestemming van het resultaat;
6. Decharge te verlenen aan de raad van bestuur;
7. Varia. (84571)

**Deweco, naamloze vennootschap,
Sint-Jozefslaan 22, 9190 Stekene**

H.R. Sint-Niklaas 52777 — BTW 450.813.042

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Sint-Jozefslaan 22, 9190 Stekene, op 26 december 2000, te 14 uur.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84572)

**Westcon, naamloze vennootschap,
Meensesteenweg 332, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 126200 — BTW 446.438.837

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 26 december 2000, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84573)

**A.O.R., naamloze vennootschap,
Haven 312 - Rostockweg 15, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 281340 — BTW 442.696.815

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, op datum van 20 december 2000, om 14 uur, met op de agenda :

- Een kapitaalvermindering van 18.025.214,- BF.
- Omzetting in euro - na kapitaalvermindering 1.338.000 (84574)

**Bavo, naamloze vennootschap,
Sint-Pieterszuidstraat 71, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 57049 — BTW 423.146.464

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden voor het ambt van notaris Michel Van Damme, te Brugge (Sint-Andries), op 23 december 2000, om 11 uur. Deze vergadering heeft de volgende agenda :

1. Verhoging van het kapitaal met 1.251.074,- BEF om het te brengen op 2.501.074,- BEF, door omzetting in het kapitaal van een bedrag van 1.251.074,- BEF op te nemen uit de beschikbare reserves van de vennootschap, zonder uitgifte van nieuwe aandelen.
 2. Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging.
 3. Omzetting van het kapitaal in euro.
 4. Schrapping van de huidige tekst van het artikel 5 van de statuten en vervanging.
 5. Toevoeging van een nieuw laatste lid in artikel 11.
 6. Schrapping van lid 4 en 5 in artikel 14 en vervanging.
 7. Schrapping van lid 1 in artikel 29 en vervanging.
 8. Schrapping van het laatste lid van artikel 30 en vervanging.
 9. Schrapping van het 5e lid in artikel 32 en vervanging.
 10. Toevoeging van een nieuw laatste lid in artikel 39.
 11. Bijzondere volmachten. Opdracht tot coördinatie van de statuten.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84575)

**Selket, naamloze vennootschap,
Buurtstraat 59, 9990 Maldegem**

H.R. Gent 195495 — BTW 434.316.312

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen voor 04/12/2000 niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal worden gehouden ten kantore van notaris Antoon Dusselier, te Meulebeke, op 22 december 2000, om 10 uur, en dewelke geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten nopens zelfde volgende agenda :

1. Na kennisname van het vereiste verslag en van een situatie die niet meer dan drie maanden voordien werd opgemaakt, herschikking en herformulering van het doel en schrapping van de activiteiten waarvoor de vennootschap niet voldoet aan de vereiste kwalificatie en van de activiteiten vermeld onder punt f, eerste alinea van het doel.
2. Aanpassing van de statuten aan de beslissing van de raad van bestuur tot zetelverplaatsing.
3. Kapitaalvermindering met vier miljoen negenhonderdneegenen-negentigduizend negenhonderd tweeënzestig (4.999.962) frank om het te brengen op vijftien miljoen achtendertig (15.000.038) frank, door terugbetaling op ieder aandeel van een bedrag van eenenvijftigduizend vijfhonderd zesenvoertig (51.546) frank werkelijk volgestort kapitaal. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van dit besluit.
4. Kapitaalvermindering met vierenzeventigduizend tweehonderd vijfenzeventig (74.275) frank om het te brengen op veertien miljoen negenhonderdvijfentwintigduizend zevenhonderd drieënzestig (14.925.763) frank, en dit ter aanzuivering van geleden verliezen ten belope van het overeenkomstig bedrag.
5. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar driehonderd zeventigduizend (370.000) euro.
6. Na kennisname van het vereiste verslag, toekennen in het voordeel van de raad van bestuur van het toegestaan kapitaal ad één miljoen (1.000.000) euro en van de mogelijkheid tot conversie van aandelen en het verwerven van eigen aandelen of winstbewijzen.

7. (Her)formulering van de modaliteiten en de voorwaarden van de zetelverplaatsing, uitoefening van het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, van de kapitaalaflossing, de uitgifte van obligaties en warrants, de bevoegdheid, de werking, de samenstelling en de bijeenkomsten van de raad van bestuur, de benoeming en bezoldiging van de bestuurders en commissarissen, de bijeenkomst, werking van en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en de winstverdeling.

8. Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig de te nemen besluiten en actualisering.

9. Ontslag/benoeming bestuurders.

10. Opdracht tot coördinatie van de statuten - volmachten.

(84576)

De raad van bestuur.

**Themashoe, naamloze vennootschap,
Kanonstraat 20, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 110030 — BTW 428.670.813

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Baudouin Moerman, te Kortrijk, op 27/12/2000, om 14 uur, met volgende agenda :

1. Na kennisname van het vereiste verslag en van een situatie die niet meer dan drie maanden voordien werd opgemaakt, herschikking en herformulering van het doel en uitbreiding van het doel met alle diensten uit de horeca-sector.

2. Eerste kapitaalverhoging met honderd zevenendertigduizend vijfhonderd (137.500) frank om het te brengen op twee miljoen honderd zevenendertigduizend vijfhonderd (2.137.500) frank, en dit door inbreng in speciën en mits creatie van elf (11) nieuwe aandelen, zonder aanduiding van nominale waarde, uit te geven en in te schrijven mits de globale prijs van vijfhonderdeneenduizend vierenzeventig (501.074) frank, inbegrepen een globale uitgiftepremie van driehonderddrieënzestigduizend vijfhonderd vierenzeventig (363.574) frank. Bepaling van de rechten van de nieuwe aandelen.

3. Wettelijke vereiste verslagen naar aanleiding van de opheffing van het voorkeurrecht bij de eerste kapitaalverhoging hiervoor.

4. Opheffen van het voorkeurrecht bij de eerste kapitaalverhoging hiervoor ten voordele van Mevr. Rita Janart, wonende te 8500 Kortrijk, Kanonstraat 20.

5. Een tweede kapitaalverhoging ten belope van driehonderddrieënzestigduizend vijfhonderd vierenzeventig (363.574) frank door inlijving van de onbeschikbare rekening « uitgiftepremies », zonder creatie en uitgifte van nieuwe aandelen.

6. Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhogingen. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar tweeënzestigduizend (62.000) euro.

7. Na kennisname van het vereiste verslag, toekennen in het voordeel van de raad van bestuur van het toegestaan kapitaal ad één miljoen (1.000.000) euro en van de mogelijkheid tot conversie van aandelen en het verwerven van eigen aandelen of winstbewijzen.

8. Herformulering en de modaliteiten en de voorwaarden van de uitoefening van het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, van de kapitaalaflossing, de uitgifte van obligaties en warrants, de bevoegdheid, de werking, de samenstelling en bijeenkomst van de raad van bestuur, de benoeming en bezoldiging van de bestuurders en commissarissen, de bijeenkomst, werking van en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering, de winstverdeling en vaststelling uur jaarvergadering.

9. Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering.

10. Opdracht geven tot coördinatie van de statuten.

11. Ontslag en benoeming bestuurders - volmachten.

(84577)

De raad van bestuur.

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Ville de Wavre

La ville de Wavre recrute :

un sous-lieutenant professionnel pour le service d'incendie.

Les candidats doivent notamment :

être de nationalité belge;

être titulaires soit d'un diplôme ou certificat donnant accès au niveau 1 de l'Etat, soit d'un des diplômes d'ingénieur technicien repris à l'arrêté royal du 19 avril 1999;

avoir 21 ans au moins;

avoir sa résidence principale à Wavre ou dans un rayon de 5 km dans les six mois suivant la fin du stage;

satisfaire à des épreuves de sélection écrites (résumé et commentaire d'un texte et matières techniques au choix du candidat : chimie ou électromécanique ou construction) et orale ainsi qu'à des épreuves d'aptitude physique.

Un ingénieur électricien ou électromécanicien pour la régie de l'électricité.

Les candidats doivent être porteurs du titre ci-dessus et devront satisfaire à un examen portant des matières techniques en rapport avec la fonction.

Conditions détaillées et renseignements au service du personnel, hôtel de ville, 1300 Wavre, tél. 010/23 03 21.

Les candidatures, accompagnées d'une copie certifiée conforme du diplôme et d'un *curriculum vitae* détaillé, devront être adressées à M. le bourgmestre, hôtel de ville, 1300 Wavre, sous pli recommandé, posté le 31 décembre 2000 au plus tard. (31502)

Gemeente Huldenberg

De gemeente Huldenberg werft aan :

1 commissaris van politie;

1 politieagent(e).

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen op onderstaand adres en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 4 januari 2001.

Alle nuttige inlichtingen m.b.t. vereiste diploma, wervingsreserve, functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examen kunt u bekomen op onderstaand nummer.

Bijkomende info 02/686 061 60, personeelsdienst gemeente (Hilde), Gemeenteplein 1, 3040 Huldenberg. (31503)

Gemeente Gavere

Het gemeentebestuur van Gavere zal overgaan tot de aanwerving van :

1 sportfunctionaris (man of vrouw), voltijdse prestaties in statutair verband.

Voor deze functie dient men in het bezit te zijn van het diploma hoger onderwijs korte type met volledig leerplan met finaliteit lichamelijke opvoeding en houder zijn van het brevet van sportfunctionaris afgeleverd door de Vlaamse Trainersschool of van één van de bekwaamheidsbewijzen die door de Vlaamse regering werden bepaald.

De eigenhandig geschreven kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae* en een afschrift van het diploma en brevet dienen aange- tekend verstuurd te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Markt 1, te 9890 Gavere, en uiterlijk ter post afgegeven op 5 januari 2001.

Een informatienota met betrekking tot de functiebeschrijving, de toelaatbaarheidsvereisten, het examenprogramma, ed. kan op eenvoudige vraag bekomen worden op de personeelsdienst van het gemeen- tebestuur, tel. 09/384 53 11, binnenpost 25 of 43. (31504)

Gemeente Bonheiden

De gemeente Bonheiden gaat over tot de aanwerving in statutair verband, met aanleg van een werfreserve van drie jaar van :

één betrekking van diensthoofd technische dienst, niveau A4a-A4b (diploma industrieel ingenieur bouwkunde).

De einddatum voor het indienen van de kandidaturen is vastgesteld op maandag 8 januari 2001, hetzij tegen ontvangstbewijs, hetzij bij aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en sche- penen, Dorp 19, te 2820 Bonheiden.

De specifieke aanwervingsvoorwaarden, de functiebeschrijving, het functieprofiel en het examenprogramma, kunnen worden aangevraagd op het gemeentehuis, dienst algemene zaken, personeel, Dorp 19, 2820 Bonheiden, tel. 015/51 30 15, toestel 18, fax 015/51 23 33.

Bij de sollicitatiebrief te voegen documenten :

een kopie van het vereiste diploma;

een verklaring op eer dat zij voldoen aan de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden;

pasfoto. (31505)

Hogeschool Limburg

Bij de Hogeschool Limburg is de volgende betrekking vacant :

Stafmedewerker dienst onderwijs en onderzoek, niveau A, graad A2 (00/CAD/VAC/06).

Plaats.

Centrale administratie Hogeschool Limburg Diepenbeek.

Dienst onderwijs en onderzoek.

In te vullen taken.

De kandidaat zal een ondersteunende functie uitoefenen binnen de dienst onderwijs en onderzoek, waarbij zijn taak zich hoofdzakelijk zal toespitsen op het volgende :

ondersteuning bij de implementatie van het systeem van kwaliteits- zorg;

begeleiden van initiatieven rond onderwijsinnovatie;

begeleiden van initiatieven ter ondersteuning van de student bij zijn leerproces.

Omvang van de opdracht.

100 % opdracht vanaf 15 januari 2001 tot 30 september 2001, waarna verlenging mogelijk.

Vereist diploma.

Universitair diploma.

Vereiste kennis en vaardigheden :

vertrouwd zijn met de structuur en de regelgeving van het hoger onderwijs;

over relevante kennis beschikken in het domein van :

onderwijsvernieuwing;

gegevensverzameling ter ondersteuning van de interne kwaliteitszorg;

accuraat zijn en correct rapporteren;

uit ervaring moet blijken goed te kunnen functioneren in teamver- band.

Bezoldiging.

Salarisschaal A21, beginsalaris op jaarbasis 1 177 344 frank aan index 1,2434.

Kandidaturen dienen aangetekend te gebeuren via formulieren die aangevraagd kunnen worden bij de Hogeschool Limburg, centrale administratie, personeelsdienst, Universitaire Campus, gebouw H, 3590 Diepenbeek, tel. 011/26 00 46, en die ingevuld uiterlijk op 20 december 2000 naar dit adres verstuurd moeten worden. (31506)

Universiteit Antwerpen Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen

UFSIA, één van de drie Antwerpse universitaire instellingen, geves- tigd in het centrum van de stad, heeft op de personeelsdienst een vacature voor een halftijds :

medewerker personeelsadministratie (m/v)

die verantwoordelijk zal zijn voor : Individuele administratieve opvol- ging van het academisch personeel (assistenten en professoren) : onthaal assistenten en professoren, voorbereiding administratieve dossiers; input- en procescontrole bij de verwerking van beslissingen m.b.t. het academisch personeel; individuele rapporteringen (wedde- mededelingen, contacten, attesten, ...); loopbaanopvolging (opvolging mandaten, afloop contracten, ...).

Logistieke ondersteuning van de lijnverantwoordelijke voor het personeelswerk; administratieve opvolging bij selectie, loopbaanont- wikkeling en personeelsevaluatie.

Opvang van individuele personeelsleden.

Arbeidsvoorwaarden :

Barema : (graad 4) : min. BEF 32 882, max. BEF 50 539 per maand.

Mogelijkheid tot uitbreiding naar voltijdse tewerkstelling.

Profiel :

diploma van het hoger onderwijs van één cyclus, studiegebied maat- schappelijk werk, optie personeelswerk;

duidelijke interesse voor de toepassing en opvolging van rechtspositieregelingen (decreet, statuten, CAO's, ...);

duidelijke interesse voor administratieve informaticatoepassingen;

goede communicatieve vaardigheden (schriftelijk en mondeling);

zin voor administratief werk, nauwkeurigheid en discretie;

bereid tot verdere specialisatie in het vakgebied.

Kandidaatstelling.

De sollicitatiebrieven met *curriculum vitae* dienen uiterlijk op 2 januari 2001 toe te komen bij Ilse Huyghe, personeelsdienst UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen. Voor bijkomende inlichtingen kan u terecht op nr. 03/220 45 06 of e-mail : ilse.huyghe@ua.ac.be. (31507)

Mercator Hogeschool Provincie Oost-Vlaanderen

Externe oproep voor de vacature van 1 FT administratief mede- werker niveau B, dienst financiën/boekhouden.

Functieomschrijving.

De administratief medewerker niveau B vervult administratieve taken ten behoeve van de financiële dienst van Mercator Hogeschool Provincie Oost-Vlaanderen, autonoom provinciebedrijf.

Hij/zij is belast met volgende taken :

verwerken van inkomende facturen;

opmaak van uitgaande facturen;

volledige facturatie aan studenten;

opvolging begroting;

inboeking en opvolging lonen;

balans- en resultatenrekening;

interne controles;

...

Functieprofiel.

Diploma H.O. van één cyclus (opleiding : bedrijfsbeheer of gelijkwaardig).

Informaticakennis : grondige kennis van boekhoudpakketten, meer specifiek « Saari onder Windows ».

Functieaanbod.

Full-time betrekking in ATP-kader.

Barema B11.

Nuttige beroepservaring kan ten hoogste voor tien jaar verleend worden.

Tijdelijk met perspectief op benoeming in vast verband.

Datum indiensttreding : 1 februari 2001.

Selectieprocedure.

Kandidaten worden geëvalueerd op basis van het *curriculum vitae* en een interview.

Eventueel schriftelijk voorexamen over functierelevante leerstof bij meer dan 10 kandidaten.

Kandidaten sturen vóór 10 januari 2001 hun sollicitatiebrief en uitgebreid *curriculum vitae* met een kopie van diploma(s) aan : Mercator Hogeschool, t.a.v. prof. dr. Paul Van Hauwermeiren, algemeen directeur, Abdisstraat 1, 9000 Gent.

Voor inlichtingen kunt u terecht bij de heer Romain Bleyaert, financieel-administratief directeur op het tel. 09/224 94 30.

Oproep voor de vacature van systeembeheerder (m/v).

Functie.

De systeembeheerder zorgt voor de beschikbaarheid en dagelijkse bediening, planning en technische ondersteuning van alle in de hogeschool gebruikte computersystemen (Banyan servers, Unix systemen en NT servers) en netwerken (routers, hubs, switches en cabling). Zijn verantwoordelijkheden omvatten de controle over het perfecte verloop van het netwerkgebruik, onderhoud en technische ondersteuning. Bovendien omvat het takenpakket planning, research, beoordeling, ontwerp en ontwikkeling van de systemen en netwerken. De systeembeheerder rapporteert aan de IT manager.

Hij/zij moet instaan voor o.m. volgende taken en diensten :

performatie en security monitoring;

oplossen van technische problemen;

analyse van gebruikersbehoeften;

aanbrengen van verbeteringen;

op de hoogte blijven van technische evoluties;

ontwikkeling van procedures;

overdragen van kennis aan minder ervaren medewerkers.

Profiel.

De systeembeheerder is een technisch specialist met uitstekende kennis van de technologieën gebruikt binnen de hogeschool.

De kandidaat :

heeft een diploma hoger onderwijs van de tweede cyclus (richting informatica), of gelijkwaardig door ervaring;

heeft een sterke technische kennis betreffende netwerk- en communicatietechnologie;

is bereid te werken op onregelmatige tijdstippen;

heeft een sterke affectie voor nieuwe technologieën en wenst voortdurend op de hoogte te blijven van de technische evoluties;

is een technisch specialist op het gebied van Banyan, NT of Unix, of is bereid dit aan te leren;

is een teamplayer.

Aanbod.

Volzijdse betrekking in ATP-kader toegevoegd aan de centrale diensten.

Salarisschaal A21.

Een nuttige beroepservaring van max. tien jaar kan verleend worden.

Indiensttreding op 1 maart 2001, tijdelijk met perspectief op benoeming in vast verband.

Selectieprocedure.

Kandidaten worden geëvalueerd op basis van het *curriculum vitae* en een interview.

Kandidaten sturen vóór 15 januari 2001 hun sollicitatiebrief met uitgebreid *curriculum vitae* met een kopie van het gevraagd diploma aan : Mercator Hogeschool Provincie Oost-Vlaanderen, t.a.v. prof. dr. Paul Van Hauwermeiren, algemeen directeur, Abdisstraat 1, 9000 Gent.

Oproep voor de vacature van specialist gebruikersondersteuning ICT helpdesk (m/v).

Functie.

De « specialist gebruikersondersteuning » bemant de centrale helpdesk. Hij/zij is het eerste en enige contactpunt waar gebruikers terecht kunnen voor vragen en melding van problemen. Hij/zij rapporteert aan de IT manager. Hij/zij moet instaan voor o.m. volgende taken en diensten :

eerstelijnsprobleembeheer (oplossen van eenvoudige problemen);

doorsturen van andere problemen naar de geschikte persoon binnen het IT team;

opvolgen en rapporteren van vragen en problemen;

ontwikkeling van procedures.

Profiel.

De « specialist gebruikersondersteuning » is een junior persoon met een minimum kennis en/of ervaring met PC's en kantoorautomatiseringsoplossingen zoals Word, Excel, ...

De kandidaat :

heeft een opleidingsniveau A2 of hoger;

heeft een probleemoplossend vermogen;

is in staat eigen inzichten te verwoorden in begrijpelijke taal;

is zeer contactvaardig en vriendelijk;

is technisch geïnteresseerd en leergierig;

heeft een basiskennis PC's, netwerken en beheerssystemen (bijv. Windows);

is een teamplayer.

Aanbod.

Volzijdse betrekking in ATP-kader toegevoegd aan de centrale diensten.

Salarisschaal C11.

Een nuttige beroepservaring van maximum tien jaar kan verleend worden.

Indiensttreding op 1 maart 2001, tijdelijk met perspectief op benoeming in vast verband.

Selectieprocedure.

Kandidaten worden geëvalueerd op basis van het *curriculum vitae* en een interview.

Kandidaten sturen vóór 15 januari 2001 hun sollicitatiebrief met uitgebreid *curriculum vitae* met een kopie van het gevraagd diploma aan : Mercator Hogeschool Provincie Oost-Vlaanderen, t.a.v. prof. dr. Paul Van Hauwermeiren, algemeen directeur, Abdisstraat 1, 9000 Gent. (31508)

Sociale Hogeschool Gent

V.Z.W. Sociale Hogeschool KVMW Gent, met maatschappelijke zetel te Gent, Sint-Annaplein 31, heeft voor onmiddellijke indiensttreding een vacature voor een voltijds ambt als vast secretaris.

Personeelsformatie : administratief en technisch personeel, niveau A, graad 4.

Functie.

De vast secretaris biedt raad van bestuur en directie vanuit een juridische invalshoek ondersteuning in verband met :

opvolging van de wettelijke verplichtingen van alle regelgeving die op een hogeschool van toepassing is;

opmaak en opvolging van alle personeelsdossiers en contracten;

administratieve voorbereiding en opvolging van het overleg met de regeringscommissaris, de verificateur, departement onderwijs, Vlhora en VVKHO, samenwerking met Kaho Oost-Vlaanderen;

administratieve voorbereiding en opvolging van de werking en vergaderingen van de interne wettelijke (RvB, AV, CPBW) en decretale organen (AR, HOC).

Daarnaast heeft de vast secretaris tot taak :

beleidsvoorstellen te formuleren i.s.m. de betrokken medewerkers;

ontwikkelen, bijhouden en ontsluiten van alle interne reglementaire bepalingen, procedures, juridisch contentieux;

opvolgen en aansturen van alle medewerkers (incl. begeleiding en vorming) rond belangrijke juridische items.

Profiel.

Lic. in de rechten.

Zeer uitgebreide en diepgaande werkervaring in een onderwijs-juridische functie.

Christelijk geïnspireerd.

De betrekking is vacant in een contract van onbepaalde duur.

Sollicitaties moeten vóór 20 december ingestuurd worden ter attentie van Mevr. Lieve Deneir Pedé, Sint-Annaplein 31, 9000 Gent. (31509)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Laarne

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Laarne wenst over te gaan tot de aanwerving, in vast verband, van :

1 coördinator buitenschoolse kinderopvang (voltijds).

Vereist diploma : sociaal hoger onderwijs buiten de universiteit, van het korte type, richting maatschappelijk werk, sociale verpleegkunde of van het pedagogisch hoger onderwijs buiten de universiteit.

De volledige aanwervingsvoorwaarden alsook alle verdere inlichtingen in verband met deze betrekking zijn te bekomen op het secretariaat van het O.C.M.W., Colmanstraat 51, 9270 Kalken, tel. 09/365 46 90.

De kandidaturen dienen per aangetekend schrijven en vergezeld van de vereiste stavingbewijzen vóór 19 januari 2001 toegestuurd te worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W., p/a Colmanstraat 51, 9270 Kalken. (31510)

Vlaamse Huisvestingsmaatschappij

Een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige adjuncten van de directeur wordt aangelegd voor de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij.

Momenteel zijn volgende functies vacant :

Financieel beheerder.

Het opnemen, opvolgen en beheer van leningen met het oog op de financiering van de investeringsprogramma's.

Belegging en beheer van de geldmiddelen.

Beheer van statistische gegevens en het leveren van management-informatie.

Financieel inspecteur.

U controleert volgens vastgestelde procedures ter plaatse bij de SHM's of de reglementering en de VHM-adviezen inzake de boekhouding, het administratief beheer en de interne controle correct wordt toegepast en of de financiële middelen efficiënt worden aangewend.

U stelt rapporten op over dit terreinonderzoek en geeft advies ter zake.

Deelnemingsvoorwaarden :

1. U bent burger van de Europese Unie.

2. U bent houder van een diploma behorende tot het universitair onderwijs of het hoger onderwijs van 2 cycli.

U wordt eveneens aanvaard als u, tijdens het schooljaar 2000-2001, het laatste jaar van de studies volgt voor het bekomen van het vereiste diploma. U kan echter slechts worden aangeworven wanneer u het vereiste diploma hebt behaald.

3. U hebt een gedrag dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking.

4. U geniet de burgerlijke en politieke rechten.

5. U hebt aan de dienstplichtwetten voldaan.

6. U bent lichamelijk geschikt voor de normale uitoefening van het ambt.

U kan deelnemen aan dit aanwervingsexamen door uw sollicitatiebrief met *curriculum vitae* en vermelding van de functie, met als uiterste inschrijvingsdatum 3 januari 2001, te versturen naar Deloitte & Touche, t.a.v. Vanessa De Belder, Holidaystraat 5, 1831 Diegem, vdebelder@deloitte.com.

U kan op dit adres het examenreglement opvragen waarin de functiebeschrijving, de vereisten en de selectieprocedure gedetailleerd zijn beschreven. (31594)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst

Bij beschikking d.d. 6 december 2000, verleend door Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verklaart D'Hoe, Lynda Carolina, geboren te Liedekerke op 21 juni 1950, zonder beroep, wonende te 1770 Liedekerke, Kapellebaan 11/21, verblijvende Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis Lede, Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Marcoen, Peter, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Capucienelaan 63.

Aalst, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Renneboog, Luc.

(68364)

Bij beschikking d.d. 6 december 2000, verleend door Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verklaart Meuleman, Rita, geboren te Denderhoutem op 27 januari 1948, wonende te 9420 Erpe-Mere, Oudenaardsesteenweg 380, verblijvende Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis Lede, Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Ruysinck, Jo, advocaat, wonende te 9340 Lede, Kasteeldreef 44.

Aalst, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Renneboog, Luc. (68365)

Bij beschikking d.d. 6 december 2000, verleend door Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verklaart Botef, Maria Pia, geboren in Italië (Lucera) op 6 maart 1946, wonende te 9340 Lede, Reymeersstraat 13A, verblijvende Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis Lede, Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Gheeraerds, Michelle, advocaat, wonende te 9310 Herdersem, Pontweg 83.

Aalst, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Renneboog, Luc. (68366)

Vrederecht van het vijfde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 17 november 2000, werd Distler, Alice Maria, gepensioneerde, geboren te Borgerhout op 1 mei 1924, weduwe van Sels, Joannes, wonende te 2070 Zwijndrecht, Regenbooglaan 14, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Mr. Carl De Munck, advocaat en plaatsvervangend vrederechter, gevestigd te 2000 Antwerpen, Britselei 39.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 6 november 2000.

Antwerpen, 7 december 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Verbaeten, Albert. (68367)

Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 4 december 2000, werd Van Deursen, Johanna, geboren te Princenhage (Nederland) op 2 december 1915, verblijvende in het Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Mr. Mertens, Jan Lodewijk, advocaat, met kantoor te 2900 Schoten, Verbertstraat 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 21 november 2000.

Brasschaat, 7 december 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (68368)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 4 december 2000, werd Huybrechts, Eduardus, geboren te Antwerpen op 24 oktober 1907, verblijvende in het Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Mr. Vroman, Jean, advocaat, met kantoor te 2018 Antwerpen, Van Eycklei 20, bus 2.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 21 november 2000.

Brasschaat, 7 december 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (68369)

Vrederecht van het derde kanton Brugge

Beschikking d.d. 1 december 2000, verklaart Haesebrouck, Filip, geboren te Brugge op 3 maart 1952, wonende te 8000 Brugge, V.Z.W. Ons Tehuis, Koolkerkse Steenweg 191, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkse Steenweg 12.

Brugge, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (68370)

Beschikking d.d. 1 december 2000, verklaart Casier, Freddy, geboren te Roeselare op 10 november 1953, wonende te 8000 Brugge, V.Z.W. Ons Tehuis, Koolkerkse Steenweg 191, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkse Steenweg 12.

Brugge, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (68371)

Beschikking d.d. 1 december 2000, verklaart Ulaga, Jean, geboren te Antwerpen op 30 augustus 1942, wonende te 8000 Brugge, V.Z.W. Ons Tehuis, Koolkerkse Steenweg 191, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkse Steenweg 12.

Brugge, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (68372)

Beschikking d.d. 1 december 2000, verklaart Snauwaert, Ronny, geboren te Oostende op 11 april 1956, wonende te 8000 Brugge, V.Z.W. Ons Tehuis, Koolkerkse Steenweg 191, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkse Steenweg 12.

Brugge, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (68373)

Beschikking d.d. 1 december 2000, verklaart Vervaecke, Jacques, geboren te Otegem op 13 juni 1940, wonende te 8000 Brugge, V.Z.W. Ons Tehuis, Koolkerkse Steenweg 191, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkse Steenweg 12.

Brugge, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (68374)

Beschikking d.d. 1 december 2000, verklaart Deduytsche, Walther, geboren te Brugge op 30 juli 1942, wonende te 8000 Brugge, V.Z.W. Ons Tehuis, Koolkerkse Steenweg 191, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerkse Steenweg 12.

Brugge, 7 december 2000.

De griffier, (get.) Cuyllé, Nicole. (68375)

Vrederecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 1 december 2000 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge, voor recht verklaard dat de heer Roels, Geert, geboren te Wetteren op 8 september 1970, wonende te 8000 Brugge, Koningin Elisabethlaan 46, niet in staat is zelf zijn goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder : de heer Buelens, Chris, advocaat te 8200 Sint-Andries (Brugge), Pastoriestraat 137, bus 1, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5 van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 7 december 2000.

De adjunct-griffier, (get.) Impens, Nancy. (68375)

Vrederecht van het kanton Diksmuide

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diksmuide, verleend op 5 december 2000, werd D'Hert, Richard, geboren te Sassy (Frankrijk) op 29 juni 1918, verblijvende in het R.V.T. Cassiers, te 8650 Houthulst, 7e Geniestraat 3, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vandamme, Hilde, advocate, met kantoor te 8600 Diksmuide, Grauwe Broedersstraat 2.

Diksmuide, 7 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vandamme, Jan. (68377)

Vrederecht van het kanton Eeklo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 7 december 2000, werd de heer De Meulenaere, Marcel, geboren te Maldegem op 23 maart 1924, wonende te 9990 Maldegem, 't Veldeken 69, opgenomen in de instelling Heilig Hartkliniek, Moeie 18, te 9900 Eeklo, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Van Asch, Veronique, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 5 december 2000.

Eeklo, 7 december 2000.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (68378)

Vrederecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Izegem, d.d. 1 december 2000, werd Onraet, Roland, geboren te Izegem op 19 oktober 1934, wonende te 8870 Izegem, Brugstraat 20/5, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Maertens, Dina, geboren te Izegem op 2 april 1931, wonende te 8870 Izegem, Brugstraat 20/5.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) F. Duthoo. (68379)

Vrederecht van het eerste kanton Kortrijk

Beschikking d.d. 28 november 2000, verklaart Deconinck, Jozef Karel Hendrik Robrecht, weduwnaar van Mevr. Vandevenne, Leona, geboren te Kortrijk op 29 mei 1925, gepensioneerd, wonende te 8500 Kortrijk, Beheerstraat 71, thans verblijvende te 8501 Heule, R.V.T. De Nieuwe Lente, Peperstraat 141, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Vanhoutte, Brigitte, advocaat, met kantoor te 8500 Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10.

Kortrijk, 4 december 2000.

De griffier, (get.) Lambrecht, Greta. (68380)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 7 december 2000, werd Lauwereys, Christina, geboren op 7 mei 1951, wettelijk gedomicilieerd en verblijvende in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 november 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (68381)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 7 december 2000, werd Van Loo, René, geboren op 5 mei 1935, wettelijk gedomicilieerd te 2800 Mechelen, Wielewaalstraat 18, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Backer, Rudi, wonende te 2800 Mechelen, Rommekensbergstraat 10.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 november 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (68382)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 7 december 2000, werd Candries, Willy, geboren te Duffel op 7 april 1950, wonende te 2570 Duffel, Netelei 22, bus 4, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Candries, Theo, wonende te 2570 Duffel, Rietlei 89.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 24 november 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (68383)

Vrederecht van het kanton Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt verleend op 29 november 2000, werd Geypen, Maria, geboren te Balen op 25 maart 1924, verblijvende in het Rusthuis « Aan de Berdijk », Beverbekerdijk 7, 3930 Hamont-Achel, en gedomicilieerd Pijnvenstraat 31, te 3920 Lommel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Schoofs, Eric, gepensioneerd, wonende Kerkhovenweg 152, te 3970 Leopoldsburg.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct griffier, (get.) Marleen Vrolix. (68384)

Vrederecht van het kanton Overijse

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Overijse, verleend op 5 december 2000 : werd Van Den Hoeck, Phillipine, echtgenote Droulans, geboren te Tubeke op 31 maart 1921, gehuwd, wonende te 1560 Hoeilaart, Welvaartlaan 4, gedeeltelijk niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Lacroix, Cécile, wonende te 1450 Chastre, avenue Werner Marchand 26.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 november 2000.

Overijse, 6 december 2000.

De griffier, (get.) Vandeuren, Nicole. (68385)

Vrederecht van het kanton Tielt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tielt, verleend op 30 november 2000, werd Mevr. Baes, Orpha Raymonda, geboren te Lissewege op 4 september 1926, zonder beroep, weduwe van de heer Remi Henri Vandevoorde, R.V.T. Sint-Jozef, 8755 Ruiselede, Pensionsaatstraat 8, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg als voorlopig bewindvoerder : de heer Vandamme, Hugo, wonende te 8755 Ruiselede, Poekestraat 15.

Tielt, 6 december 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Vandenkerkhove, Christine. (68386)

Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 7 december 2000, werd : Merckx, Sam, geboren te Bornem op 23 november 1982, wonende te 2870 Puurs, Bosdreef 23, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Trier, Rita, wonende te 2870 Puurs, Bosdreef 23.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 27 november 2000.

Willebroek, 7 december 2000.

De hoofdgriffier, (get.) D'Haese, Paul. (68387)

Vrederecht van het kanton Wolvertem

Bij beschikking van 17 november 2000 van de vrederechter van het kanton Wolvertem, werd de heer El Menouer, Amrani, geboren te Marokko op 1 juli 1950, wonende en verblijvende in de Sint-Alexiuskliniek, Grimbergsesteenweg 40, te 1850 Grimbergen, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Jean D'Hollander, advocaat, met kantoor te 1780 Wemmel, De Limburg Stirumlaan 62.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) N. De Donder. (68389)

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix faisant fonction du canton d'Auderghem, du 1^{er} décembre 2000, Mme Gourski, Ania, née le 7 juin 1925 à Schaerbeek, domiciliée et résidant à 1160 Bruxelles, avenue J. Genicot 2, bte 8, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Philippe Declercq, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 89.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Vandenbranden. (68390)

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 28 novembre 2000, le nommé M. Opstael, Claude Georges René Laure Jan, né à Uccle le 11 mai 1943, résidant actuellement à 1040 Bruxelles, Résidence « Gai Logis », rue de Toulouse 25, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : M. Dupont, Yves, rue des Clématites 47, 1083 Ganshoren.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (68391)

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 6 décembre 2000, le nommé Somville, Jean-Marie, résidant actuellement à Charleroi (Montignies-sur-Sambre), rue Trieu Kaisin 134, clinique Sainte-Thérèse, domicilié à Gerpinnes, rue Prince de Liège 38, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Herinne, Eric, avocat, rue Tume-laire 23/18, Charleroi.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Jacques Balle. (68392)

Justice de paix du canton de Ciney

Par ordonnance du 1^{er} décembre 2000 prononcée par M. le juge de paix du canton de Ciney, siégeant en chambre du conseil, M. Olivier Valange, avocat à 5590 Ciney, rue Saint-Pierre 11, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Charmette Lamborelle, née à Miécrot le 12 septembre 1928, domiciliée à 5376 Miécrot, rue de la Renaissance 6/c, résidant actuellement à 5590 Ciney, rue du Condroz 28/D1.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M.A. Haquenne. (68393)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 17 novembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 4 décembre 2000, M. Bascour, Christophe, né le 25 mai 1979 à Sint-Lambrechts-Woluwe, célibataire, domicilié rue Lokaertlaan 3, à 3080 Tervuren, résidant « Le Château Vert », chemin de Perwez 16, à 4500 Ben-Ahin, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Véronique Tordeur, avocate à 4500 Huy, rue de la Résistance 21/11.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Beaudinet, Francine. (68394)

Justice de paix du canton de La Louvière

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de La Louvière, en date du 5 décembre 2000, le nommé Watty, Laurent Emile, divorcé, né à Henin-Liétard (France) le 7 mars 1929, domicilié à La Louvière (Saint-Vaast), avenue de l'Europe 65, Les Buissonnets, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Boulvin, Pascal, avocat, rue Ameye 26, 7110 Houdeng-Goegnies.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Marie-Paule Malengrez. (68395)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

—

Suite à la requête déposée le 22 novembre 2000, une ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, rendue le 28 novembre 2000, a déclaré : Mme Henrotte, Marie-Jeanne, veuve Meich, née le 31 mars 1909 à Hognoul, veuve, domiciliée rue des Mésanges 28, à 4000 Liège, mais résidant au Charme d'Antan, rue Marcel Thiry 40, à 4000 Liège, incapable de gérer ses biens et cette personne a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. l'avocat Wenric, Jean-Luc, avocat, dont le cabinet est sis boulevard Jules de Lamine 1, à 4000 Liège.

Liège, le 7 décembre 2000.

Pour extrait conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Zanelli, Joséphine. (68396)

Justice de paix du canton de Stavelot

—

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du 29 novembre 2000, Mme Guglielmi, Antonietta, née le 23 septembre 1952 à Cassinasco (Italie), domiciliée rue Marie 11, à 4460 Grâce-Hollogne, résidant au C.H.S. « L'accueil », rue du Doyard 15, à 4990 Lierneux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Charles Crespin, rue Neuve 113, à 4970 Stavelot.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grogna, Christiane. (68397)

Justice de paix du canton de Wavre

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 23 novembre 2000, Lietar, Bernard, rue Lambert Fortune 65, 1300 Wavre, a été désigné administrateur provisoire des biens de : Dielens, Henri, né le 7 avril 1942, domicilié et résidant actuellement à 1435 Mont-Saint-Guibert, rue des Tilleuls 44.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (68398)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

—

Vrederegerecht van het kanton Neerpelt

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 7 december 2000, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de goederen van Mannaerts, Maria, geboren te Lommel op 6 februari 1912, verblijvende en gedomicilieerd Jan Davidlaan 11, 3920 Lommel, ingevolge haar overlijden op 5 december 2000 te Lommel.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Jan Peeters. (68399)

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 4 december 2000, werd Kevers, Jan, advocaat, Beekstraat 9, 3800 Sint-Truiden, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 4 maart 1993 (rolnummer 5771.92-6180.93 - Rep.R. 489/93) tot voorlopige bewindvoerder over Ulens, Sabine, geboren te Dormaal op 1 januari 1917,

wonende 3800 Sint-Truiden, Halmaalweg 2, ontslagen van zijn opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Sint-Truiden op 10 november 2000.

Sint-Truiden, 7 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (68400)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 4 december 2000, werd Ramakers, Els, advocaat, Tongersesteenweg 328, 3800 Sint-Truiden, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 6 december 1996 (rolnummer 96B8195 - Rep.R. 3988.96) tot voorlopige bewindvoerder over Vaes, Germaine Célestine, geboren te Bressoux op 19 juni 1907, gedomicilieerd en verblijvende Rusthuis Elisabeth, 3800 Sint-truiden, Clement Cartuyvelsstraat 10, ontslagen van haar opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Sint-Truiden op 25 oktober 2000.

Sint-Truiden, 7 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (68401)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

—

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 6 décembre 2000, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 1^{er} décembre 1998, relativement à M. Youssef Beji, domicilié à 4000 Liège, place Marcel Lonay 3/027.

Cette personne ayant retrouvé la capacité de gérer ses biens.

Il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire.

Liège, le 6 décembre 2000.

Pour extrait conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Zanelli, Joséphine. (68402)

Justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont, en date du 6 décembre 2000, il a été mis fin au mandat de Scelfo, Valérie, avocat, rue Albert Ier 54B, Farciennes, en sa qualité d'administrateur provisoire de : Deurbroeck, Jean-Claude Augustin, divorcé de Mme Bertin, Véronique, né à Liège le 26 août 1955, domicilié à Charleroi, rue Motte 95/51 (*Moniteur belge* du 1^{er} novembre 1995, p. 30733).

Cette personne retrouve sa capacité intégrale à dater du 31 décembre 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Vanden Brande, Alain. (68403)

Justice de paix du canton de Merbes-le-Château

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 6 décembre 2000, déchargeons Jacquet, Florent, domicilié à 6560 Solré-sur-Sambre, rue de France 39, à sa demande, de ses fonctions d'administrateur provisoire des biens de Jacquet, Joseph, résidant et domicilié en son vivant à 6560 Erquelinnes (Solré-sur-Sambre), Les Acanthes, rue de la Halle 3, fonctions lui conférées par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 22 août 1995, décharge faite, suite au décès de M. Jacquet, Joseph, survenu le 27 octobre 2000.

Merbes-le-Château, le 7 décembre 2000.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) François Gobert. (68404)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het vijfde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Gent, verleend op 6 december 2000, werd D'Hondt, Sylvanus, geboren op 8 augustus 1927 te Heusden (thans Destelbergen), wonende te 9070 Destelbergen, Zandakkerlaan 64, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Wetteren op 17 augustus 1992 tot voorlopig bewindvoerder over zijn zuster D'Hondt, Anna, geboren te Wetteren op 8 januari 1932, wonende te 9070 Destelbergen, Steenvoordestraat 38, met ingang van 15 december 2000, ontheven van zijn opdracht.

Voegen toe als nieuwe voorlopig bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Mr. Laurent Balcaen, advocaat, te 9000 Gent, Gebroeders Van de Veldestraat 99.

Voor eensluidend uittreksel, (get.) Aper, Christelle, griffier. (68405)

Vrederecht van het kanton Haacht

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Haacht, verleend op 6 december 2000, werd er een einde gesteld aan het mandaat van de heer Wouters, Marc, advocaat, wonende te 3120 Aarschot, Astridlaan 12, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Haacht op 16 oktober 2000 (rolnr. 00B97 - Rep. R. 1040/2000) tot voorlopig bewindvoerder over Van Aerschot, Rudi, geboren te Leuven op 20 november 1965, wonende te 3110 Rotselaar, Sint-Antoniuswijk 9 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 november 2000, blz. 36962), met ingang van 6 december 2000 ontslagen van zijn opdracht en voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Van Aerschot, Rudi, Mevr. Stevens, Patricia, advocaat, wonende te 3130 Betekom, Raystraat 61.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vangeel, Rudiger. (68406)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Haacht, verleend op 6 december 2000, werd er een einde gesteld aan het mandaat van de heer Wouters, Marc, advocaat, wonende te 3120 Aarschot, Astridlaan 12, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Haacht op 16 oktober 2000 (rolnr. 00B96 - Rep. R. 1018/2000) tot voorlopig bewindvoerder over Fondu, Sandra, geboren te Leuven op 30 april 1971, wonende te 3110 Rotselaar, Sint-Antoniuswijk 9 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 november 2000, blz. 36962), met ingang van 6 december 2000 ontslagen van zijn opdracht en voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Fondu, Sandra, Mevr. Stevens, Patricia, advocaat, wonende te 3130 Betekom, Raystraat 61.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vangeel, Rudiger. (68407)

Vrederecht van het kanton Tienen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tienen, verleend op 7 december 2000, werd Jacobs, Hugo, advocaat te 3000 Leuven, Rijsschoolstraat 1/11, in hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder van de heer Smets, Joseph, geboren te Binche op 25 februari 1944, verblijvende te 1360 Thorembais-les-Béguines, chaussée de Charleroi 13, in het rustoord S.P.R.L. Bule, hiertoe aangesteld door onze rechtbank bij beschikking d.d. 24 mei 1993, vervangen door Demonet, Benoît, advocaat te 5030 Gembloux, avenue des Combattants 38.

Tienen, 7 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Julie-Anne Brees. (68408)

Vrederecht van het kanton Westerlo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Westerlo, verleend op 6 december 2000, werd over de genaamde Willems, Joannes Josephus, geboren te Herselt op 2 maart 1941, wonend in het rusthuis « Sint-Barbara » te 2230 Herselt, Dieperstraat 17, aangesteld tot voorlopig bewindvoerder, de genaamde Van Den Eynde, Guido, advocaat, kantoorhoudende te 2440 Geel, Diestseweg 155, dit in vervanging van Siongers, Joseph Alfons, geboren te Herselt op 22 december 1932, gepensioneerd, wonend te 2230 Herselt, Provinciebaan 114, aangesteld tot voorlopig bewindvoerder over de voornoemde beschermde persoon bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Westerlo d.d. 9 maart 1999, wiens opdracht ingevolge zijn verzoek tot vervanging werd opgeheven.

Westerlo, 7 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Josephine Brems. (68409)

Vrederecht van het kanton Wolveterm

Bij beschikking van 17 december 1999 van de vrederechter van het kanton Wolveterm, werd de heer Gilbert Mosselmans, geboren te Evre op 14 juli 1944, wonende te 1853 Strombeek-Bever, Lt. Emmerechtsplein 3, bus 4, thans verblijvende in de Sint-Camilluskliniek te 3360 Bierbeek, Kreykelberg 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg de heer Willy Mosselmans, wonende te 1932 Zaventem, Blankenheimlaan 31, als voorlopig bewindvoerder. Bij beschikking van 15 november 2000 werd de heer Willy Mosselmans vervangen door Mr. J. D'Hollander, advocaat met kantoor te 1780 Wemmel, De Limburg Stirumlaan 62.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) N. De Donder. (68388)

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 6 décembre 2000, il a été mis fin au mandat de M. Camille Tonglet, rue de la Bruyère 235, à Marcinelle, en sa qualité d'administrateur provisoire de Van Splunter, Jean-Pol, né le 28 juillet 1953, domicilié à Marcinelle, rue Delestienne 30, mais résidant à Marcinelle, rue de la Bruyère 235.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir Befahy, Denise, libraire, domicilié à Marcinelle, rue Delestienne 30.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adj. pal, (signé) M.P. Dumay. (68410)

Justice de paix du canton de Saint-Gilles

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Gilles, en date du 5 décembre 2000, le nommé Yazami, Rachid, né à Fez (Maroc), le 1^{er} août 1963, domicilié à 1060 Saint-Gilles, rue Steens 25, déclaré incapable de gérer ses biens par ordonnance du 12 septembre 2000, a été pourvu d'un autre administrateur provisoire: M. Yazami, Mouhsin, domicilié à 2660 Hoboken (Antwerpen), Windmolenstraat 49, en remplacement de Me Veerle Simeons, advocate.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) R. Denhaen. (68411)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille, le sept décembre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Manguin, Nathalie, domiciliée à Embourg, Au Trihay 4, porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Pirenne, Paul, né à Liège le 29 janvier 1957, domicilié à Neupré (Rotheux-Rimièr), avenue de la Métairie 15, agissant en nom personnel et en sa qualité de père et tuteur légal de ses enfants mineurs d'âge :

Pirenne, François, né à Woluwe-Saint-Lambert le 11 mars 1983;

Pirenne, Anne-Cecile, née à Woluwe-Saint-Lambert le 31 mai 1984,

Pirenne, Benoit, né à Woluwe-Saint-Lambert le 3 octobre 1986,

tous trois domiciliés avec le père,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par devant M. le juge de paix du canton de Seraing en date du 18 octobre 2000, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte, laquelle comparante a déclaré es qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Boland, Catherine Julienne Irène, née à Liège le 5 mai 1957, de son vivant domiciliée à Neupré, avenue de la Métairie 15 et décédée le 2 août 2000 à Neupré.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Van den Berg, notaire à Seraing, rue du Commerce 1.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service faisant fonction, (signé) J. Diederen. (31513)

Tribunal de première instance de Mons

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 1^{er} décembre 2000, Mme Haegeman, Chantal, avocat, dont le cabinet est situé à 6230 Pont-à-Celles, rue de l'Arsenal 124, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de M. Duray, Jean-Luc, né à Maurage le 30 mai 1946, domicilié à Ville-sur-Haine, rue du Coron 21, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Duray, Fernand Firmin, né à Strépy-Bracquegnies le 3 mars 1912, en son vivant domicilié à Strépy-Bracquegnies, rue Joseph Wauters 161, et décédé le 23 mars 2000 à La Louvière.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Bruyère, notaire de résidence à 7100 Haine-Saint-Pierre, rue des Combattants 50.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Katherina Burlion. (31514)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 6 décembre 2000, Mme Walsh, Kathleen Agnès, née à Baudour le 18 janvier 1952, domiciliée à 7331 Baudour, rue du Mont-Garni 2, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Ista, Pierre René Gaston, né à Oisquercq le 4 avril 1942, en son vivant domicilié à Baudour, rue du Mont-Garni 2, et décédé à Mons le 29 juillet 2000.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Delcroix, Laurent, notaire de résidence à 7000 Mons, rue du Onze Novembre 2.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Katherina Burlion. (31515)

Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

Bij akte nr. 3106 van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 17 mei 2000, werd door :

Fremaut, Alain, advocaat, wonende te 8400 Oostende, Léon Spilliaertstraat 57, in zijn hoedanigheid van volmachtdrager van :

D'Hondt, Pierre, wonende te 5300 Andenne, rue de Troka 462a;

D'Hondt, Philippe, wonende te 4550 Nandrin, rue sur Haies 45;

D'Hondt, Jacques, wonende te 1170 Brussel, rue du Grand Veneur 11;

D'Hondt, Luc, wonende te 1170 Brussel, rue des Garennes 57;

D'Hondt, Jean, wonende te 6997 Eveux (Erezée), rue de Warichay 2;

D'Hondt, Marc, wonende te 1000 Brussel, square des Nations 1, verklaard te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van wijlen :

Artois, Gabrielle Joséphine, geboren te Schaarbeek op achtentwintig juli negentienhonderd en twee, wonende te Middelkerke, Westenvlaan 25, weduwe van D'Hondt, Pierre François, overleden te Oostende op 30 oktober 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan :

Mr. Alain Fremaut, advocaat te Oostende, Léon Spilliaertstraat 57.

Veurne, 7 december 2000

De griffier, (get.) C. Coolsaet. (31516)

Bij akte nr. 3107 van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 17 mei 2000, werd door :

Vandenbussche, Wendy Erna, bejaardenhelpster, geboren te Roeselare op 14 mei 1979, ongehuwd, wonende te Diksmuide (Beerst) Oostendestraat 47, in eigen naam, en

Jonckheere, Francine, wonende te 8600 Diksmuide (Beerst), Wijndalestraat 123, in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogd over haar minderjarige kinderen :

Vandenbussche, Lindsay Valerie, geboren te Roeselare op 10 augustus 1983;

Vandenbussche, Daisy Emmely, geboren te Roeselare op 17 juni 1988, hiertoe gemachtigd door de familieraad d.d. 12 oktober 1988, vredege-recht Diksmuide,

verklaard te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van wijlen :

Vandenbussche, Johnny Raphael, in leven invalide, geboren te Beerst op 12 december 1954, echtgescheiden, laatst wonend te Diksmuide (Beerst), Ommergangstraat 1, overleden te Roeselare op 14 september 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan Mr. Bertrand Desmaricaux, notaris te Diksmuide.

Veurne, 7 december 2000.

De griffier, (get.) C. Coolsaet. (31517)

Bij akte nr. 3082 van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 11 februari 2000, werd door :

Mangelschots, Christophe Jozef Anna, geboren te Deurne op 2 april 1966, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Te Couwelaarlei 12, en

Mangelschots, Ingrid Hilde Leo, geboren te Deurne op 12 april 1969, wonende te 2980 Zoersel, Hertedreef 68,

beiden in eigen naam en de tweede als volmachtdraagster van :

Mangelschots, Sandra, geboren op 9 november 1967, in eigen naam en samen met haar echtgenoot

Van Der Hertten, Karel, geboren op 25 januari 1968, in hun hoedanigheid van ouders wettige beheerders over de goederen van hun minderjarige kinderen :

Van Der Heren, Xander, geboren op 8 juni 1993;

Van Der Heren, Jonas, geboren op 28 februari 1995,

allen wonende te 2640 Mortsels, Guido Gezellelaan 58;

verklaard te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van wijlen :

Mangelschots, Benedikt Alexander, geboren te Vorst, thans Laakdal, op zeven oktober negentienhonderd achtendertig, wonende te Koksijde, George Grandplein 3/603, overleden te Antwerpen op 6 oktober 1998 weduwnaar van Gabriella Jozef van Geffen.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan Mr. Wille, advocaat te Antwerpen (Brasschaat), Bredabaan.

Veurne, 7 december 2000. (31518)

De griffier, (get.) C. Coolsaet.

Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren

Ten jare tweeduizend, op zeven december, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Tongeren voor ons Ingrid Charlier, griffier, is verschenen Wirix, Eddy Marie Mathieu, Belg, geboren te Maaseik op 12 mei 1970, wonende te 3570 Alken, Grootstraat 225A, in eigen naam, die ons in het Nederlands verklaart de nalatenschap van wijlen Wirix, Mathieu Jozef Ghislenus, geboren te Neeroeteren op 22 januari 1944, in leven wonende te Maaseik, Verbindingsstraat 26, overleden op 9 oktober 2000 te Sint-Pieters-Leeuw, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht bij aangetekend schrijven hun rechten te doen gelden binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van de opnemings van deze akte in het *Belgisch Staatsblad* .

Dat aangetekend schrijven moet verzonden worden aan Mr. Jean-Pierre Vanden Weghe, notaris te 2800 Mechelen, Koning Albertstraat 197.

Waarvan akte opgemaakt op verzoek van de verschijner en door deze, na voorlezing, ondertekend samen met ons Ingrid Charlier, griffier.

(Get.) E. Wirix; I. Charlier.

Tongeren, 7 december 2000.

Voor eensluidend afschrift, (get.) H. Roeffelaer, hoofdgriffier. (31519)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 7 december 2000 werd Mr. Asscherickx, Bertrand, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643, aangesteld ter vervanging van Mr. Van De Mierop, in het faillissement van de B.V.B.A. Schrijnatelier Peter Wyns & C°, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, op 22 augustus 2000, H.R. Brussel 616583, BTW 459.215.618.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) R. Tielmans. (31552)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 novembre 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Belgift, rue Grétry 59, 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 578254, T.V.A. 452.217.166, activité : commerce de produits diététiques.

Juge-commissaire : M. Alain Michel Hansez.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue Clémentine 19, 1190 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 3 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.A. Massart.

(Pro deo) (31539)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 november 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Belgift, Grétrystraat 59, 1000 Brussel, H.R. Brussel 578254, BTW 452.217.166, activiteit : handel van dieetproducten.

Rechter-commissaris : de heer Alain-Michel Hansez.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Clementinalaan 19, 1190 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 3 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P.A. Massart.

(Pro deo) (31539)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 novembre 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Citygift, rue Marché aux Herbes 72, 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 603187, T.V.A. 458.063.989, activité : vente de tabac, journaux, articles cadeaux, souvenirs.

Juge-commissaire : M. Alain Michel Hansez.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue Clémentine 19, 1190 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 3 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.A. Massart.
(Pro deo) (31540)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 november 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Citygift, Grasmarkt 72, 1000 Brussel, H.R. Brussel 603187, BTW 458.063.989, activiteit : rookartikelen, kranten, geschenkartikelen, souvenirs.

Rechter-commissaris : de heer Alain-Michel Hansez.
Curator : Mr. Pol A. Massart, Clementinalaan 19, 1190 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluitting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 3 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P.A. Massart.
(Pro deo) (31540)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 novembre 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes pour faute d'actif les opérations de la faillite de la S.A. Transport Gestion et Manutention International, rue Bollinckx 15, à 1070 Bruxelles, R.C. Bruxelles 633655, T.V.A. 466.065.204.

Le tribunal a dit que la partie faillie n'est pas excusable.
Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Anne De Smeth.
(Pro deo) (31541)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 22 november 2000 van de rechtbank van koophandel te Brussel werden de verrichtingen van het faillissement van de N.V. Transport Gestion et Manutention International, Bollinckxstraat 15, te 1070 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief, H.R. Brussel 633655, BTW 466.065.204.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Anne De Smeth.
(31541)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 novembre 2000 la faillite de la S.P.R.L. Interbel, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, rue Dillens 3, R.C. Bruxelles 583101, T.V.A. 447.704.785, a été clôturée pour faute d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.
Juge-commissaire : M. G. Noblesse.
Curateur : Me Sophie Jacmain, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.
Le curateur, (signé) S. Jacmain. (Pro deo) (31542)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 november 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. Interbel, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Dillensstraat 3, H.R. Brussel 583101, BTW 447.704.785, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Rechter-commissaris : de heer G. Noblesse.
Curator : Mr. Sophie Jacmain, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.
De curator, (get.) S. Jacmain. (Pro deo) (31542)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 novembre 2000 la faillite de la S.C. F.J.M. Technology, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, rue Josaphat 264, R.C. Bruxelles 535552, T.V.A. 441.248.248, a été clôturée pour faute d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.
Juge-commissaire : M. P. Carlier.
Curateur : Me Sophie Jacmain, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.
Le curateur, (signé) S. Jacmain. (Pro deo) (31543)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 november 2000 werd het faillissement van de C.V. F.J.M. Technology, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Josaphatstraat 264, H.R. Brussel 535552, BTW 441.248.248, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Rechter-commissaris : de heer P. Carlier.
Curator : Mr. Sophie Jacmain, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.
De curator, (get.) S. Jacmain. (Pro deo) (31543)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 novembre 2000 la faillite de la S.P.R.L. Generation Games, dont le siège social est établi à 1180 Uccle, chaussée de Waterloo 988, R.C. Bruxelles 609503, T.V.A. 458.676.475, a été clôturée pour faute d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.
Juge-commissaire : M. P. Carlier.
Curateur : Me Sophie Jacmain, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.
Le curateur, (signé) S. Jacmain. (Pro deo) (31544)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 november 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. Generation Games, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Waterloosesteenweg 988, H.R. Brussel 609503, BTW 458.676.475, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
Rechter-commissaris : de heer P. Carlier.
Curator : Mr. Sophie Jacmain, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.
De curator, (get.) S. Jacmain. (Pro deo) (31544)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 22 novembre 2000 la faillite de la S.C.R.L. Babyltex, dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, rue du Berger 44, R.C. Bruxelles 495936, T.V.A. 431.949.512, a été clôturée pour faute d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Sophie Jacmain, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Le curateur, (signé) S. Jacmain. (Pro deo) (31545)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 22 november 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. Babyltex, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Herderstraat 44, H.R. Brussel 495936, BTW 431.949.512, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Sophie Jacmain, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) S. Jacmain. (Pro deo) (31545)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 22 novembre 2000 la faillite de la S.A. Europa Company Arturo Rodriguez, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, boulevard Jamar 33, R.C. Bruxelles 586765, T.V.A. 454.006.322, a été clôturée pour faute d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Juge-commissaire : M. De Smedt.

Curateur : Me Sophie Jacmain, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Le curateur, (signé) S. Jacmain. (Pro deo) (31546)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 22 november 2000 werd het faillissement van de N.V. Europa Company Arturo Rodriguez, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Jamarlaan 33, H.R. Brussel 586765, BTW 454.006.322, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Smedt.

Curator : Mr. Sophie Jacmain, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) S. Jacmain. (Pro deo) (31546)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. M.A.X. BM, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue Van An 89, T.V.A. 447.626.294, activité principale : entrepreneur.

Juge-commissaire : M. André Servais.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (31547)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. M.A.X. BM, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Van Astraat 89, BTW 447.626.294, voornaamste handelsactiviteit : ondernemer.

Rechter-commissaris : de heer André Servais.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31547)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Mosaica, dont le siège social est établi à 1210 Saint-Josse-Ten-Noode, rue Royale 298, R.C. Bruxelles 622498, T.V.A. 462.752.851, activité principale : organisation de salons et d'événements.

Juge-commissaire : M. André Servais.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen.
(Pro deo) (31548)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Mosaica, met maatschappelijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, rue Royale 298, H.R. Brussel 622498, BTW 462.752.851, voornaamste handelsactiviteit : organisatie van beurzen en evenementen.

Rechter-commissaris : de heer André Servais.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31548)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. D.D. Decors, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue de Suisse 37, R.C. Bruxelles 583628, T.V.A. 452.209.050, activité principale : travaux d'isolation.

Juge-commissaire : M. André Servais.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31549)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. D.D. Decors, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, rue de Suisse 37, H.R. Brussel 583628, BTW 452.209.050, voornaamste handelsactiviteit : isolatie werken.

Rechter-commissaris : de heer André Servais.

Curateur : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31549)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Safa, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Fabriques 77, R.C. Bruxelles 528410, T.V.A. 439.391.093, activité principale : import-export de véhicules d'occasion.

Juge-commissaire : M. André Servais.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31550)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op beken-tenis, het faillissement van de N.V. Safa, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Fabrieksstraat 77, H.R. Brussel 528410, BTW 439.391.093, voornaamste handelsactiviteit : invoer-uitvoer van tweedehandsvoertuigen.

Rechter-commissaris : de heer André Servais.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld- vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31550)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Janvrais Manuel, dont le siège social est établi à 1180 Uccle, chaussée d'Alseberg 1043, R.C. Bruxelles 632193, T.V.A. 464.639.502, activité principale : restaurant.

Juge-commissaire : M. André Servais.

Curateur : Me Claire Massart-Verhaegen, avenue René Gobert 20, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31551)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Janvrais Manuel, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Alsebergsesteenweg 1043, H.R. Brussel 632193, BTW 464.639.502, voornaamste handelsactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer André Servais.

Curator : Mr. Claire Massart-Verhaegen, René Gobertlaan 20, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld- vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (Pro deo) (31551)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Efficient Cleaning International, en abrégé E.C.I., avec siège social à 1082 Bruxelles, rue du Petit Berchem 34, R.C. Bruxelles 571029, T.V.A. 450.576.480.

Activité principale : nettoyage.

Juge-commissaire : M. Jacques M. Legrand.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (31553)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de N.V. Efficient Cleaning International,
afgekort E.C.I., met maatschappelijke zetel te 1082 Brussel, Klein
Berchemstraat 34, H.R. Brussel 571029, BTW 450.576.480.

Hoofdactiviteit : reinigingsmaatschappij.

Rechter-commissaris : de heer Jacques M. Legrand.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel,
advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (31553)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur citation,
la faillite de la S.P.R.L. S.P.F.O., avec siège social à 1120 Bruxelles, rue
François Vekemans 107, R.C. Bruxelles 624611, T.V.A. 463.380.480.

Activité principale : restaurant.

Juge-commissaire : M. Jacques M. Legrand.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187,
1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (31554)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op
dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. S.P.F.O., met maatschap-
pelijke zetel te 1120 Brussel, François Vekemansstraat 107,
H.R. Brussel 624611, BTW 463.380.480.

Hoofdactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Jacques M. Legrand.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel,
advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (31554)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 décembre 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de M. Francis Roose, né à Bruxelles le 21 octobre 1940, domicilié
à 1000 Bruxelles, boulevard du Midi 96, R.C. Bruxelles 330438,
T.V.A. 535.209.376.

Activité principale : forain.

Juge-commissaire : M. Jacques M. Legrand.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187,
1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
10 janvier 2001, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (31555)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 december 2000 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de heer Francis Roose, geboren te Brussel
op 21 oktober 2000, wonende te 1000 Brussel, Zuidlaan 96,
H.R. Brussel 330438, BTW 535.209.376.

Hoofdactiviteit : kermisklant.

Rechter-commissaris : de heer Jacques M. Legrand.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel,
advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 10 januari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (31555)

Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement rendu le 7 décembre 2000, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite des établissements de la Société J.F.G. Corporation, ayant son siège social route des Ardennes 7, à 6780 Messancy, R.C. Arlon 23959; avenue de France 155, à 6900 Marloie, R.C. Marche-en-Famenne 21044; rue d'Hégimont 5, bte 3, à 5590 Ciney, R.C. Dinant 47350; avenue Roi Albert, à 5300 Andenne, R.C. Namur 75780; route de Marche 163, à 6600 Bastogne, R.C. Neufchâteau 22656, T.V.A. 433.638.521.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date de cessation des paiements au 30 juin 2000.

Juge-commissaire : Mme Brigitte Willems.

Curateurs : Me Carine Thomas, avocat, rue d'Arlon 25, à 6760 Virton.

Dépôt des créances au greffe du tribunal de commerce avant le 7 janvier 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en l'auditoire du tribunal de commerce, centre judiciaire, place Schalbert, à 6700 Arlon, le 31 janvier 2001, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) C. Thomas. (31556)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement rendu le 5 décembre 2000, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de liquidation de la faillite de la S.P.R.L. « Tropical Aquarium », dont le siège social se trouvait à Charleroi (Gilly), chaussée de Lodelinsart 392, faillite déclarée par jugement du même tribunal en date du 27 juillet 2000.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la faillie.

Le pro deo a été accordé.

Le curateur : (signé) Guy Houtain. (Pro deo) (31557)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 5 décembre 2000 a été déclarée close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Speedcar, établie et ayant son siège social à 4020 Liège, quai de la Boverie 9/31, R.C. Liège 172165, faillite déclarée par jugement du 2 septembre 1996.

La société faillie a été dite inexcusable.

Le curateur, (signé) D. Collin, avocat, quai Marcellis 4/11, à 4020 Liège. (31558)

Le tribunal de commerce de Liège, par jugement du 5 décembre 2000, a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de M. Henri Demeure, R.C. Liège 194092, rue Pierre Curie 60, à 4630 Soumagne, faillite prononcée par jugement du 3 avril 1998.

Le tribunal a déclaré le failli inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Claude Philippart de Foy. (31559)

Le tribunal de commerce de Liège, par jugement du 5 décembre 2000, a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. P.I. Deco, R.C. Liège 178450, rue de Sélys 17, à 4000 Liège, faillite prononcée par jugement du 8 juillet 1999.

Le tribunal a déclaré la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Claude Philippart de Foy. (31560)

Le tribunal de commerce de Liège, par jugement du 5 décembre 2000, a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Ets Leroi Père et Fils, R.C. Liège 144282, quai du Halage 240, à 4400 Flémalle, faillite prononcée par jugement du 22 juillet 1999.

Le tribunal a déclaré la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Claude Philippart de Foy. (31561)

Le tribunal de commerce de Liège, par jugement du 5 décembre 2000, a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.C.R.L. DE.NI.CE, R.C. Liège 160562, avenue Reine Astrid 49, à 4480 Engis, faillite prononcée par jugement du 3 novembre 1997.

Le tribunal a déclaré la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) Me Claude Philippart de Foy. (31562)

Par jugement du 5 décembre 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, pour absence d'actif, la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Horemich, prononcée par jugement du 23 septembre 1998. La société faillie a été déclarée inexcusable. Le curateur désigné était Me Victor Hissel, avocat, rue Duvivier 26, à 4000 Liège.

(Signé) V. Hissel, curateur. (Pro deo) (31563)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 4 décembre 2000 du tribunal de commerce de Mons, a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Les Provinces de France, dont le siège social est boulevard Kennedy 69, à 7000 Mons, ayant pour activités les affaires immobilières, R.C. Mons 126128, T.V.A. 447.658.265.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 4 décembre 2000.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, rue des Telliers 20, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard le 3 janvier 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons le 1^{er} février 2001, à 8 h 30 m.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (31564)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 21 novembre 2000, le tribunal de commerce de Tournai a clôturé, par insuffisance d'actif, la faillite de la S.C. Polycomposites, rue du Haut Rejet, à 7760 Velaines. Ladite société a été déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (31565)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur citation

Par jugement du jeudi 30 novembre 2000, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Synergies 2000, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue Xhavée 51, bte 6, R.C. Verviers 70927, T.V.A. 465.413.720, pour l'exploitation d'un restaurant à 4031 Liège, route du Condroz 541, restaurant du golf du Sart-Tilman.

Juge-commissaire : M. Jean-Pierre Deblanc.

Curateur : Me Dominique Legrand, avocat à 4650 Herve, place de la Gare 5.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 29 janvier 2001, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (31566)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis, in datum van 7 december 2000 is de datum van staking der betalingen in het faillissement Industriële Piping Werken, in vereffening, B.V.B.A., Industriegebied Brug 10, nr. 5, Klein Veerle 119, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 262382, BTW 431.024.250, uitgesproken op 4 november 1999, op 10 december 1998 teruggebracht.

De curator, Schwagten, Werenfried, Hovestraat 28, 2650 Edegem.
(Pro deo) (31567)

Bij vonnis in datum van 8 december 2000 is Mertens N.V., Scheldeweg 6, 2850 Boom, H.R. Antwerpen 262829, BTW 433.836.854, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem, André.

Curatoren : Mr. X. De Roy, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen; Mr. Chr. Truyen, Paleisstraat 64, 2018 Antwerpen; Mr. P. Verstraeten, Prins Boudewijnlaan 177, 2610 Wilrijk.

Datum van de staking van betaling : 8 december 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 8 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 februari 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mrs. X. De Roy; Chr. Truyen; P. Verstraeten. (31568)

Bij vonnis in datum van 7 december 2000 is Nordic Travel B.V.B.A., Plantin & Moretuslei 36, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 245622, BTW 427.074.469, reisagentschap & emigratieagentschap, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Eessel, Leon.

Curatoren : Mr. Patroons, Kristiaan, Mechelsesteenweg 12, bus 8, 2000 Antwerpen-1, en Mr. Van Goethem, Inge, Graaf Van Hoornestraat 5, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 7 december 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 8 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 februari 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mrs. Patroons, Kristiaan en Van Goethem, Inge. (31569)

Bij vonnis in datum van 7 december 2000 is GTCO Belgium B.V.B.A., Hallebaan 6, 2520 Ranst, H.R. Antwerpen 302553, BTW 452.418.094, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vandendries, Jean-Pierre.

Curatoren : Mr. Quanjard, Benjamin, Adm. De Boisotstraat 20, 2000 Antwerpen-1, en Mr. Saelen, Agnes, Mechelsesteenweg 210A, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 7 december 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 8 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 februari 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mrs. Quanjard, Benjamin en Saelen, Agnes. (31570)

Bij vonnis in datum van 7 december 2000 is Newcom Information Systems N.V., Durlletstraat 1, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 300230, BTW 451.522.429, vervaardiging van kantoormachines, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem, André.

Curatoren : Mr. Teughels, Yves, Coremansstraat 14A, 2600 Berchem (Antwerpen), en Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 7 december 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 8 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 februari 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Mrs. Teughels, Yves en Talboom, Constant. (31571)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

De rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, eerste kamer bis, heeft bij vonnis van 6 december 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Baptiplus B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Knokke-Heist, Zeedijk-Het-Zoute 711-3, H.R. Brugge 88209, BTW 463.047.613, bouwonderneming.

Rechter-commissaris : Brouns, Germain.

Tijdstip ophouden van betaling : 6 december 2000.

Curator : Demeestere, Guy, advocaat te 8300 Knokke-Heist, Natiënlaan 75b.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kazernevest 3, te 8000 Brugge, vóór 5 januari 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 22 januari 2001, om 11 uur, in het gerechtsgebouw te 8000 Brugge, Kazernevest 3.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Demeestere, Guy.
(Pro deo) (31572)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 29 november 2000 werd het faillissement open verklaard, op aangifte, Orlay Des Flandres B.V.B.A., uitbating van veiligzaal, met maatschappelijke zetel gevestigd te Temse, Cauwerburg 115/A, H.R. Sint-Niklaas 58927, BTW 463.235.178.

Staking van betalingen vastgesteld op 29 november 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 29 december 2000, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 10 januari 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Philip Van Haute.

Curator : (get.) Mr. Marc Schoenmaekers, advocaat, kantoorhoudende te 9100 Sint-Niklaas, Pr. Jos. Charlottelaan 71.

De curator, (get.) M. Schoenmaekers. (31573)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 7 december 2000, op bekentenis, vijfde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake A. Derese & Zoon B.V.B.A., fabricage van autoveren, alsook verkoop van bijhorende benodigdheden, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Ossenstraat 15, H.R. Gent 102902, BTW 406.176.612.

Rechter-commissaris : de heer Thierry Cattoir.

Datum staking van de betalingen : 7 december 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 4 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 januari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. D. Bekaert, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Franklin Rooseveltlaan 222.

Voor eensluidend uittreksel : de wnd. hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (31574)

Bij vonnis d.d. 7 december 2000, op bekentenis, vijfde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Algemene Bouwwerken Jodts B.V.B.A., onderneming voor plafonneer-, cementeer- en alle andere pleisterwerken, algemene bouwonderneming, onderneming voor het optrekken van gebouwen (ruwbouw & onder dak zetten), onderneming voor het leggen van tegelvloeren en mozaïek en voor het plaatsen van alle andere wand- en vloerbekleding met uitzondering van hout, onderneming voor het bedekken van gebouwen, onderneming voor slopingswerken van gebouwen en kunstwerken, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Sint-Denijslaan 93-95, H.R. Gent 183172, BTW 458.075.471.

Rechter-commissaris : de heer Gilbert De Baets.

Datum staking van de betalingen : 7 december 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 4 januari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 januari 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. M. Van Cuyck, advocaat, kantoorhoudende te 9890 Dikkelvenne, Sint-Christianastraat 48.

Voor eensluidend uittreksel : de wnd. hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (31575)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis d.d. 15 maart 1990 van de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, werd in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Industrial Software Buro, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd was te 3590 Diepenbeek, Narcisstraat 1, H.R. Hasselt 70831.

Bij vonnis d.d. 30 november 2000 van dezelfde rechtbank werd dit faillissement gesloten na vereffening.

Het vonnis zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Luc Sampermans. (31576)

De rechtbank van koophandel te 3500 Hasselt, Havermarkt 8, tweede kamer, heeft bij vonnis van 7 december 2000, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard : Sneyers, Urbain Julien, geboren te Sint-Truiden op 23 juli 1942, handeldrijvende onder de benaming « Sunchine », wonende te 3800 Sint-Truiden, Lepelstraat 2, met uitbatingsetel te 3800 Sint-Truiden, Naamsesteenweg 48, H.R. Hasselt 98588 (begin-datum : 16 april 1998), BTW 709.564.797, aard handelsactiviteiten : café.

Rechter-commissaris : de heer Eraly.

Tijdstip van ophouden van betaling : 15 juli 2000.

Curator : Mr. Patrick Schruers, advocaat te 3500 Hasselt, Sint-Truidensteinweg 34.

Indienen der schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 28 december 2000.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 11 januari 2001, om 14 uur, ter plaatse, Havermarkt 8, 3500 Hasselt.

Prodeo nr. 4031.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Patrick Schruers, curator. (31577)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 27 november 2000 werd de faling van naamloze vennootschap Mechelse Koelhuizen, te 2800 Mechelen, Frans Halsvest 1, H.R. Mechelen 50117, BTW 416.869.475, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) K. Van den Berghen. (31578)

Bij vonnis d.d. 27 november 2000 werd de faling van besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Mesa, te 2800 Mechelen, Nieuwwerk 7, H.R. Mechelen 80229, BTW 458.592.145, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) K. Van den Berghen. (31579)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 5 december 2000 werd de genaamde K.C.T. Fashion B.V.B.A., Heesdijk 25A, 2382 Poppel, H.R. Turnhout H81253, groot-handel in kinderkleding, BTW 453.091.849, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : Mevr. Deleu.

Curator : advocaat Bruurs, Alphenseweg 2, 2387 Baarle-Hertog.

Tijdstip van ophouding van betaling : 5 december 2000.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 januari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 januari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Bruurs. (Pro deo) (31580)

Bij vonnis van 5 december 2000 werd de genaamde R.T.G.-Balen B.V.B.A., Stevensvennenstraat 1, 2490 Balen, H.R. Turnhout H47632, drankgelegenheid, restaurant, frituur, verhuring van feestzaal, BTW 421.562.988, failliet verklaard, ambtshalve.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Naulaerts, Diestseweg 155, 2440 Geel.

Tijdstip van ophouding van betaling : 5 december 2000.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 januari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 januari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Naulaerts. (Pro deo) (31581)

Bij vonnis van 5 december 2000 werd de genaamde Pizza Food Corporation Herentals B.V.B.A., Pierre De Bellefroidlaan 20, 2400 Mol, met uitbating gevestigd te 2200 Herentals, Grote Markt 4, H.R. Turnhout H83202, meeneemrestaurant, BTW 461.474.332, failliet verklaard, ambtshalve.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Boeckx, Leopoldstraat 20, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 5 december 2000.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 januari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 januari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Boeckx. (Pro deo) (31582)

Bij vonnis van 5 december 2000 werd de genaamde Solid B.V.B.A., Veedijk 42, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout H40095, vervaardiging en plaatsing van laadbruggen met en zonder weegsystemen, BTW 414.621.253, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curatoren : advocaat Van Looy, Boudewijnstraat 29, 2280 Grobbendonk, en advocaat L. Bouwen, Wampenberg 71, 2370 Arendonk.

Tijdstip van ophouding van betaling : 5 december 2000.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 januari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 januari 2001, te 10 uur.

De curatoren, (get.) Mrs. Van Looy; Bouwen. (Pro deo) (31583)

Bij vonnis van 5 december 2000 werd de genaamde Trans Balans N.V., Veedijk 42, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout H64322, vervaardiging en plaatsing van weegsystemen en weegbruggen, BTW 439.715.351, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curatoren : advocaat Van Looy, Boudewijnstraat 29, 2280 Grobbendonk, en advocaat L. Bouwen, Wampenberg 71, 2370 Arendonk.

Tijdstip van ophouding van betaling : 5 december 2000.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 januari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 januari 2001, te 10 uur.

De curatoren, (get.) Mrs. Van Looy; Bouwen. (Pro deo) (31584)

Bij vonnis van 5 december 2000 werd de genaamde Gils Industries B.V.B.A., Steenweg op Merksplas 18, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout H86528, in- en uitvoer, groothandel in dierenbenodigdheden, BTW 465.143.407, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : Mevr. Deleu.

Curator : advocaat Bruurs, Alphenseweg 2, 2387 Baarle-Hertog.

Tijdstip van ophouding van betaling : 5 december 2000.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 januari 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 januari 2001, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Bruurs. (Pro deo) (31585)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 7 december 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement Dynasty Hu B.V.B.A., gevestigd te Tongeren, Maastrichtersteenweg 447, H.R. Tongeren 74373, gesloten verklaard. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Ruysschaert, Felix; Bernaerts, Mark. (31586)

Bij vonnis van 7 december 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement 3D Color B.V.B.A., gevestigd te Bilzen, Rooierweg 26, H.R. Tongeren 79725, gesloten verklaard, bij vereffening. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Ruysschaert, Felix; Bernaerts, Mark. (31587)

Bij vonnis van 7 december 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement Valk Ventures B.V.B.A., gevestigd te Lanaken, Roosakkerstraat 8, H.R. Tongeren 81960, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Ruysschaert, Felix; Bernaerts, Mark. (31588)

Bij vonnis van 7 december 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement Dewarier B.V.B.A., gevestigd te Genk, Rootenstraat 19, bus 4, H.R. Tongeren 71193, gesloten verklaard, bij vereffening. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Alofs, Georges; Ruysschaert, Felix. (31589)

Bij vonnis van 7 december 2000 werd het faillissement Gerrits, Danny, Viséweg 319, 3700 Tongeren, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans. (31590)

Bij vonnis van 7 december 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. LG Real Rent, Loostraat 65, 3724 Vliermaal (Kortesseem), gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans. (Pro deo) (31591)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Faillissement : de heer José Romain Camille Rasmond, geboren te Lessen op 2 mei 1954, caféuitbater, wonende te 9500 Geraardsbergen, Lessensestraat 7, H.R. Oudenaarde 24740, voor een drankgelegenheid genaamd The Pub De Kroon, BTW 712.157.469.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 5 december 2000, werd voornoemde José Rasmond, failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling bepaald op 23 november 2000.

Mr. Lieven De Moor, advocaat te 9660 Brakel, H. Decoenestraat 10, werd als curator aangesteld.

Mevr. A. Boumon, rechter in handelszaken in genoemde rechtbank, werd aangesteld als rechter-commissaris.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, binnen de dertig dagen.

Nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 18 januari 2001, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Lieven De Moor. (Pro deo) (31592)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis van 6 december 2000, werd failliet verklaard, op bekentenis, de N.V. Nibema, in vereffening, met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8630 Veurne, Vooruitgangstraat 1, H.R. Veurne 34622, volgens verklaring van de vereffenaar met werkelijke handelsactiviteiten : holdingmaatschappij en bestuurdersvennootschap, BTW 450.992.887.

Rechter-commissaris : de heer Michel Pattyn, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Kurt Vanlerberghe, advocaat, Parklaan 12, te 8620 Nieuwpoort.

Tijdstip staking van betalingen : 30 november 2000.

Indienen aangiften schuldvorderingen : vóór 27 december 2000, ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshof, Peter Benoît-laan 2, te 8630 Veurne.

Afsluiting proces-verbaal verificatie schuldvorderingen : op maandag 15 januari 2001, om 10 u. 15 m., in de gewone rechtszaal van de rechtbank van koophandel te Veurne, op voormeld adres.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Kurt Vanlerberghe. (Pro deo) (31593)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Volgens akte van 22 november 2000, nummer 00/336, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, heeft de heer Bahri, Bachir, in zijn hoedanigheid van voogd over de goederen van zijn vier kinderen, Bahri, Zaïd, Khadija, Karima en Nadir, daartoe gemachtigd bij beschikking van hetzelfde vredegerecht, d.d. 15 september 2000, verklaart de nalatenschap van Mevr. Chatt, Aïcha, onder voorrecht van boedelbeschrijving, te aanvaarden.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven, hun rechten te doen kennen binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum van huidige publicatie bij notaris Thomas Boes, te Heverlee, L.E. Van Arenbergplein 8.

(Get.) T. Boes, notaris. (31511)

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 7 december 2000, heeft de heer Eduard Vonckx, wonende te Antwerpen, Kielpark 154, handelende als gevolmachtigde van Mevr. Van der Taelen, Chantal Simonne Hugo, geboren te Antwerpen op 22 januari 1963, wonende te Aartselaar, Jacob Smitslaan 2, handelende in haar hoedanigheid van moeder-wettige voogdes over de naar bij haar inwonende minderjarige, zijnde : De Kort, Steven Clementina François, geboren te Merksem op 3 mei 1989, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen de heer De Kort, Rudi Maria François, geboren te Merksem op 18 december 1959, echtgescheiden, laatst wonende te 2170 Merksem, De Wilgen 12, en overleden te Antwerpen op 15 oktober 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen aan notaris Frans Mortelmans, te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 111.

Antwerpen, 7 december 2000.

(Get.) Frans Mortelmans, notaris. (31512)

La requête en homologation de l'acte modificatif de régime matrimonial entre M. Bonjean, Bernard René Emile Ghislain, agriculteur, et son épouse, Mme Attisy, Bénédicte Marie Thérèse Blanche Henriette Ghislaine, femme au foyer, domiciliés ensemble à Harre (Manhay), rue du Moulin Ponsart 2, reçu par le notaire Jean-François Piérard, à Marche-en-Famenne, le 29 novembre 2000, a été déposée le 7 novembre 2000, au greffe du tribunal de première instance de Marche-en-Famenne.

L'acte modificatif confirme le maintien du régime légal existant et se limite à la modification du patrimoine commun par l'apport d'un immeuble propre.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Piérard, notaire. (31520)

Par requête en date du 24 novembre 2000, M. Gérard Antoine Ulric Marie Chevalier de Schaetzen, et son épouse, Mme Anne Marie Joséphe Ghislaine Vander Belen, domiciliés à Mont-Saint-Guibert, rue de Bierbais 18, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles, une demande d'homologation de l'acte reçu le 24 novembre 2000, par le notaire Jean-François Taymans, de résidence à Bruxelles, modifiant leur contrat de mariage reçu par Me Léon Rosseeuw, notaire ayant résidé à Tirlemont, le 20 juin 1964.

Ledit acte constate l'apport d'un immeuble dans une société accessoire au régime de séparation de biens.

Fait à Bruxelles, le 6 décembre 2000.

(Signé) Jean-François Taymans, notaire. (31521)

Suivant jugement prononcé le 28 septembre 2000 par la chambre à juge unique du tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Gérard, Désiré Henri Ghislain, exploitant forestier, né à Erneuville le 8 novembre 1943 et son épouse, Mme Schmitz, Anne-Marie Agnès Ghislaine Alphonsine, sans profession, née à Beausaint le 18 décembre 1943, domiciliés et demeurant ensemble à 6972 Tenneville, Erneuville 17, a été homologué.

Ledit contrat modificatif comporte répartition des biens immeubles qui étaient communs au profit du patrimoine propre de chacun des deux époux précités.

Pour extrait analytique conforme : (signé) Etienne Paul, notaire. (31522)

Par requête du 7 décembre 2000, M. Henriche, Patrick Emile Albert, mécanicien indépendant, né à Toernich le 5 décembre 1962 et son épouse Mme Schandeler, Dina Francine Marie Suzanne, employée de banque, née à Messancy le 22 février 1966, demeurant et domiciliés ensemble à Messancy, rue du Centre 1, 2/1, ont introduit devant le tribunal de première instance d'Arlon, une demande en homologation de l'acte portant modification de leur régime matrimonial reçu par le notaire Geneviève Oswald, de résidence à Athus-Aubange, le 7 décembre 2000, et par lequel lesdits époux adoptent le régime de la séparation des biens pure et simple.

Pour extrait conforme : (signé) Geneviève Oswald, notaire. (31523)

Par décision du 14 août 2000, le tribunal de première instance de Liège a homologué l'acte contenant modification du régime matrimonial des époux Spits, Bruno Dieudonné Jean Joseph, inspecteur comptable et Charlier, Christine Nelly Claudine Marie, institutrice, tous deux domiciliés à 4450 Juprelle, rue du Brouck 20.

Le contrat modificatif de leur régime matrimonial a été dressé par le notaire Alain Meunier, à Dalhem, en date du 24 mai 2000, et contient maintien du régime légal avec apport immobilier au patrimoine commun d'un bien propre de l'épouse.

Dalhem, le 5 décembre 2000.

(Signé) Alain Meunier, notaire. (31524)

Par requête déposée le 5 décembre 2000, au greffe du tribunal de première instance de Liège, Mr. Bruninx, Joseph Marie Jean, chauffeur, né à Milmort, le 23 mars 1953, et son épouse, Mme Menendez Fernandez, Marcelina, femme d'ouvrage, née à Furna (Espagne), le 26 juin 1948, domiciliés ensemble à Wandre, ville de Liège, rue de Visé 669, ont demandé l'homologation de l'acte modificatif de leur régime matrimonial reçu par le notaire Gérard Prévinaire, à Vottem (Herstal), le 3 novembre 2000.

L'acte modificatif comporte apport à la communauté d'un immeuble propre à Monsieur.

Pour les requérants, (signé) Gérard Prévinaire, notaire. (31525)

Par requête du 15 novembre 2000, M. Lobet, Stéphane Yvan Berthe Ghislain, boucher-charcutier, né à Libramont, le 5 juin 1965, de nationalité belge, et son épouse, Mme Smal, Myriam Laure Juliette, kinésithérapeute, née à Huy, le 12 juillet 1963, de nationalité belge, domiciliés et demeurant à 6720 Habay-la-Neuve, rue Emile Baudrux 34, ont introduit devant le tribunal civil de première instance d'Arlon, une demande en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Pierre Erneux à Strainchamps-Hollange (Fauvillers) le 15 novembre 2000 et contenant adoption du régime de la séparation des biens pure et simple.

(Signé) Pierre Erneux, notaire à Strainchamps-Hollange (Fauvillers). (31526)

Par jugement rendu par le tribunal de première instance de Mons, en date du 23 octobre 2000, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial des époux Wattiez, Robert Augustin, retraité, né à Pâturages le 16 janvier 1929, et son épouse, Mme Lebreully, Yvette Lucie Jeanne, femme au foyer, née à Saint-Rémy-des-Landes (France), le 9 août 1936, domiciliés à 7340 Colfontaine (ex-Pâturages) rue Circulaire 6, a été homologué.

Le contrat modificatif comporte :

- l'apport au patrimoine commun d'un bien propre à M. Wattiez;
- clause d'attribution de communauté.

(Signé) Paul Raucent, notaire à Frameries. (31527)

Par jugement rendu par le tribunal de première instance de Mons, en date du 13 novembre 2000, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial des époux Bouchez, Georges, jardinier, né à Frameries le 8 avril 1951, et son épouse, Mme Lefebvre, Jenny Gérardine, femme au foyer, née à Frameries, le 17 mars 1950, domiciliés à 7080 Frameries, rue de Sars 28, a été homologué.

Le contrat modificatif comporte :

- l'apport d'un bien propre au patrimoine commun.
- la révocation et le remplacement d'une clause de partage inégal de communauté.

(Signé) Paul Raucent, notaire à Frameries. (31528)

Par jugement rendu par le tribunal de première instance de Mons, en date du 13 novembre 2000, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial des époux Freddy Robert, Lassoie, employé, né à Frameries le 29 juin 1947, et son épouse, Mme Nadine Doyen, enseignante, née à Frameries, le 10 avril 1948, domiciliés ensemble à Frameries, rue Sainte-Philomène 41, a été homologué.

Le contrat modificatif comporte :

- apport au patrimoine commun d'un bien propre à M. Lassoie.

(Signé) Paul Raucent, notaire à Frameries. (31529)

Bij verzoekschrift van 6 december 2000, hebben de heer Luc Jozef Hubert Paul Van Thielen, en zijn echtgenote, Mevr. Rosa Maria Coleta Van den Bossche, samenwonende te 1790 Affligem (Essene), Moortelstraat 9B, voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte, verleden door Mr. Jean Luc Peërs, notaris te Vilvoorde, op 6 december 2000.

Het wijzigend contract bevat inbreng van onroerende goederen in de huwgemeenschap en toevoeging van een keuzebeding. (31530)

Ingevolge akte, verleden voor notaris Charles De Ruydts, te Vilvoorde op 17 februari 2000, hebben de heer Ceuppens, Pieter Jozef, gepensioneerde, geboren te Anderlecht op 1 december 1932, en zijn echtgenote, Mevr. Michielsens, Francine Aline, gepensioneerde, geboren te Hofstade (Brabant) op 12 januari 1938, een wijziging aan hun huwelijksstelsel aangebracht door inbreng van volgend onroerend goed : gemeente Zemst (vroeger Elewijt), een woonhuis met grond en aanhorigheden gelegen Solariumlaan 10, gekadastraerd sectie A, nummer 100 D 16, voor een oppervlakte van 4 a 44 ca.

De echtgenoten Ceuppens-Michielsens waren gehuwd onder het beheer van het wettelijk stelsel, bij gebreke aan huwelijkscontract, ongewijzigd.

De akte van wijziging van huwelijksstelsel zal ter homologatie neergelegd worden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

(Get.) Ch. De Ruydts, notaris. (31531)

Bij verzoekschrift van 22 november 2000, neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 7 december 2000, hebben de heer Johan Helena Hans Dessomviele, en zijn echtgenote, Mevr. Sylva Jeanne Madeleine Mannens, samenwonende te 9050 Gent (Gentbrugge), Houw 28, de homologatie gevraagd, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Jan Bael, te Gent, op 22 november 2000.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Bael, notaris. (31532)

Bij verzoekschrift van 28 november 2000, ondertekend door de echtgenoten Stephan Windels-Algoet, Sybil, wordt de akte tot wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Dirk Van Haesebrouck, te Kortrijk, met standplaats Aalbeke, op 28 november 2000, waarbij voornoemde echtgenoten gehuwd blijven onder het wettelijk stelsel, doch mits bepaalde afwijkingen ter homologatie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk voorgelegd.

Kortrijk, 28 november 2000.

Namens het echtpaar Stephan Windels-Algoet, Sybil, (get.) Dirk Van Haesebrouck, notaris. (31533)

Bij verzoekschrift van 22 november 2000, hebben de heer Kustermans, Jozef Hélène Antonius, geboren te Hoogstraten op 9 maart 1966, en zijn echtgenote, Mevr. Van De Locht, Maria Dymphna Bernarda, geboren te Hoogstraten op 16 augustus 1965, wonend te 2990 Loenhout, Popendonkseweg 64, de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijkscontract, verleden voor notaris Herman Verschraegen, te Wuustwezel, op 22 november 2000, inhoudende de inbreng van een eigen onroerend goed en eigen roerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen en de opname van een beding van vooruitmaking op keuze.

Namens de verzoekers, (get.) Herman Verschraegen, notaris. (31534)

Bij beschikking van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 22 november 2000, werd gehomologeerd, de akte tot wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, op 9 augustus 2000, afgesloten tussen de heer Stappers, Rudy Karel Elisabeth, geboren te Turnhout op 10 december 1964, autohandelaar, en zijn echtgenote, Mevr. Verhoeven, Carine Mathilde Jules, geboren te Mol op 22 juli 1968, huisvrouw, samenwonende te Dessel, Turnhoutsebaan 179.

In voormelde akte werd het wettelijk stelsel behouden, doch het eigen vermogen van de heer Stappers werd uitgebreid met een gemeenschappelijk onroerend goed.

Voor de echtgenoten Stappers-Verhoeven, (get.) J. Coppens, notaris. (31535)

Op 15 november 2000, hebben de echtgenoten, de heer Galle, André Emiel Alena, gepensioneerde, geboren te Dilbeek op 18 september 1942, en zijn echtgenote, Mevr. Schoonjans, Christiane Clementine, gepensioneerde, geboren te Meerbeke op 5 juni 1942, samenwonende te 9402 Ninove, Hoendersveld 70, een verzoekschrift ondertekend welke zal neergelegd worden voor de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel ingevolge een wijziging die wordt aangebracht in het gemeenschappelijk vermogen, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel wordt gewijzigd overeenkomstig artikel 1394 en volgende van het Burgerlijk Wetboek en dit door de inbreng van volgende onroerende goederen :

Stad Ninove, vierde afdeling Meerbeke :

— een perceel grond gelegen Hoendersveld 70, waarop een woonhuis werd opgericht, gekadastraerd of het geweest zijnde sectie B, nummer 610/F/2 met een oppervlakte van 9 a 2 ca.

— een perceel weiland gelegen ter plaatse genaamd « Hoendersveld », gekadastraerd of het geweest zijnde sectie B, nummer 610/G met een oppervlakte van 6 a 40 ca.

door Mevr. Christiane Schoonjans, alsook van verschillende schulden en opgemaakt bij akte, verleden voor notaris Frederik Hantson, te Gooik, op 15 november 2000.

Namens de verzoekers, (get.) Frederik Hantson, notaris. (31536)

Bij verzoekschrift d.d. 7 december 2000, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, hebben de echtgenoten, Christophe Romain Noel Benoit-Bulcaen, Anne Mie Louise Joseph, wonende te Kortrijk, Avondzonweg 2, verzocht om de homologatie van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, akte, verleden voor notaris Frederic Opsomer, te Kortrijk, op 7 december 2000, houdende inbreng in de vennootschap van aanwinsten van aandelen van de B.V.B.A. Bulcaen-Debode en van gemeenschappelijke gelden.

(Get.) F. Opsomer, notaris. (31537)

BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 2000 – ANNEXE au *Moniteur belge* du 14 décembre 2000

Groep T-Hogeschool Leuven

Bekendmaking nevenactiviteiten onderwijzend personeel

Beslissing van het hogeschoolbestuur

Rekening houdend met :

— het decreet van 13 juli 1994 betreffende hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, in het bijzonder de cumulatierегeling zoals bepaald in artikelen 147 en volgende :

— het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot vaststelling van de lijst van andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen van een lid van het onderwijzend personeel, werkzaam in de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap;

— het besluit van de raad van bestuur d.d. 25 oktober 2000,

beslist het Hogeschoolbestuur van GROEP T Hogeschool Leuven dat aan hierna vermelde leden van het onderwijzend personeel voor de duur van het academiejaar 2000/2001 in afwijking van artikel 1 van bovengenoemd besluit en na onderzoek van de beschikbaarheid van betrokkenen voor de hogeschool, onder de voorwaarden overeengekomen met betrokken personeelsleden, machtiging wordt verleend voor het uitoefenen van de achter hun naam vermelde activiteit om de hierna aangehaalde redenen :

Brantegem, Abel, voltijds praktijklector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar met coördinatieopdracht met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang.

De Graeve, Johan, algemeen directeur, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds directeur ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs met 14/20 van een voltijdse opdracht. Het hogeschoolbestuur stelt vast dat de nevenactiviteit plaatsvindt buiten de normale openingsuren van de hogeschool en bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool niet in het gedrang brengt.

Demolder, Pierre, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds adjunct-directeur met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in de basisopleiding industrieel ingenieur.

Desair, Annick, voltijds lector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar aan de Gemeentelijke Academie voor muziek en woord te Meise. De voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang aangezien de activiteit zich buiten de normale openingsuren van de hogeschool situeert behalve de woensdagnamiddag - tijdstip waarop geen stagebegeleiding gebeurt in het kader van de opdracht binnen de hogeschool.

De Wolf, Luc, voltijds hoogleraar, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 7/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in de opleiding industrieel ingenieur elektronica.

Goossens, Paul, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds adjunct-directeur met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang.

Lievens, Patrick, voltijds docent, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig bedrijfsadviseur. Deze beperkte adviesverlening op het vlak van milieu, veiligheid en engineering verhindert niet dat betrokkene voltijds beschikbaar is voor de hogeschool. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse opdracht inzake onderwijs, dienstverlening en voortgezette opleidingen. Zijn adviesactiviteiten situeren zich bovendien in hetzelfde domein als zijn hoofdopdracht in de hogeschool, namelijk de milieutechnologie.

Polet, Willem, voltijds assistent, wordt ertoe gemachtigd nevenactiviteiten uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 6/20 van een voltijdse opdracht en op zelfstandige basis vertaalwerk te leveren. Deze nevenactiviteiten worden integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengen bijgevolg de beschikbaarheid niet in het gedrang.

Schoeters, Eddy, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen waarbij op zelfstandige basis occasionele vertalingen geleverd worden en taalcursussen in bedrijven gegeven worden. Deze beperkte nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in het vakgebied communicatie.

Schuttysse, Clemens, voltijds hoogleraar, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 7/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in de opleiding industrieel ingenieur elektronica.

Sorton, André, voltijds lector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig grafisch ontwerper van reclame. De omvang van deze activiteit vormt geen beperking op de voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool, waar betrokkene met een voltijdse onderwijsopdracht werd belast in het domein van de plastische opvoeding.

Vanderwegen, Imelda, deeltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 5/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de deeltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een deeltijdse onderwijsopdracht van 75 % in het vakgebied management.

Van Maele, Jan, voltijds docent, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar met coördinatieopdracht met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang.

Vercammen, Guido, voltijds hoogleraar, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - GROEP T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 7/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in het vakgebied management.

Willemaerts, Christel, voltijds assistent, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zaakvoerder van de b.v.b.a. Wilma. Haar ontslag als zaakvoerder werd reeds aanvaard in de bijzondere algemene vergadering van b.v.b.a. Wilma op datum van 26 september 2000, doch de publicatie in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* gebeurde slechts op 27 oktober 2000.

Rekening houdend met :

— het decreet van 13 juli 1994 betreffende hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, in het bijzonder de cumulatierегeling zoals bepaald in artikelen 147 en volgende :

— het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot vaststelling van de lijst van andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen van een lid van het onderwijzend personeel, werkzaam in de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap;

— het schrijven van het Rekenhof met kenmerk N 10-1.256.135 B21 d.d. 27 juli 2000;

— het schrijven van Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming d.d. 10 november 2000,

beslist het Hogeschoolbestuur van GROEP T Hogeschool Leuven dat aan hierna vermeld personeelslid van het onderwijzend personeel in afwijking van artikel 1 van bovengenoemd besluit en na onderzoek van de beschikbaarheid van betrokkene voor de hogeschool, onder de voorwaarden overeengekomen met het betrokken personeelslid, machtiging wordt verleend voor het uitoefenen van de achter zijn naam vermelde activiteit om de hierna aangehaalde redenen :

voor de duur van de academiejaren 1995/1996-1996/1997-1997/1998-1998/1999

Schoeters, Eddy, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen waarbij op zelfstandige basis occasionele vertalingen geleverd worden en taalcursussen in bedrijven gegeven worden. Deze beperkte nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in het vakgebied communicatie. (20062)

Katholieke Hogeschool Brugge-Oostende

Nevenactiviteiten van sommige leden van het onderwijzend personeel tijdens het academiejaar 2000-2001

Op gemotiveerd verzoek van de hierna vermelde leden van het onderwijzend personeel en na onderzoek van hun beschikbaarheid voor de hogeschool, wordt vastgesteld dat de nevenactiviteit die zij uitoefenen, en die ingeschreven is op de lijst opgenomen in artikel 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot vaststelling van de lijst van andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen van een lid van het onderwijzend personeel, werkzaam in de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, zoals gewijzigd, tijdens het academiejaar 2000-2001 geen groot gedeelte van de tijd van de betrokkenen in beslag neemt :

Catrysse, Johan, hoogleraar (100 %) :

Hij oefent een nevenactiviteit uit als onbezoldigd beheerder-vennoot gedurende gemiddeld 2 uur per week. Hij is tevens gewoon bestuurder-vennoot.

Deze nevenactiviteit is beperkt in omvang, draagt bij tot de professionalisering van betrokkene en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Declerck, Patrick, lector (100 %) :

Hij oefent een opdracht uit in een andere onderwijsinstelling (HOSP) waarvan de omvang meer dan 20 % van een voltijdse opdracht bedraagt (5/20). Aldus overschrijdt het totaal van zijn onderwijsopdrachten 120 %.

Deze nevenactiviteit draagt bij tot de professionalisering van betrokkene en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Defever, Roland, lector (100 %) :

Hij oefent een opdracht uit in een andere onderwijsinstelling (HOSP en HSTL) waarvan de omvang meer dan 20 % van een voltijdse opdracht bedraagt (2/20 + 3/20). Aldus overschrijdt het totaal van zijn onderwijsopdrachten 120 %.

Deze nevenactiviteit draagt bij tot de professionalisering van betrokkene en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

De Waele, Raoul, departementshoofd (100 %) :

Hij oefent een zelfstandige nevenactiviteit uit als boekhouder-fiscalist gedurende gemiddeld 3 uur per week.

Deze nevenactiviteit is beperkt in omvang, draagt bij tot de professionalisering van betrokkene en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Grauwet, Marc, lector (100 %) :

Hij oefent een opdracht uit in een andere onderwijsinstelling (HOSP) waarvan de omvang meer dan 20 % van een voltijdse opdracht bedraagt (6/20). Aldus overschrijdt het totaal van zijn onderwijsopdrachten 120 %.

Deze nevenactiviteit draagt bij tot de professionalisering van betrokkene en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Knops, Martine, lector (100 %) :

Zij oefent een zelfstandige nevenactiviteit uit als boekhouder-fiscalist gedurende gemiddeld 3 uur per week.

Deze nevenactiviteit is beperkt in omvang, draagt bij tot de professionalisering van betrokkene en vindt niet plaats tijdens de uren waarop zij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Van Roye, Filip, lector (100 %) :

Hij oefent een zelfstandige nevenactiviteit uit in een dactylografisch en vertaalbureau gedurende gemiddeld 2 uur per week.

Deze nevenactiviteit is beperkt in omvang en vindt niet plaats tijdens de uren waarop de betrokkene ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Verstraete, Jo, lector en praktijklector (100 %) :

Hij oefent een zelfstandige nevenactiviteit uit als logopedist gedurende gemiddeld 8 uur per week.

Deze nevenactiviteit is beperkt in omvang, brengt een nuttige praktijkervaring mee waardoor de kwaliteit van de uitvoering van de opdracht van de betrokkene verhoogt, draagt bij tot de professionalisering en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool.

Vienne, Eric, lector (100 %) :

Hij oefent een zelfstandige nevenactiviteit uit als boekhouder-fiscalist gedurende gemiddeld 4 uur per week.

Deze nevenactiviteit is beperkt in omvang, brengt een nuttige praktijkervaring mee waardoor de kwaliteit van de uitvoering van de opdracht van betrokkene verhoogt, draagt bij tot zijn professionalisering en vindt niet plaats tijdens de uren waarop hij ter beschikking moet zijn van de hogeschool. (20061)

Hogeschool Limburg

Nevenactiviteiten onderwijzend personeel academiejaar 2000-2001

Het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995, genomen in uitvoering van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, beschrijft de nieuwe regeling inzake de toegestane cumulatie van het onderwijzend personeel van de hogescholen.

Artikel 3 van bovenvermeld uitvoeringsbesluit stipuleert dat het hogeschoolbestuur verplicht is om beslissingen, waarbij afwijkend van het in het besluit gestelde onverenigbaarheden gesteld wordt dat de andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten toch verenigbaar worden geacht met de voltijdse functie, voor 31 december nominatief en met bijhorende motivatie bekend te maken via een publicatie in het *Belgisch staatsblad*.

Het bestuurscollege van de Hogeschool Limburg heeft op 13 november 2000 en 4 december 2000 beslist dat aan de volgende voltijdse leden van het onderwijzend personeel en dit in afwijking van artikel 1 de machtiging wordt verleend om de vermelde nevenactiviteiten op te nemen.

Cleuren, Johan : zelfstandige in bijberoep, lesgever informatica opleidingen vzw Mova Sint-Truiden, 1/2 dag per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de nevenactiviteit is in omvang beperkt tot 1/2 dag per week;
- betrokkene blijft 100 % beschikbaar voor de Hogeschool Limburg;
- de opgedane kennis en ervaring betekent een belangrijke meerwaarde voor de onderwijsopdracht van betrokkene;
- de gelegde contacten binnen de IT-sector zijn zeer nuttig voor de taak van betrokkene binnen de Hogeschool Limburg.

Flamend, Anne : taaltrainer Frans (VOF) bankprodukten voor loketbedienden en kantoordirecteuren, 2 uur per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de activiteit is beperkt in omvang en brengt geenszins de beschikbaarheid van betrokkene voor de Hogeschool in het gedrang;
- betrokkene voert haar taak in het departement lerarenopleiding voortreffelijk uit.

Isebaert, Hélène : zelfstandig bijberoep als vertaler Nederlands-Frans, 2 uur per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- het vertaalwerk is een pluspunt in het kader van haar opdracht aan de Hogeschool;
- op deze manier blijft betrokkene in contact met het Frans zoals het vandaag gesproken wordt en kan zij de evolutie van dichtbij volgen.

Janssen, Stijn : zelfstandig bijberoep als adviseur marketingcommunicatie, 1/2 dag per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de betrokkene blijft 100 % beschikbaar omwille van de geringe omvang van de nevenactiviteit;
- betrokkene onderhoudt also contacten met het bedrijfsleven en houdt voeling met de bedrijfsrealiteit;
- de confrontatie met situaties in de zakenwereld verplichten hem om samen met de studenten realistisch en bedrijfgericht te denken.

Kaes, Albert : « Software training » op zelfstandige basis, 2 uur per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de nevenactiviteit brengt geenszins de voltijdse beschikbaarheid van betrokkene in gedrang;
- betrokkene levert een belangrijke meerwaarde door de contacten met het bedrijfsleven.

Laitem, Herman : zelfstandig sportpublicist, sporadisch.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de nevenactiviteit neemt geen groot gedeelte van de tijd in beslag en valt buiten de lessen;
- betrokkene kan also up-to-date blijven met de taal;
- de activiteit heeft een positieve invloed op de onderwijsopdracht van betrokkene.

Luwel, Marina : « Software training » op zelfstandige basis, 1/2 dag per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- door de frequente contacten met bedrijven kan betrokkene up-to-date blijven met betrekking tot de actuele praktijk van IT-aspecten;
- betrokkene kan also opportuniteiten scheppen voor de Hogeschool.

Poets, Anita : advocaat aan de balie te Hasselt, 4 uur/week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- betrokkene oefent reeds 7 jaar het beroep van advocaat uit;
- de activiteit heeft geen negatieve invloed op haar werk als lector;
- betrokkene kan als zelfstandige haar uren zelf regelen;
- als advocaat heeft betrokkene te maken met praktische toepassingen en interpretaties van de abstracte en theoretische rechtsregels die zij haar cursussen kan verwerken.

Roes, Bjorn : free-lance regisseur/webdesigner, sporadisch.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- aangezien de audiovisuele en multimedia sectoren zeer snel evolueren, is het noodzakelijk om als lector deze veranderingen op de voet te volgen;
- de nevenactiviteiten van betrokkene hebben een positieve invloed op zijn onderwijsopdracht.

Thirion, Jaak : zelfstandig boekhouder, 2 × 1/2 dag per week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de betrokkene blijft voltijds beschikbaar voor de Hogeschool;
- het bijberoep levert een belangrijke meerwaarde voor de studenten;
- de opgedane ervaring wordt doorgegeven aan de studenten;
- betrokkene blijft also voortdurend op de hoogte van nieuwigheden.

Thiry, Bob : zelfstandig boekhouder, 1 dag per maand.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- door zijn activiteit heeft betrokkene contacten met het beroepsveld;
- betrokkene kan also zijn theoretische kennis met praktijkervaring uitbreiden, hetgeen hij ook aan zijn studenten kan doorgeven;
- betrokkene kan, door het uitoefenen van zijn zelfstandige activiteit, zijn cursussen zo actueel mogelijk bijwerken.

Thys, Agna : copywriting, vertaalwerk, ... op zelfstandige basis, sporadisch.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- de activiteiten sluiten aan bij te lessen Nederlands en Nederlandse correspondentie;
- zij bieden een mogelijkheid om een band met het bedrijfsleven te onderhouden, communicatie met de bedrijfswereld is trouwens een belangrijk aspect in de cursussen Nederlands;
- de vertalingen naar het Duits stellen de betrokkene in de gelegenheid om in deze vreemde taal te blijven werken.

Tits, Johan : zelfstandig bijberoep als freelance-journalist, sporadisch.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

- het sporadisch contact met de perswereld is nuttig in functie van de vakken medialeer, voorlichting en radiojournalistiek;
- het contact met de perswereld komt ook van pas bij de begeleiding van de stages op redacties van kranten en magazines.

Vandersloten, Willy : zelfstandig verkoper van Kaapse Wijn, 3 uur/week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

— de nevenactiviteit neemt geen groot gedeelte van de tijd in beslag en valt volledig buiten de normale lessen in het departement (weekend);

— de betrokkene blijft 100 % beschikbaar voor de Hogeschool.

Vandormael, Achille : architect, 2 × 1/2 dag per week.

een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

— de nevenactiviteit van betrokkene heeft slechts een geringe omvang en staat in het teken van zijn lesopdracht in het departement;

— betrokkene heeft contact met de praktijkwereld en kan zich hierdoor continue bijscholen.

Vanluyd, Inge : « Redactie en copywriting » als zelfstandige in bijberoep, 4 uur/week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

— een blijvende band met het bedrijfsleven is een toegevoegde waarde bij de uitoefening van de functie van betrokkene;

— betrokkene kan also haar kennis en vaardigheden op pijl houden;

— betrokkene heeft vele interessante contacten voor stageplaatsen, eindwerken, projecten, cases, gastsprekers, ...

Vos, Francis : « Software training en ontwikkeling » op zelfstandige basis, 1/2 dag/week.

Een afwijking wordt toegestaan op basis van volgende motivatie :

— de betrokkene blijft 100 % beschikbaar omwille van de geringe omvang van de nevenactiviteit;

— de opgedane ervaring kan voor de studenten een belangrijke meerwaarde betekenen.

(20063)

Katholieke Hogeschool Limburg

Nevenactiviteiten leden onderwijzend personeel, academiejaar 2000-2001

In uitvoering van het decreet betreffende de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 13 juli 1994, gewijzigd door het decreet van 28 maart 1995 en 8 juni 1996, en het Besluit van de Vlaamse Regering tot vaststelling van de lijst van de andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen van een lid van het onderwijzend personeel d.d. 3 mei 1995, heeft het hogeschoolbestuur beslist om de volgende personeelsleden machtiging te verlenen om de volgende nevenactiviteiten op te nemen.

Deze machtigingen worden verleend steunend op een gemotiveerd verzoek van het betrokken personeelslid waarbij de beschikbaarheid van de hogeschool en de verenigbaarheid met het ambt als beoordelingscriteria gelden. Voor elk van de hierna vermelde personeelsleden blijft de omvang van de nevenactiviteiten beperkt tot maximaal 2 halve dagen, waardoor zij volledig beschikbaar blijven voor de hogeschool. Het hogeschoolbestuur motiveert verder de beslissing tot afwijking op individuele basis als volgt :

Goyens, Jos :

Als zelfstandig boekhouder blijft de omvang van zijn nevenactiviteit beperkt tot maximaal een halve dag per week, waardoor hij volledig beschikbaar blijft voor de hogeschool. Daarenboven sluit deze nevenactiviteit perfect aan bij zijn onderwijsopdracht als voltijds lector binnen de hogeschool.

De Buck, Willem :

Is zaakvoerder van de BUDA K.D. Binnen dit bedrijf ontwikkelt hij zijn artistieke activiteiten als grafisch vormgever. Het volume van deze nevenactiviteit is zodanig dat hij volledig beschikbaar blijft voor de hogeschool waar hij het voltijds ambt van assistent met artistieke onderwijsactiviteiten uitoefent.

De Smedt, Danny :

Als voltijds assistent met artistieke onderwijsactiviteiten, is hij gedelegeerd bestuurder van Incognito Brussels N.V. Binnen de activiteiten van dit bedrijf beoefent hij zijn artistieke nevenactiviteiten die volkomen aansluiten bij zijn artistieke onderwijsactiviteiten.

Vandewalle, Marc :

Is als zelfstandig vertaler slechts gedurende een zeer klein deel van zijn tijd actief. Hierdoor komt zijn beschikbaarheid voor de hogeschool als departementshoofd HB niet in het gedrang. Daarenboven levert dit vertaalwerk hem ervaring op als lesgever en bevordert ze een goede relatie met het werkveld.

Moria, Christiane :

Is als voltijds lector tijdens de vakantieperiode op zelfstandige basis actief als toeristische gids. Hierdoor komt haar beschikbaarheid voor de hogeschool niet in het gedrang.

Coninx, Roland :

Is zaakvoerder van Coda Interactief. Hij verwerft binnen deze activiteiten nieuwe kennis die hij in zijn lesopdracht als voltijds assistent kan integreren (nieuwe hardware, software en cases).

Lambrechts, Eric :

Hij is als voltijds assistent met artistieke onderwijsactiviteiten eveneens zelfstandig industrieel vormgever en zaakvoerder van INDES design C.V. Binnen dit bedrijf ontwikkelt hij nevenactiviteiten die volledig aansluiten bij de door hem onderwezen artistieke vakken.

De Hoon, Benedictus :

Is zaakvoerder van Media Makers B.V.B.A. en oefent binnen dit bedrijf zijn artistieke nevenactiviteiten uit.

Het volume van zijn nevenactiviteiten als zaakvoerder is beperkt tot één halve dag per week, waardoor hij volledig beschikbaar blijft voor de hogeschool waar hij werkzaam is als voltijds assistent met artistieke onderwijsactiviteiten.

De Schrijver, Luc :

Als lector (75 %) oefent hij tevens activiteiten uit als zaakvoerder van CTAO B.V.B.A. Deze activiteiten bezorgen hem nuttige ervaring als lesgever omdat ze goed aansluiten bij de door hem onderwezen vakken.

Meus, Hugo :

Is voltijds praktijklector. Hij oefent voor het Bureau voor nijverheidsstudiën en bouwnijverheid op zelfstandige basis nog nevenactiviteiten uit als calculator. Op deze wijze blijft hij op de hoogte van de nieuwe technieken en materialen hetgeen een meerwaarde genereert voor zijn lesopdracht.

Wauters, Marc :

Is voltijds praktijklector en herstelt op zelfstandige basis elektronische apparaten. Deze activiteiten bezorgen hem de nodige praktijkervaring en ondersteunen aldus zijn lesopdracht. (20064)

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 72bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

—

**Publication faite en exécution de l'article 72bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

—

**« Heerema International », naamloze vennootschap,
te 2321 Meer (Hoogstraten), Luxemburgstraat 4**

H.R. Turnhout 77257

—

Konform artikel 72bis van de vennootschappenwet, worden de belanghebbenden ervan ingelicht dat bij akte verleden voor notaris Johan Kiebooms te Antwerpen op 6 december 2000, het kapitaal van de vennootschap werd verminderd door middel van een terugbetaling in speciën van 16 974 507,5 frank.

De belanghebbenden worden ervan ingelicht dat zij beschikken over een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de bekendmaking van deze aankondiging, om van de vennootschap de beschermingsmaatregelen te eisen, zoals opgenomen in artikel 72bis van de vennootschappenwet. (31538) De raad van bestuur.